

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

La Crise de la Métallurgie

*LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE DU COMITÉ DES FORGES*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 24 Mai 1923, à 4 h. 1/2.

PAR

M. BRELET

Président : M. GERMAIN MARTIN.

Suffragants : M. RIST.
M. NOGARO. } *Professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ERNEST SAGOT ET C^{ie}
ÉDITEURS

19, RUE CUJAS ET 10, RUE VICTOR-COUSIN

1923

**LA CRISE
DE LA MÉTALLURGIE**

**La Politique Économique et Sociale
du Comité des Forges**

THÈSE DE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

La Crise de la Métallurgie

*LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE DU COMITÉ DES FORGES*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 24 Mai 1923, à 4 h. 1/2.

PAR

M. BRELET

Président : M. GERMAIN MARTIN.

Suffragants : M. RIST.
M. NOGARO. } Professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT ET C^{ie}

ÉDITEURS

19, RUE CUJAS ET 10, RUE VICTOR-COUSIN

1923

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

De toutes les industries françaises, l'industrie métallurgique est celle qui a vu sa situation le plus profondément modifiée par le tracé de notre nouvelle frontière de l'Est.

Alors qu'en 1913 elle produisait 5.207.000 tonnes de fonte et 4.686.000 tonnes d'acier, au lendemain de la guerre, avec les usines de Lorraine désannexée et de la Sarre, sa capacité de production a atteint pour la fonte 10.848.000 tonnes, et pour l'acier 9.651.000 tonnes.

En même temps, la capacité de production de minerais de fer passait de 21.919.000 tonnes à 43.054.000 tonnes, rendant ainsi la France la nation la plus productrice de minerais de l'Europe.

Par contre, les 17.013.000 tonnes de charbon et les 1.991.000 tonnes de coke de la Lorraine désannexée et de la Sarre n'ont pas contrebalancé la défaillance des mines et des cokeries sinistrées. Il est vrai que le traité de paix obligeait l'Allemagne à nous faire des livraisons de charbon et de coke ; mais ces livraisons, d'ailleurs plusieurs fois réduites, ont été d'autant plus déficitaires que le besoin s'en faisait davantage sentir. En dehors de son ravitaillement en combustibles, qui

était déjà difficile avant la guerre, la situation de la métallurgie a donc subi une profonde modification : à la métallurgie d'avant-guerre médiocrement développée et très faiblement exportatrice, a succédé une métallurgie munie d'appareils très puissants et pour laquelle l'exportation est une question de vie ou de mort.

Ravitaillement en charbon et recherche des débouchés, c'étaient déjà deux problèmes difficiles à résoudre ; mais la crise de sous-consommation, qui a sévi sur toutes les industries et qui a particulièrement frappé la métallurgie, a rendu les solutions plus difficiles à trouver.

Après une période d'activité factice, entretenue par une inflation monétaire déréglée, un arrêt brusque et prolongé de la consommation s'est fait lourdement sentir. L'augmentation des tarifs de chemin de fer, l'augmentation des impôts et l'augmentation du taux de l'intérêt ont provoqué une hausse des prix telle que le consommateur a été forcé de s'abstenir. Les industriels ont alors connu une crise sans précédent. Comment parer à cet état de choses ?

En dehors des initiatives individuelles qui peuvent être prises dans chaque usine, les métallurgistes ont, pour résoudre collectivement les multiples difficultés que soulève la crise, des organismes puissants : le Comité des Forges, les Comptoirs, l'Union des Industries métallurgiques et minières.

Au Comité des Forges et aux Comptoirs qui gravitent autour de lui reviennent l'étude et la solution des questions d'ordre économique, tandis que les questions d'ordre social et fiscal échoient à l'Union des Industries métallurgiques et minières.

Protéger le marché intérieur contre la concurrence étrangère, obtenir des diminutions de tarifs de chemins de fer, avoir un ravitaillement de combustibles abondant et à bon marché, favoriser l'exportation, provoquer des ententes nationales et internationales de producteurs : tels sont les principaux buts que poursuivent le Comité des Forges et les Comptoirs pour résoudre la crise.

Quant à l'Union des Industries métallurgiques et minières, elle cherche à provoquer des diminutions de salaire, à augmenter les heures de travail, à s'opposer à toute mesure sociale et à toute mesure fiscale qui pourraient grever les prix de revient de l'industrie.

LA CRISE DE LA MÉTALLURGIE

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU COMITÉ DES FORGES

NOTIONS PRELIMINAIRES

La situation de la Métallurgie à la veille de la guerre

Avant d'exposer la situation de la métallurgie depuis la guerre, il est nécessaire, pour avoir un point de comparaison et pour comprendre les développements qui vont suivre, de rappeler dans quel état se trouvait cette industrie avant 1914. Ce sujet ayant déjà fait l'objet de nombreuses études, parmi lesquelles on doit citer le livre, publié par le Comité des Forges à l'occasion de son cinquantième : *La Sidérurgie*, un bref aperçu, dans lequel les points principaux seront seuls mis en relief, paraît être amplement suffisant.

La situation de la métallurgie au point de vue de ses matières premières, la question de la main-d'œuvre, et les différents caractères que présentent la production métallurgique seront les seules questions qui seront étudiées dans ces notions préliminaires.

La situation de la métallurgie d'un pays quelconque étant tout d'abord conditionnée par son ravitaillement en matières premières, c'est par leur étude qu'il faut commencer.

Les matières premières de la métallurgie sont principalement le minerai de fer, le coke et le charbon.

LE MINERAI

La France était déjà avant la guerre un des pays du monde les plus riches en fer. D'après l'enquête qui a été publiée au congrès de Stockholm en 1910, la France arrivait au deuxième rang des pays européens avec des ressources évaluées à 3.300 millions de tonnes. L'Allemagne, qui tenait le premier rang, avait 3.600 millions de tonnes. L'Angleterre, au troisième rang, n'atteignait que 1.300 millions de tonnes. Depuis 1910 jusqu'à la guerre, les recherches avaient été poursuivies tant en Allemagne qu'en France, si bien qu'en 1914 il était difficile de savoir laquelle des deux nations avait le premier rang.

Les 3.300 millions de tonnes de la France se répartissaient dans trois bassins : bassin de Meurthe-et-Moselle, avec 3 milliards de tonnes ; bassin de Normandie, Anjou, avec 200 millions (1) ; et bassin des Pyrénées, avec 100 millions.

La production de minerai en France atteignait en 1913 le chiffre de 21.918.000 tonnes. Si on considère les chiffres des années antérieures, 7.395.000 pour 1905, 14.606

(1) D'après M. Devainville, les dernières estimations donneraient 1.800 millions pour l'Anjou, la Bretagne et la Normandie.

mille pour 1910, on remarquera que la production de minerai prenait en France un développement rapidement grandissant.

D'après les chiffres de 1912, la France tenait le troisième rang. Les Etats-Unis avaient produit 56.032.000 tonnes, et l'Allemagne, 33.753.000 tonnes. L'Angleterre, qui venait au quatrième rang avec 14.011.000 tonnes, voyait sa production baisser par rapport aux années antérieures. La mise en valeur toujours plus développée de nos gisements avait amené une diminution de nos importations en minerai, tout en ne les supprimant pas complètement, et elle avait rendu la France grosse exportatrice de minerais.

Nos importations portaient sur des minerais de qualité venant d'Espagne principalement et aussi de Suède et de Norvège. Du Luxembourg nous importions du minerai provenant d'exploitations appartenant à des Français.

Mais tandis que nous importions 1.417.000 tonnes en 1913, nous exportions dans la même année 10.066.000 tonnes. Nos principaux clients étaient, par ordre d'importance : la Belgique (5.036.000 tonnes), l'Allemagne et le Luxembourg (4.065.000 tonnes), les Pays-Bas (604.000 tonnes) et l'Angleterre (216.000 tonnes).

Cette situation était due principalement à la mise en valeur du bassin de Briey, qui produisait en 1913 15 millions de tonnes. Plus riche que les minerais de Luxembourg et de Lorraine, plus compact et plus résistant que le minerai silicieux, plus apte par conséquent au transport, le minerai de Briey, avec sa gangue calcaire, était recherché non seulement par les métallurgistes de Westphalie, mais encore par ceux de la Sarre, qui jadis ne consommaient que du minerai de Lorraine

annexée ou du Luxembourg. Le prix de revient du minerai de Briey était en 1913 de 2 fr. 60 à 3 fr. 70 la tonne, celui du bassin de Longwy de 2 fr. 50 à 2 fr. 90, celui du bassin de Nancy de 3 fr. 25 à 4 fr. 30, et le prix moyen de vente du minerai lorrain était 4 fr. 64, alors que le prix des autres minerais variait entre 7 fr. 30 et 9 fr. 23. M. de Wendel a déclaré devant la Chambre, dans la séance du 24 janvier 1919, qu'on vendait à l'étranger le minerai deux fois plus cher qu'en France. Cela montre, mieux que toute autre considération, que la situation de la France au point de vue du minerai était extrêmement favorable.

LA HOUILLE ET LE COKE

Autant la situation de la France était brillante pour le minerai, autant elle était difficile au point de vue du charbon et du coke.

Le congrès de Toronto a évalué en 1913 aux chiffres suivants les ressources probables et possibles (jusqu'à la profondeur de 1.800 mètres) des principaux pays du monde :

	Houille et Anthracite (1)	Lignite	Total
Etats-Unis	1.976	1.863	3.839
Allemagne	419	4	423
Royaume Uni	190	—	190
Autriche-Hongrie	41	18	59
France	16,3	1,3	17,6
Belgique	11	—	11

La France n'arrive donc qu'au cinquième rang ; encore est-elle très largement distancée par les quatre premiers pays. Si on considère maintenant la statistique de production de ces mêmes pays, on remarque que la situation de la France est mauvaise. L'Allemagne, qui est seulement deux rangs avant la France, produit près de sept fois plus de houille que celle-ci.

(1) En milliards de tonnes métriques.

Production de combustibles en 1913 (1)
(Houille et Lignite)

	(en millions de Tonnes)	Pourcentage
Etats-Unis	516.953	38,8
Royaume Uni	292.029	22,0
Allemagne	278.744	20,9
Autriche-Hongrie	54.112	4,0
France	40.844	3,0
Belgique	22.841	1,7
Divers	132.800	9,6
	1.338.273	100,0

La production de ces 40.844.000 tonnes (exactement 40.844.009) se répartissait entre les différents bassins de la façon suivante en 1913 :

Pas-de-Calais	20.575.000
Nord	6.814.000
Loire	3.791.000
Bourgogne et Nivernais	2.357.000
Gard	2.111.000
Tarn, Aveyron	1.974.000
Autres bassins	3.222.000
Total	40.844.000

(1) « Des calculs établis par M. H. de Nanteuil, ingénieur au Corps des mines, montrent que, eu égard à l'épaisseur des morts terrains et aux profondeurs actuelles d'exploitation, l'extraction d'une année correspond à un approfondissement moyen annuel de 0 m. 40 aux Etats-Unis, de 0 m. 70 en Allemagne, de 2 mètres en Angleterre, de 3 mètres en Belgique et de 4 mètres en France. Ces chiffres établissent d'une façon saisissante que la France doit, pour un même tonnage, faire beaucoup plus de travaux neufs et préparatoires que l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis et la Belgique, c'est-à-dire qu'elle doit surmonter des difficultés beaucoup plus grandes. » (*Le Comité des Forges de France au service de la nation.*)

En somme, un seul bassin est vraiment important, c'est le bassin du Nord et du Pas-de-Calais.

Malgré nos faibles ressources, une exploitation plus intense était-elle possible ?

M. Jean Buffet a déclaré, devant la Commission d'enquête sur le rôle et la situation de la métallurgie en France, que, « dans un pays comme la France où l'extraction du charbon ne dépasse pas les 2/3 des besoins des causes mystérieuses ou trop connues avaient laissé inerte et stérile une richesse dont il semble que les inventeurs auraient dû être encouragés à mesurer au moins la valeur et l'étendue ».

Par suite de la déplorable politique suivie en France par les pouvoirs publics, il n'était pas possible, en effet, d'obtenir une concession de mines en France (1).

D'après M. Engerand, l'industrie houillère aurait aussi sa part de responsabilité.

« Nos charbonnages, a-t-il écrit, ont été exploités avec une trop grande retenue ; souvent l'extraction y eût pu être très renforcée ; l'intérêt de l'entreprise fut trop exclusivement envisagé, l'intérêt public pas assez. »

Notre consommation s'élevant en 1913 à 63 millions de tonnes, nous étions obligés d'importer 22 millions de tonnes.

En ce qui concerne plus spécialement le coke, matière première de la fonte, notre situation était encore plus défavorable. Alors que la consommation française a

(1). Le Parlement ne voulait pas accorder de concessions, avant que la nouvelle loi sur les mines ne fût votée.

Sur 628 concessions de houille instituées sur le territoire français et représentant 550.000 hectares, 282 seulement représentant 337.000 hectares étaient exploitées. On ne peut tirer argument de ces chiffres contre l'industrie houillère : les concessions non exploitées n'étaient pas rémunératrices. (Voir à ce sujet *La Sidérurgie*.)

été de près de 7 millions de tonnes en 1913, la production n'a été que de 4 millions de tonnes, d'où la nécessité d'importer 3 millions de tonnes. » (1).

Le Bulletin n° 3655 du Comité des Forges qui groupe des extraits de la statistique de l'industrie minérale, donne pour l'année 1913, au sujet de nos importations en combustibles, le tableau suivant :

	Houille, Anthracite et Lignite	Coke	Agglomères
Angleterre	11.257.000	10.000	175.000
Allemagne	3.491.000	2.393.000	188.000
Belgique	3.670.000	547.000	642.000
Divers	293.000	120.000	81.000
<i>Totaux</i>	18.711.000	3.070.000	1.086.000

La conséquence immédiate de ces importations était une élévation considérable du prix du charbon et du coke. D'après la statistique de l'industrie minérale, le prix moyen de la tonne de houille était en 1913 de 16 fr. 55 ; mais la valeur moyenne de la tonne de charbon importé était à la même époque de 24 fr. 50, prix auquel il faut ajouter 1 fr. 20 représentant les droits de douane (2), soit au total 25 fr. 70 ; ce qui mettait la tonne de charbon en France à un prix très voisin de 20 francs.

« Or, ce prix moyen de la tonne avait été de 18 francs en Belgique, de 14 fr. en Allemagne et de 12 fr. en Angleterre, d'où des majorations respectives de 2, 6 et 8 fr. par rapport à la Belgique, à l'Allemagne et à l'An-

(1). *Le Comité des Forges au service de la nation.*

(2) M. Bailly, ingénieur des mines, a dit devant la commission d'enquête sur le rôle et la situation de la métallurgie en France que ce droit de douane était indéfendable pour une matière première déficitaire comme l'était le charbon.

gleterre. » Quant au coke, son prix était en France d'environ 27 fr. « Les trois millions de tonnes importées valaient 31 fr. la tonne, prix auquel il convient d'ajouter le droit de douane de 1 fr. 20, soit au total 32 fr. 20. Le prix moyen du coke en 1913 ressort ainsi pour la France à 29 fr. ; or ce prix moyen avait été, la même année, en Belgique (d'après les adjudications) de 24 fr., en Allemagne (prix de base) de 20 fr., et en Angleterre (d'après le Comité des Houillères) de 17 fr.

Comme il faut 1 tonne 25 de coke pour produire une tonne de fonte, on voit que la dépense moyenne de coke par tonne de fonte ressortait en 1913 à plus de 36 fr. pour la France contre 29 à 30 fr. en Belgique, 24 à 25 fr. en Allemagne, 20 à 21 fr. en Angleterre ; d'où une majoration par tonne de fonte d'environ 7 fr. par rapport à la Belgique, 12 fr. par rapport à l'Allemagne, 16 fr. par rapport à l'Angleterre. » (1).

En réalité, il n'y avait en 1913 que deux pays exportateurs, l'Angleterre et l'Allemagne. La Belgique, en effet, qui a exporté en 1913 4.980.000 tonnes de houille crue et 1.119.000 tonnes de coke, a importé, au même moment, 8.855.000 tonnes de houille, dont 5.211.000 tonnes d'Allemagne, et 1.128.000 tonnes de coke, qui venaient presque entièrement d'Allemagne. « Tout le monde connaît les raisons de ces importations : elles tiennent à ce que le coke de houillères belges avait besoin d'être mélangé avec du coke d'autre qualité pour assurer à la métallurgie belge le combustible qui lui était nécessaire. » (2).

Tandis que la France du littoral avait recours au

(1) *Le Comité des Forges de France au service de la nation.*

(2) *La Métallurgie et l'après-guerre*, par M. Robert Pinot.

charbon anglais, la métallurgie de l'Est achetait du combustible allemand, dont le marché était entre les mains du syndicat allemand du charbon. Or, par suite de l'existence des mines usines, les métallurgistes allemands avaient la majorité dans ce syndicat (1).

Ceux-ci auraient été, d'après M. Robert Pinot, « maîtres de fixer à leur guise le prix auquel ils nous vendaient leur coke », et ils auraient eu soin « de fixer ce prix de façon que tout espoir de concurrence sur les marchés extérieurs soit interdit ».

Cette dépendance où se trouvait la métallurgie de l'Est était-elle aussi absolue que veut bien le dire M. Robert Pinot ? Il a semblé que non à plusieurs personnalités.

« Il résulte, fait remarquer M. Charles Macquet, ingénieur des mines, de la déposition même de M. de Wendel, Président du Comité des Forges devant la Commission d'enquête, que les Allemands étaient à quelque sorte obligés de nous fournir les combustibles, car il y avait chez eux pléthore de production, et M. de Wendel a cité ce fait très caractéristique que, vers 1907, les charbonnages westphaliens ayant essayé de faire payer plus cher leurs produits et les métallurgistes français ayant alors acheté quelque tonnage en dehors d'eux en Belgique ou en Angleterre, aussitôt le syndicat des cokes westphaliens renonça à maintenir ses majorations de prix. Il semble donc bien que si nous avions eu à l'égard des Allemands une politique du charbon, nous aurions pu obtenir d'eux un tonnage beaucoup plus important que celui que nous recevions. » (2).

(1) *Le Comité des Forges au service de la nation.*

(2) *Illustration Economique et Financière* du 3 juillet 1920.

Dans son discours du 14 février 1919, M. Loucheur, ministre de la Reconstitution industrielle, exposait ainsi la question à la Chambre : « On nous dit : « La France « n'avait pas le charbon nécessaire. » Je réponds : « L'Allemagne n'avait pas le minerai nécessaire. Cependant, « elle a su le trouver. »

De son côté, M. Engerand a toujours soutenu qu'un échange minerai contre coke ou même mieux minerai contre fines à coke aurait pu et aurait dû s'établir.

Enfin, au dire de M. Bailly, Ingénieur des mines, à défaut de l'échange minerai lorrain-houille anglaise, l'introduction des seules houilles anglaises dans l'Est pouvait être envisagée : « Rien n'était plus facile : simple affaire de revision des tarifs de chemin de fer, qui eut le consentement des compagnies intéressées du Nord et de l'Est, mais qui fut barrée, affirme M. Bailly, par l'opposition des houillères du Nord. » (1).

Certes, les Maîtres de Forges ne sont pas restés inactifs pour assurer leur ravitaillement en combustible, et M. Robert Pinot a pu donner des efforts qu'ils ont effectués dans ce sens le tableau suivant :

« Il n'a pas suffi aux Maîtres de Forge de réaliser d'importantes économies de combustible par le perfectionnement de leur matériel, ni de garantir pendant quelque temps la sécurité de leur approvisionnement en combustible par des contrats de longue durée. Ils ont été plus loin et ils se sont intéressés à grands frais, soit sur le territoire national, soit à l'étranger, aux recherches de houille même les plus incertaines. Ce sont eux qui ont trouvé le bassin houiller de Pont-à-Mousson, qui

(1) Rapport de la commission d'enquête parlementaire sur la situation de la métallurgie.

n'est toujours pas concédé, bien qu'il soit découvert depuis 1905. Ce sont eux qui ont provoqué les découvertes des nouvelles couches du sud du Pas-de-Calais et de la Campine ; enfin, ils ont pris d'importants intérêts dans des charbonnages anglais, belges ou allemands, et l'on ne saurait oublier de mentionner ici que l'une des plus belles installations allemandes était celle de Frédéric-Henri qui appartenait à des industriels français et qui avait été aménagée par eux.

Quelques années avant la guerre, nos Maîtres de Forges avaient essayé une autre formule. S'étant constitués en groupe, ils avaient construit des batteries de fours à coke alimentés par des fines anglaises, et c'est ce coke qu'ils consommaient en partie dans leurs hauts fourneaux. Citons entre autres les usines de la Société zélandaise de carbonisation installées à Sluiskill, en Hollande, et l'usine d'Auby, dans le Pas-de-Calais.

Enfin, des fours à coke étaient en construction ou en étude au moment de la guerre, dans plusieurs de nos grandes usines métallurgiques de l'Est, notamment dans celles de Pont-à-Mouson, où les travaux étaient en grande partie achevés. » (1).

Mais à côté de ces efforts, des fautes avaient été commises : au lieu de se servir du minerai comme monnaie d'échange, monnaie de bien moindre valeur que le charbon, c'est incontestable (2), mais monnaie d'échange tout de même, plusieurs métallurgistes, actionnaires de mines de fer, avaient vendu une partie importante de leurs actions à de grandes firmes métallurgiques allemandes.

(1). *Le Comité des Forges au service de la nation.*

(2) La métallurgie westphalienne, produisant principalement de l'acier Martin, a surtout besoin de ferrailles.

M. de Wendel a reconnu devant la commission d'enquête parlementaire que le fait fut jugé sévèrement dans certains milieux métallurgistes. C'est ainsi que « les mines de Jarny avaient été cédées à la firme allemande Phoenix, les mines de Saint-Pierremont appartenaient au directeur de Gelsenkirchen, celles de Conflans pour moitié à la société des usines de Dillingen, la mine de Batilly était possédée par le grand industriel Thyssen, etc. » (1).

Toutes ces participations que nos métallurgistes laissaient prendre dans les mines françaises n'étaient que rarement la contre-partie de participations françaises dans les mines allemandes. Voici d'ailleurs ce que dit la Commission d'enquête sur la situation de la métallurgie d'avant-guerre :

« M. Pinot a signalé une politique d'échange de participation de firmes allemandes à des mines françaises, contre participation d'établissements métallurgiques français à des charbonnages allemands, l'une et l'autre ayant assurément pour corollaire des contrats assurant le minerai et le charbon à des prix avantageux. Les renseignements que nous a fournis le Ministère de la Reconstruction industrielle ne nous ont montré qu'un seul cas d'un tel échange : celui de la mine de Valleroy, dont en 1907 les Aciéries de Longwy cédaient la moitié à la firme Roebling, en retour d'une participation de 25 p. 100 au Charbonnage Carl Alexandre, à Baesweiler. »

Un autre moyen pouvait nous permettre de ne pas être sous la dépendance des industries houillères étrangères : c'était d'aménager nos forces hydrauliques.

(1) *L'Exportation* du 25 juillet 1918.

D'après M. Engerand, « mettre en valeur nos chutes d'eau et les forces considérables que donnerait l'aménagement de nos cours d'eau serait hâter l'heure de la libération de la métallurgie : la houille blanche et la houille verte pourraient compenser le déficit de la houille noire ».

« Le jour où ces formidables puissances seront aménagées, écrit de son côté M. R. Pinot, il sera possible de voir se modifier le rôle des principales nations dans la sidérurgie mondiale et en particulier celui de la France. »

En 1913, sur 6 millions de chevaux, à peine 900.000 étaient équipés.

L'emploi de l'électricité, même produite par des usines thermiques, aurait réduit notre consommation de combustibles. Mais là encore les projets et les travaux n'avançaient que lentement.

LA MAIN-D'ŒUVRE

En dehors des combustibles, la métallurgie française rencontrait d'autres difficultés à propos de sa main-d'œuvre. Malgré les progrès du machinisme, le développement toujours plus grand de leur industrie obligeait les maîtres de forges à recruter une main-d'œuvre toujours plus abondante. En 1873, l'industrie du fer occupait 14.400 ouvriers ; en 1913, 118.000 ouvriers étaient employés dans les usines métallurgiques et 25.500 mineurs dans les mines de fer.

D'après les statistiques publiées par le Ministère des Travaux publics, ces 118.000 ouvriers et ces 25.500 mineurs se répartissaient ainsi :

Région	Mines de Fer	Métallurgie
Nord	»	30.785
Est	17.336	28.878
Centre	52	25.629
Reste de la France...	8.106	32.715
Totaux.....	25.494	118.007

La France était, comme on le sait, au point de vue de l'augmentation de la population, dans une situation de stagnation alarmante :

« Une industrie quelconque, écrit M. Pinot (1) ne pouvait accroître dans notre pays ses effectifs qu'aux dépens des industries voisines, ou en vidant les campagnes déjà appauvries, ou encore en faisant appel à la main-d'œuvre étrangère. »

Le Nord et le Centre possédaient des populations ouvrières depuis de longues années. La métallurgie du Centre, qui avait 25.629 ouvriers en 1913, en avait eu 13.631 en 1873. Le Nord, qui avait 30.785 ouvriers en 1913, en avait eu 7.322 en 1873. L'accroissement avait été plus rapide, mais les métallurgistes du Nord avaient eu la facilité de profiter du voisinage de la Belgique, qui, grâce à l'augmentation de sa population, avait pu facilement donner l'appoint nécessaire.

Dans l'Est, au contraire, le problème du recrutement de la main-d'œuvre s'était posé avec toute son acuité. En 1881, le département de Meurthe-et-Moselle comptait 5.500 ouvriers métallurgistes et 2.400 mineurs ; en 1913, ces effectifs passaient à 28.878 ouvriers et 17.336 mineurs. Pour arriver à ce résultat, les maîtres de forges avaient dû créer, en Lombardie, un organisme de recrutement collectif, dont les résultats avaient été satisfaisants.

On comptait, en effet, en 1913, 8.788 Italiens dans les mines du bassin lorrain. Manœuvres adroits, les Italiens formaient une population relativement stable. On peut donc considérer que le problème de la main-d'œuvre avait été résolu à la veille de la guerre.

(1) *Le Comité des Forges au Service de la Nation.*

LA PRODUCTION METALLURGIQUE

La métallurgie, à la veille de la guerre, présentait trois caractères principaux : elle était concentrée, localisée et médiocrement développée :

1° *Concentration de la métallurgie :*

La métallurgie était concentrée en un petit nombre d'usines munies d'appareils très puissants.

« Si on compare 1912 à 1864, date de la fondation du Comité des Forges, on constate que le nombre des usines sidérurgiques s'est réduit de 1.017 à 208, soit cinq fois moins, alors que la production de la fonte a plus que quadruplé et la production du fer et de l'acier plus que sextuplé. Les 430 fourneaux à feu de 1864 se sont réduits à 125 ; la production moyenne d'un appareil a plus que décuplé depuis 1864. »

Un haut fourneau mesurait, en 1864, 16 mètres de hauteur et coulait 30 à 35 tonnes de fonte par jour. En 1913, cet appareil a une hauteur de 30 mètres et est prévu pour une production de 200 tonnes au moins. Les hauts fourneaux des usines de Caen sont de 350 tonnes.

Le nombre des appareils, convertisseurs ou fours Martin, était de 224 seulement, ce qui représente pour chacun d'eux une production annuelle de 18.000 tonnes.

2° Localisation de la métallurgie

La métallurgie était localisée sur le minerai ou sur le charbon dans trois régions principales : l'Est, le Nord et le Centre.

La fonte provenait de l'Est pour 68 0/0 et du Nord pour 14 0/0 ; le surplus, soit 18 0/0, se répartissait entre les autres régions. Quant à l'acier, 54 0/0 des lingots étaient fabriqués en Meurthe-et-Moselle, 23 0/0 dans le Nord et 12 0/0 dans le Centre.

Le Centre, par suite de l'épuisement de ses mines de fer et de la pauvreté de ses mines de charbon, était mal placé pour son ravitaillement en matières premières. Certes, les usines du Centre n'avaient pas manqué de prendre des intérêts dans les mines de fer de l'Est et d'y établir même des hauts fourneaux : Châtillon-Commentry à Neuves-Maisons, Le Creusot à Drottammont, Saint-Chamond à Homécourt ; mais les prix de transport grevaient d'une façon importante leur prix de revient. Aussi, les maîtres de forges du Centre s'étaient-ils tournés vers la fabrication des aciers spéciaux et, d'une façon générale, vers les produits de qualité supérieure, dans lesquels le prix de la matière première n'entre que pour une faible part. M. Laurent pouvait dire que dans le Nord et dans l'Est c'est le haut fourneau qui donne la vie à l'usine, dans le Centre c'est le laboratoire.

La métallurgie du Nord est sur le charbon. Mais, à la différence de ce qui s'est passé en Allemagne, les sociétés houillères n'ont pas fusionné avec les sociétés métallurgiques. Comme l'a dit M. Merrheim, avec un peu d'exagération il est vrai, « en France, le charbonnage est l'ennemi de la société métallurgique ».

« A part une ou deux exceptions (Anzin et Commen-try-Fourchambault-Decazeville), les usines métallurgiques sont isolées des sociétés houillères. La prospérité prodigieuse de ces dernières est faite de l'insuffisance de notre extraction de charbon. Elles prélèvent par tonne de charbon un bénéfice double de celui qui est prélevé par les sociétés des autres nations. Et, naturellement, les sociétés houillères françaises paient de gros dividendes. » (1).

Toutefois, la métallurgie du Nord avait le charbon à meilleur prix que la métallurgie des autres régions françaises, puisqu'elle n'avait presque pas de frais de transport à payer.

Pourvue de combustibles, elle manque de minerai. Pour avoir des minerais purs, elle s'adressait à la Suède, à l'Espagne, à la Normandie et à l'Algérie. Pour les autres minerais, elle s'alimentait dans le bassin de Longwy et de Briey.

Les métallurgistes du Nord avaient d'ailleurs eu soin, pour avoir ces minerais à meilleur compte, de prendre des participations nombreuses dans les mines de fer. Ils en avaient notamment en Lorraine, dans les bassins de Longwy et de Nancy ; en Normandie, dans le syndicat de la Ferrières-aux-Etangs ; en Anjou et en Bretagne, autour de Segré et autour de Châteaubriant ; en Algérie, dans l'Ouenza ; en Espagne, dans les mines de Somorostra et de Heras-Santander. Enfin, ils sont parmi les créateurs de la société franco-marocaine.

Alimentée par des minerais aussi variés, la métallurgie du Nord était, à la veille de la guerre, une industrie hybride. Comme le Centre, elle fabriquait des objets

(1) *La Métallurgie* (édition de la Fédération des Métaux).

finis, et, comme l'Est, elle livrait des produits bruts et demi-finis.

Placée au milieu du centre industriel le plus actif de la France et à proximité de la mer, la métallurgie du Nord avait toutes les facilités pour atteindre à peu de frais les centres de consommation.

L'Est prenait, à la veille de la guerre, un vigoureux essor. Comme dans le Far West américain, des villes-champignons surgissaient. Si l'Est était dépourvu de houille, il avait, par contre, le gisement de fer le plus considérable de toute l'Europe et le minerai le meilleur marché.

« Dans l'état actuel de la technique, a écrit M. Levainville, il n'existe pas de limite, au point de vue du minerai, à la production de la fonte dans l'Est.

Les possibilités de la matière première sont considérables ; elles favorisent les appareils de grandes dimensions. »

Quant à la houille, l'Est n'en ayant pas, les métallurgistes s'étaient intéressés dans un certain nombre de charbonnages ou avaient passé avec les sociétés houillères des contrats à long terme.

L'Est était le grand producteur de fonte. Avant la guerre, il en fabriquait 3.402.000 tonnes, soit 66 pour 100 de la production française.

« Sur ce tonnage, 7 pour 100 servait à l'affinage des aciers de qualité et 14 pour 100 à la fabrication de la fonte de moulage ; le reste était utilisé dans les convertisseurs Thomas. L'Est conserve le privilège des fabrications compatibles avec le minerai phosphoreux et qui n'exigent ni trop de charbon ni trop de personnel. Il est spécialisé dans l'élaboration des produits marchands. »

L'Est était d'ailleurs loin d'usiner tout l'acier produit ; il en cédait une partie sous forme de blooms, billettes et lingots aux centres de transformation du Nord et du Centre.

Les groupes du Centre, de l'Est et du Nord produisaient 89 pour 100 de la fonte française. C'est dire que les usines qui n'étaient pas situées dans ces trois régions avaient une importance secondaire. Les centres des Ardennes et de la Haute-Marne n'étaient déjà plus que les vestiges d'un passé brillant. Le dernier haut fourneau des Ardennes a été éteint en 1894 (1) ; quant à la Haute-Marne, elle n'en avait plus qu'un.

Les usines du littoral présentaient plus d'intérêt. Situées près d'un port, elles jouissaient d'un ravitaillement facile en matières premières et généralement éloignées des gros centres de production elles profitaient d'une consommation locale assez développée.

L'usine du Boucau, par exemple, était protégée par la distance, à raison d'une vingtaine de francs par tonne, contre la concurrence des usines du Nord et de l'Est (2). L'usine de Trignac avait comme débouché les usines de construction navale de la région de Nantes. Il y a, enfin, l'usine de Caen qui, en 1913, était à la veille de prendre une grosse importance.

3° *Le développement de la métallurgie :*

Si on compare la métallurgie française à certaines métallurgies étrangères, on est frappé de son faible développement.

(1) En 1913, on ralluma un nouvel appareil pour fournir de la fonte d'affinage. (Levainville, *L'Industrie du Fer en France*.)

(2) Déclaration de M. Pralon à la Commission de l'Armée, le 18 mai 1917.

Pour se défendre, les métallurgistes français se sont efforcés de montrer que leur industrie s'était, malgré tout, développée dans une proportion égale ou supérieure à celle de leurs concurrents, et M. Pinot, dans son livre, *Le Comité des Forges de France au service de la Nation*, après avoir insisté sur les difficultés que rencontrait la métallurgie française dans son approvisionnement en combustibles et dans son recrutement de la main-d'œuvre, n'a pas manqué d'insérer le tableau suivant :

Pays	Accroissement de Productions entre 1903 et 1913	
	Fonte	Acier
Belgique	104 0/0	154 0/0
France	87	152
Allemagne	92	118
Etats-Unis	72	115
Autriche-Hongrie	71	97
Russie	80	100
Angleterre	14	52

« Il ressort de ces chiffres, écrit M. Pinot, que l'augmentation française de la production de fonte n'a été inférieure qu'à celle de la Belgique et de l'Allemagne dont elle se rapproche très sensiblement. Quant à l'augmentation de production de l'acier, elle est presque égale à l'augmentation belge et très supérieure à l'augmentation des autres pays. »

Mais cette méthode des pourcentages doit être, selon M. Loucheur, complètement repoussée. On doit, selon lui, ne considérer que les valeurs absolues.

Les statistiques relatives à la production de la fonte et de l'acier des principaux pays métallurgistes en 1913

montrent que la France, qui avait le quatrième rang, était fortement distancée par les Etats-Unis, l'Allemagne et l'Angleterre.

	Fonte	Acier
Etats-Unis	30.966.152	31.301.000
Allemagne	19.200.000	18.900.000
Angleterre	10.260.315	7.663.876
France	5.200.000	4.900.000
Belgique	2.484.696	2.466.624

Si on examine maintenant les statistiques de production de la fonte dans les quatre principaux pays métallurgistes, on constate que la progression de la France est plus faible que celle de l'Allemagne et des Etats-Unis, même après 1900, époque à laquelle la métallurgie de l'Est a commencé à jouir d'un minerai particulièrement avantageux.

Années	Etats-Unis			Angleterre			Allemagne			France		
	Houille	Min. de Fer	Fonte	Houille	Min. de Fer	Fonte	Houille	Min. de Fer	Fonte	Houille	Min. de Fer	Fonte
1870	17,3	3,8	1,6	112,0	14,6	6,0	33,9	4,3	1,4	13,3	2,6	1,1
1880	42,8	7,1	3,8	146,9	18,0	7,7	59,1	7,2	2,7	19,3	2,8	1,7
1890	111,3	16,0	9,2	181,6	13,7	7,9	89,2	11,4	4,6	26,0	3,4	1,9
1900	212,3	27,5	13,7	225,1	14,0	8,9	149,4	18,9	8,5	33,4	5,4	2,7
1910	417,1	57,0	27,3	264,4	15,2	10,0	222,2	28,7	14,8	38,3	14,6	4,0
1913	478,4	59,6	30,9	287,4	16,0	10,2	278,7	35,9	19,2	40,8	21,9	5,2

Médiocrement développée, la métallurgie française était très faiblement exportatrice.

Fonte

	Production Tonnes	Importation Tonnes	Exportation Tonnes
1912	4.939.194	68.459	229.265
1913	5.207.307	50.345	112.681

Acier

1912	4.428.514	74.693	162.596
1913	4.686.866	61.982	313.741

Aux 162.596 tonnes d'acier exportées en 1912, il faut ajouter :

47.351 tonnes de rails,
493 tonnes de tôles et larges plats,
493 tonnes de fil machine,
8.244 tonnes de fils
et 4.566 tonnes de tubes.

Aux 313.741 tonnes d'acier exportées en 1913, il faut ajouter :

75.689 tonnes de rails,
8.803 tonnes de tôles et larges plats,
1.825 tonnes de fil machine,
5.613 tonnes de fils,
5.471 tonnes de tubes.

Si on rapproche ces chiffres d'une part du montant des exportations de minerais en 1913, 10.066.000 tonnes (ce qui constitue la moitié de la production française) et d'autre part des 221.000 tonnes de machines et mécaniques qui étaient importées en France dans la même année, on est obligé d'approuver le mot de M. Loucheur : La France échangeait du minerai contre des locomotives.

Les marchés extérieurs ne semblent avoir été envisagés par les métallurgistes que comme une soupape de sûreté. Le marché français se trouvait-il encombré, une baisse était-elle imminente, les producteurs vendaient aussitôt à l'étranger le plus de produits possible, même au besoin dans des conditions peu rémunératrices, et maintenaient les prix élevés pour la clientèle française. En somme, ils pratiquaient le dumping pour décongestionner le marché intérieur.

Adapter la production à la consommation intérieure semble être le seul but que se soient proposés nos maîtres de forges.

« La production métallurgique française, a écrit M. Le Châtelier (1), était absorbée par la consommation à l'abri d'un régime douanier constituant une protection effective. On tendait à maintenir cet équilibre, à éviter les accroissements de production qui eussent conduit à exporter. Dans ces conditions, dépenser quelque 100 millions pour créer une usine neuve complète comme à Pont-à-Vendin, c'était viser un bénéfice non pas de 6 à 8, mais de 12 millions, pourvu que les 300.000 tonnes dont on augmentait ainsi la production française pussent être absorbées sur le marché intérieur.

« S'orienter délibérément vers le marché d'exportation, c'était, aux yeux de nos Maîtres de Forges, gâcher le métier, et, comme les capitaux français drainés par les banques étaient dispersés par elles un peu partout, sauf en France, l'opinion ne réagissait pas contre ces tendances. »

M. Loucheur a tenu aussi à faire sur la politique métallurgique française d'avant-guerre « les plus expres-

(1). Le Châtelier, *La Métallurgie d'hier et de demain* (1917).

ses réserves » : « L'effort de la métallurgie française avant la guerre pour l'exportation a été quasi nul, a-t-il déclaré à la Chambre des députés, et, chose plus grave que cet effort quasi nul, du fait qu'il n'était pas effectué, il a empêché la mécanique française de lutter contre la mécanique allemande... On n'a jamais songé qu'il fallait alimenter les usines de transformation avec des prix d'acier leur permettant de lutter avec l'étranger. Une des conséquences, c'est que nous n'avons pas eu de marine marchande, car pendant cette période nous n'avons pas eu de tôles à bon marché. »

Etait-ce que le prix de revient des produits métallurgiques était plus élevé en France qu'à l'étranger ?

Devant la Commission d'enquête parlementaire sur la situation de la métallurgie, M. Loucheur a proclamé « qu'avant la guerre on était arrivé à produire dans l'Est au même prix qu'en Allemagne » ; M. de Wendel a reconnu également les conditions défavorables du prix de revient de la métallurgie lorraine ; M. Bailly, Ingénieur des mines, a produit la même affirmation qu'il avait préalablement démontrée dans une étude sur les prix de revient de la fonte Thomas dans les divers centres métallurgiques, établissant ainsi ces prix : 55 fr. dans la Ruhr et en Angleterre, 50 fr. dans la Lorraine annexée, 61 fr. à Nancy, 46 fr. 50 à Briey, et la fonte française se vendait en moyenne 90 francs.

Pourquoi cette différence ?

« Parce que, nous a répondu M. Loucheur, les usines françaises faisaient plus de bénéfices... J'ai étudié les bilans allemands et les bilans français, la marge de bénéfice était nettement supérieure : 15 pour cent pour les Allemands, 30 pour cent pour les Français. Les Français n'ont pas distribué cette marge en dividende ;

ils l'ont appliquée à développer leurs usines, de sorte qu'à la fin, il faut le dire, ils avaient leurs usines pour rien. »

M. Le Châtelier donne les mêmes chiffres que M. Loucheur : « Que faisait la France pendant ce temps ? a-t-il écrit. Elle développait sa production, la doublait même, sans jamais devancer les besoins du consommateur, et, vivant à l'abri d'un tarif douanier très protecteur, elle réalisait un bénéfice moyen de 30 pour cent sur ses factures de produits métallurgiques, pendant que l'Allemagne, se contentant d'un bénéfice moitié moindre, sextuplait sa production. »

Enfin, M. Cavallier donne sur la situation financière de cinq grandes sociétés métallurgiques les renseignements suivants :

Années	Marine Homécourt		Micheville		Longwy		Denain - Anzin		Nord-et-Est	
	Cours moy. des Actions	Dividendes	Cours moy. des Actions	Dividendes	Cours moy. des Actions	Dividendes	Cours moy. des Actions	Dividendes	Cours moy. des Actions	Dividendes
1901	1,465	65	775	30	900	30	1,012	37,5	1,425	80
1913	1,880	75	1800	60	1600	60	2,480	80	2,229	85

M. Camille Cavallier a reconnu que « le capital a eu une rémunération progressivement ascendante ».

« La preuve a été faite, a-t-il déclaré, qu'elles (les usines métallurgiques) pouvaient exporter. » Et il a cité l'exemple des Fonderies de Pont-à-Mousson qui étaient spécialisées dans la fabrication des tuyaux de fonte, dont la France produisait un tonnage supérieur au double de sa consommation : « Par leurs moyens, a écrit M.

(1). Tableau tiré d'une brochure faite par M. Camille Cavallier, administrateur-directeur de Pont-à-Mousson.

Cavallier, ces usines, au lendemain de 1870, ont commencé à exporter d'abord en Suisse et en Allemagne, puis en Belgique, Hollande, Scandinavie, Hongrie, Italie, Turquie, Espagne, puis dans l'Amérique du Sud, au Mexique, en Asie, en Océanie, etc. Actuellement ces fonderies sont connues dans le monde entier, elles ont 40 agences réparties dans les cinq parties du monde... Pont-à-Mousson exportait, en 1913-1914, 50 0/0 de sa production de tuyaux. Avant la guerre, le tonnage de tuyaux en fonte exporté par Pont-à-Mousson seul dépassait le tonnage total exporté en tuyaux par l'ensemble des fonderies allemandes. Cet exemple ne constitue-t-il pas une preuve que la métallurgie française peut exporter ? »

Ce n'est pas le prix de revient qui est la cause du médiocre développement de la métallurgie française, c'est la politique douanière.

« Pourquoi d'abord en a-t-il été ainsi ? s'est demandé M. Loucheur. La barre d'acier se vendait en général à l'exportation 12 à 13 fr. les 100 kilos ; sur cette somme on a mis un droit de douane de 5 francs les 100 kilos, soit de 40 0/0, et c'est de là que vient la plus grande partie du mal. Un droit de douane, il faut qu'il soit justifié par des conditions spécialement difficiles de production, autrement il devient rapidement un oreiller de paresse. »

« Un auteur de talent, M. Engerand, a écrit M. Le Châtelier (1), a prononcé à ce propos un mot spirituel celui de « malthusianisme économique ». Il n'a pas été tout à fait équitable en le décochant à la métallurgie. Etant donné l'ensemble des conditions économiques de la France, étant donné son régime douanier et son

(1). Le Châtelier : *La Métallurgie d'hier et de demain*.

habitude nonchalante à voir dans la protection non pas le moyen de faire d'habitude énormément chez soi pour livrer largement à l'étranger quand il y a profit à le faire, mais bien la consécration d'un état d'équilibre durable entre une demande plus active et une production modelée sur elle, on doit arriver à cette conclusion que, s'il y a eu resserrement volontaire de la production métallurgique en France, c'est d'accord avec l'ensemble du pays que l'ont voulu nos Maîtres de Forges. » (1).

(1). Si les métallurgies du Centre et de l'Ouest, qui étaient nécessaires à la défense nationale, avaient besoin d'une protection particulière, ce n'était pas un droit de douane qui pouvait la leur donner ; car il n'empêchait pas à la métallurgie de l'Est de se développer à leur détriment. Il fallait que l'Etat leur réservât une partie de ses commandes.

PREMIERE PARTIE

LA CRISE DE PRODUCTION

CHAPITRE I

LES DIFFICULTES DE LA PRODUCTION

1°. — La crise des transports et la crise des matières premières.

Depuis la guerre, la métallurgie est passée par deux phases dont les caractéristiques sont absolument opposées.

Dans sa première phase, qui comprend l'année 1919 et la première moitié de l'année 1920, la métallurgie a subi une crise de production. La vente est possible mais la production est très difficile.

Dans la seconde phase qui commence à la fin de 1920, la métallurgie a subi une crise de sous-consommation : la production est possible, mais la vente est difficile.

L'issue heureuse des hostilités n'a pas amené pour la métallurgie la fin des difficultés qu'elle avait eu à vaincre au cours de la guerre (1). On peut dire qu'au contraire, le passage de l'état de guerre à l'état de paix a

(1). Voir le livre de M. Pinot : *Le Comité des Forges au service de la nation*.

été pour elle une source de nouvelles entraves. Pendant cette première période, en effet, l'activité des usines sidérurgiques a été paralysée par l'impossibilité d'assurer leur approvisionnement en matières premières.

Pendant toute l'année 1919 et les six premiers mois de l'année 1920, la crise des transports a sévi d'une façon intense, crise dont on connaît les causes principales : le matériel a subi une très grande usure et n'a pu être ni réparé ni remplacé à cause de la guerre, de très nombreux mouvements de troupes ont eu lieu longtemps encore après l'armistice et même après la signature du traité de paix, la demande de transports des régions dévastées a été extrêmement importante. Il faut enfin ajouter à ces divers motifs l'inexpérience d'un personnel nouveau que l'application trop brutale de la loi de huit heures a nécessité. La métallurgie, qui est de toutes les industries celle qui exige pour ses fabrications les plus gros tonnages de matières premières, a donc été particulièrement touchée par la crise des transports.

Quant aux matières premières, une distinction s'impose entre le minerai d'une part et le charbon et le coke d'autre part. Le traité de paix, en nous rendant la Lorraine, nous a mis, au point de vue du minerai, dans une situation exceptionnellement favorable. La Lorraine désannexée avait produit, en 1913, 21.136.000 tonnes. Si on y ajoute les 21.714.000 tonnes de la France de 1913, on arrive au total de 42.850.000 tonnes. C'est un tonnage que la France n'arrivera peut-être jamais à consommer.

Pour le charbon et le coke, la situation est toute différente. La France a subi jusqu'à l'accord de Spa une crise de combustible extrêmement dure.

« La production de combustible a atteint en France, en 1919, 22.342.000 tonnes environ, dont 21.432.000 tonnes de houille et 910.000 tonnes de lignite. En ajoutant nos importations qui correspondent à un ensemble de 21.500.000 tonnes de houille à l'état cru, on constate que la France a eu à sa disposition à peine 44 millions de tonnes de combustibles, soit les deux tiers de ses besoins de 1914, alors que les provinces enlevées par la guerre de 1870 étaient encore séparées de la mère patrie.

Avant la guerre, il nous fallait acheter à l'étranger de 31 à 35 0/0 des tonnages nécessaires à nos besoins. Notre situation a donc été, en 1919, encore moins satisfaisante qu'elle ne l'était naguère, puisque les quantités importées correspondent sensiblement à la moitié de la consommation.

La production du coke, qui intéresse plus directement encore la métallurgie, s'est élevée à 1.600.000 tonnes, dont 643.644 tonnes proviennent des usines annexes des mines (1). « Les importations ayant été de 1.699.000 tonnes, on peut déduire que la consommation s'est élevée à 3.300.000 tonnes environ, alors qu'en 1913 notre pays avait absorbé près de 7 millions de tonnes de coke provenant pour les quatre septièmes de nos usines de carbonisation. » (2).

« En 1920, la production de charbon s'est accrue de près de 3 millions de tonnes, passant à 25.275.000 tonnes, dont 971.000 tonnes de lignite. Cette augmentation est due, pour la plus grande partie, à la reprise des

(1). Rapport de la commission de direction du Comité des Forges de France. (Assemblée générale ordinaire, année 1920.)

(2). Rapport déjà cité.

mines qui avaient été dévastées pendant la guerre. Nos importations ont atteint 26.294.000 tonnes de houille et agglomérés et comprennent des fournitures faites par l'Allemagne au titre des réparations. Si l'on tient compte des quelques exportations, il a été mis ainsi à la disposition de la consommation 50.878.000 tonnes de charbon, sous forme de houille crue et d'agglomérés.

Quant au coke, il en a été fabriqué 1.796.000 tonnes.

.....

Nous avons reçu de l'étranger 4.290.000 tonnes, dont 3.249.000 de l'Allemagne et 802.000 de l'Angleterre. Les livraisons faites à l'ensemble de la sidérurgie française peuvent donc s'évaluer globalement aux environs de 6 millions de tonnes, dont 54 0/0 proviennent d'Allemagne. A ces cokes importés tels quels, il faudrait encore ajouter environ 250.000 tonnes de coke fabriqué avec des fines allemandes...

.....

Dans son ensemble, la France a donc disposé en 1920 en transformant les cokes en leur équivalent de houille crue) de 56 millions de tonnes de houille pendant l'année 1920 (1). » Mais il ne faut pas oublier que les livraisons de l'Allemagne ne se sont pas réparties également sur toute l'année et que c'est seulement après l'accord de Spa que les cokeries de la Ruhr se sont acquittées plus régulièrement de leurs engagements. Le début de l'année 1920 a donc été à peu près aussi difficile que l'année 1919.

(1). Rapport de la commission de direction du Comité des Forges de France. (Assemblée générale ordinaire, année 1921.)

2° *Les difficultés provenant de la main-d'œuvre.*

Crise de transport et crise du combustible, tels sont les principaux obstacles que la métallurgie rencontre en 1919 et dans le premier semestre de 1920 ; mais ce ne sont pas les seuls, la question de la main-d'œuvre, les grèves et aussi, d'après certains, l'application de la journée de huit heures, ont apporté une grande perturbation dans la production.

D'une façon générale, la métallurgie n'a pas manqué de main-d'œuvre au lendemain de la guerre. Parmi les usines qui ont marché pendant les hostilités, beaucoup ont même été obligées de licencier du personnel. Seules, les usines des régions envahies qui se sont remises en marche ont rencontré des difficultés dans le recrutement de leurs ouvriers.

Mais ce dont se sont plaints surtout les chefs d'entreprise au lendemain de la guerre, c'est du faible rendement de la main-d'œuvre, atteinte, comme on a dit à ce moment-là, par la vague de paresse. Après les durs moments passés pendant la guerre, les ouvriers ont aspiré à une vie facile. Ecœurés par le spectacle des fortunes immenses que quelques « profiteurs de la misère publique » ont su édifier, ils se sont crus exploités par leurs patrons. Excités par une presse venimeuse, ils ont cherché à faire le minimum de travail et ils se sont mis fréquemment en grève.

Les statistiques des grèves publiées par le Bulletin du Ministère du Travail donnent, non pas pour la métallurgie seulement, mais pour toutes les industries des métaux, les chiffres suivants :

Années	1919	1920	1921	1922
Janyier		23	5	3
Février	36	51	7	9
Mars		73	12	8
Avril		41	6	7
Mai	71	32	7	29
Juin	156	4	18	18
Juillet	50	6	7	3
Août		8	8	9
Septembre		16	6	17
Octobre	26	12	7	
Novembre	18	6	2	
Décembre	14	4	4	

Ce tableau montre suffisamment que, jusqu'en mai 1920, l'agitation sociale a été une entrave sérieuse à la production (1).

L'application de la loi de huit heures a été regardée par certains comme une des causes de la crise de la production. Que vaut cette appréciation ?

Il faut d'abord, lorsque l'on parle des huit heures, avoir soin de distinguer la loi de huit heures et la journée de huit heures. La loi n'impose pas strictement les huit heures et on peut dire que le trait le plus caractéristique de la loi de huit heures c'est sa souplesse. M. Justin Godard a déclaré avec raison, à l'Association de la Défense Légale des Travailleurs, qu'il n'y avait que ceux qui n'avaient pas lu le texte de la loi

(1) Le Bulletin du ministère du Travail des mois d'octobre, novembre et décembre 1922 faisait remarquer qu'en 1919, les industries métallurgiques ont fourni le plus grand nombre de grèves.

de huit heures qui pouvaient prétendre qu'elle était incompatible avec les nécessités de la production.

Sans faire un commentaire de la loi qui demanderait un assez long développement, il paraît bon de rappeler succinctement les principes les plus importants qu'édicte ce texte législatif si souvent méconnu.

L'article 6 pose le principe de la loi : limitation du travail, soit 8 heures par jour, soit 48 heures par semaine, « soit une limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine ».

L'article 7 stipule que les règlements d'administration publique ou décrets détermineront les conditions d'application de la loi « par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle » pour l'ensemble du territoire ou pour une région. Et le ministre a pu dire « qu'il pourrait y avoir, aux termes de la loi, autant de réglementations que d'industries et de commerces, et même de régions » (1).

Ces décrets seront pris après consultation des organisations patronales et ouvrières, et « devront se référer aux accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières ». C'est l'application du principe : « Le Parlement légifère, la profession réglemente ».

L'article 6 ne parle que du travail « effectif », d'où droit de récupérer les heures inemployées.

L'article 8, paragraphes 4 et 5, prévoit des dérogations, qui sont les unes permanentes et les autres temporaires : dérogations permanentes « pour les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite assignée

(1) *Circulaire du ministre du Travail du 27 mai 1919. Journal officiel du 28 mai.*

au travail général de l'établissement, ou pour certaines catégories d'agents dont le travail est essentiellement intermittent » ; dérogations temporaires pour « des surcroits de travail extraordinaire », pour « des nécessités d'ordre national », ou pour « des accidents survenus ou imminents ».

L'article 8, paragraphe 3, stipule que la loi n'entrera en vigueur que lorsque le règlement d'administration publique aura paru, et celui-ci peut édicter des délais

Enfin, l'article 6 dit que les décrets-règlements pourront être revisés dans les mêmes formes que celles qui ont présidé à leur élaboration.

« La loi de huit heures, dit avec raison un des rédacteurs des *Dossiers de l'Action Populaire*, qu'on attaque comme étroite et inflexible, n'existe que dans les imaginations ; aussi, les critiques portent-elles à faux et les coups frappent-ils dans le vide. La loi réelle, que nous lisons à l'*Officiel*, est une loi bon-enfant et, à tout prendre, fort peu gênante, tant elle laisse de latitude, tant son texte multiplie les imprécisions volontaires, tant elle semble par invitations directes ou sous-entendues presser les gens de l'assouplir. »

La loi de huit heures elle-même est donc hors de cause dans la question de la diminution de la production. En est-il de même des accords du 17 avril et 24 mai 1919, passés entre l'Union des Industries Métallurgiques et Minières et la Fédération des Métaux, et du décret du 9 août 1920, « portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux ? Le décret du 9 août

1920, qui reproduit en somme les accords du 17 avril (1) et du 24 mai 1919, avec une tendance favorable à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, est naturellement moins large que la loi du 25 avril 1919, qu'il doit préciser ; mais, il apporte néanmoins au principe des huit heures quelques dérogations.

En dehors des deux régimes normaux, qui sont les suivants : *a*) répartition du travail à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine ; *b*) répartition inégale à raison de 48 heures par semaine avec maximum de 9 heures par jour, de manière à permettre le repos du samedi après-midi, le décret prévoit d'autres régimes, basés sur des périodes de temps différentes, qui devront être autorisés par arrêtés ministériels pour être appliqués.

De plus, le décret permet la récupération des heures de travail perdues, en raison de causes accidentelles ou de force majeure, de jours fériés, d'inventaires ou autres événements locaux.

Enfin, le décret autorise l'emploi d'heures supplémentaires dans les trois catégories de travaux suivants :

« 1° Travaux nécessités par des accidents survenus ou imminents ;

« 2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté ou de la défense nationales ;

« 3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face.

« Pour ces derniers travaux, le texte homologue en premier lieu le crédit de 100 heures, prévu par l'accord

(1) Par son accord du 17 avril 1919, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières devançait la loi de huit heures (qui est du 23 avril 1919). L'accord ne prévoyait pas de paliers pour ménager les transitions.

du 24 mai 1919, intervenu entre l'Union et la Fédération des Métaux.

« En plus de ce crédit de 100 heures, le ministre du Travail pourra, lorsque le ministre, dans les attributions de qui rentrent les travaux, attestera qu'ils sont exécutés dans l'intérêt national, autoriser 50 heures de plus. Ce chiffre pourra être porté à 100 heures pendant les années 1920, 1921 et 1922. »

L'Union des Industries Métallurgiques et Minières, dans son document n° 1.269 (1), déclare que les conséquences de la journée de huit heures dans les industries métallurgiques et mécaniques sont les suivantes :

« La réduction de la journée de travail a été sans influence sur la productivité horaire des ouvriers. Dans les industries à feu continu, pour maintenir la même production journalière que sous le régime précédent, il a fallu procéder à une augmentation d'effectif de 45 à 50 0/0 et, comme le salaire journalier de chaque ouvrier est resté le même, il en est résulté une augmentation de dépenses de 45 à 50 0/0. Dans les industries à feu discontinu et les industries mécaniques, si la durée du travail effectif quotidien avait passé exactement de dix heures à huit heures, la production journalière aurait diminué de 20 0/0.

« Étant donné le gain de vingt minutes qui, comme nous l'avons indiqué plus haut, a été réalisé sur les temps perdus, la diminution n'a été que de 18 0/0 en chiffres ronds. Un accroissement de plus de 20 0/0 du chiffre du personnel et des dépenses de main-d'œuvre eût été nécessaire pour produire autant que sous le régime des dix heures. »

Et ces résultats ne sont, d'après le document de

(1) Du 1^{er} décembre 1921.

l'Union, qu'une partie bien limitée des conséquences de la journée de huit heures dans les industries métallurgiques et mécaniques. Toujours d'après le même document, toute une série de considérations générales doivent être envisagées.

Les prix de revient ayant été majorés dans l'industrie, il en est résulté une hausse générale des prix et l'ouvrier, à qui le législateur avait pourtant décidé de maintenir son salaire, a vu diminuer sa puissance d'achat. « Ce phénomène a eu nécessairement pour résultat une augmentation de salaire journalier. »

Autre considération : « Une majoration analogue existe à chaque transformation de la matière et on aperçoit immédiatement que l'augmentation du prix de revient d'un produit comprendra la résultante de toutes ces majorations de frais de main-d'œuvre ajoutées les unes aux autres. »

Enfin, le document cite « diverses conséquences de la loi de huit heures qui ont nui à la bonne marche des industries ».

Dans son étude, le rapporteur de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières ne tient pas compte de l'augmentation de production causée par l'amélioration de l'outillage. D'après lui, « les améliorations techniques apportées aux installations sont en général indépendantes de l'application de la journée de huit heures. Elles ont été décidées pour tenir compte de nécessités industrielles telles que : la suppression des travaux manuels pénibles et leur remplacement par des opérations mécaniques ; la réduction de la main-d'œuvre destinée à corriger les effets de la pénurie d'ouvriers ; l'accroissement de la production par la mise en œuvre d'appareils plus puissants et de meilleur rendement ».

Il semble qu'il ya ait là un parti pris de la part du rapporteur de l'Union de repousser tout argument en faveur de la journée de huit heures.

Si on se rapporte à l'accord du 17 avril 1919 entre l'Union des Industries Métallurgiques et Minières et la Fédération des Métaux, on constate que le maintien de la production par le développement du machinisme et l'emploi de méthodes rationnelles de travail y est formellement prévu.

Si, d'autre part, on veut bien lire la lettre suivante de M. Dumuis, directeur général de société anonyme des Aciéries et Forges de Firminy et membre de la Commission de direction du Comité des Forges, on sera bien tenté de croire que les résultats de l'enquête de l'Union sont pour le moins exagérés.

Société Anonyme des Aciéries et Forges de Firminy
Cabinet du directeur général (9 octobre 1919)

« Il est parfaitement exact que dans nos ateliers de dénaturation, laminoirs, forges, petites forges, mouleries, enclumes, la production s'est non seulement maintenue, mais légèrement accrue depuis l'application de la journée de huit heures. Cet accroissement n'est pas le résultat d'une application plus grande de la main-d'œuvre, mais de méthodes plus étudiées et de progrès dans l'outillage. Les ouvriers ne travaillent pas avec plus d'intensité, mais ont suivi avec docilité et conscience les instructions de leurs chefs. Toutefois, les heures d'entrée et de sortie sont très rigoureuses et les huit heures de travail sont bien effectives. Pour les hauts

fourneaux et les fours Martin, le rendement dépend presque uniquement du nombre de calories que l'appareil peut supporter dans l'unité de temps et l'obligation du troisième poste se traduit nécessairement par une diminution de 33 0/0 sur le rendement individuel. Malgré cela, nous tenons très nettement que la journée de huit heures est justifiée dans les usines qui élaborent et forgent le métal. »

(Suivent des réserves sur l'application des huit heures dans les autres industries.)

Le directeur général,

Signé : DUMUIS.

Toutefois, en admettant même que la diminution de production causée par la suppression de plusieurs heures de travail n'ait pas été compensée par des améliorations dans l'outillage et dans l'organisation du travail, il est juste de remarquer que l'application de la loi de huit heures a contribué à apaiser l'agitation dans la population ouvrière (1).

Les rendements moyens atteints pour chaque catégorie d'ouvriers dans l'ensemble des mines de fer de Lorraine sont indiqués dans le tableau ci-dessous, tiré du compte rendu 1920-1921, publié par l'Association Minière d'Alsace et de Lorraine.

(1) Note sur l'application de la loi de huit heures dans les mines de fer.

Le rendement dans les mines de fer

Par poste de	1913	1915	1918	1919	1920	1921
Piqueurs et rouleurs	7.06	6.95	6.00	6.66	7.80	8.22
Ouvriers du fond..	5.39	5.24	4.06	4.18	4.79	5.09
Ensemble du pers..	4.39	4.01	2.88	2.79	3.14	3.34

« Les chiffres de 1921 montrent un progrès très sensible sur l'année précédente. Ils dépassent même ceux de 1913, pour ce qui concerne les piqueurs et rouleurs. Ceci s'explique par l'amélioration apportée aux méthodes d'exploitation par les ingénieurs français, la réparation de l'outillage, la tranquillité ouvrière et le pourcentage des rouleurs dans le personnel du fond. »

Et le rapport ajoute : « Quoi qu'il en soit, on peut considérer ces résultats comme satisfaisants. ». Or, la loi de huit heures était appliquée en 1921 et elle ne l'était pas en 1913. Ce document, qui émane d'un groupement patronal, ne prouve-t-il pas qu'il est possible, dans certains cas, d'augmenter la production malgré la loi de huit heures ? Si, d'ailleurs, le rendement global indiqué au tableau ci-dessus est inférieur à celui d'avant-guerre, c'est que, la situation industrielle de 1921 n'ayant pas exigé un gros effort de production, la proportion d'ouvriers improductifs a été beaucoup plus forte qu'en période d'exploitation intensive.

CHAPITRE II

LA DIMINUTION DE LA PRODUCTION

1° *La capacité de production.*

Toutes les difficultés qui viennent d'être énumérées ont amené un ralentissement de la production.

En 1919, la sidérurgie française, d'après les renseignements donnés par le Comité des Forges, aurait pu fournir au moins 6.300.000 tonnes de fonte et 5.800.000 tonnes d'acier, en tenant compte seulement des établissements situés en territoire non envahi, des installations nouvelles réalisées depuis 1915 ou en voie d'achèvement lors de la cessation des hostilités et des usines de Lorraine désannexée. Si on compare ces possibilités de production aux résultats de 1913, « 5.207.000 tonnes de fonte et 4.687.000 tonnes d'acier, on constate que la capacité de production de métal brut de l'ensemble des établissements français dépassait facilement de plus d'un million de tonnes pour la fonte et d'autant pour l'acier les chiffres de production d'avant-guerre. Les multiples usines de dénaturation qui, pour les besoins de la défense nationale, étaient installées un peu partout et avaient été souvent organisées par ceux-là mêmes d'entre les maîtres de forges dont les usines

étaient tombées au pouvoir de l'ennemi, étaient en mesure de façonner le métal brut produit et de suppléer temporairement aux ateliers de transformation si florissants des départements du Nord, des Ardennes et de Meurthe-et-Moselle ».

Mais à cause des difficultés qui ont été indiquées plus haut, les maîtres de forges n'ont pu laisser allumer qu'un petit nombre de hauts fourneaux.

Groupe	Au 1 ^{er} Janvier 1919 — 1920		Au 1 ^{er} Juillet 1920	Nombre de hauts fourneaux existants
Est	11	21	33	83
Alsace-et-Lorraine	28	21	20	69
Nord	6	7	5	12
Centre	12	6	7	14
Sud-Ouest	17	8	9	18
Sud-Est	8	2	2	9
Ouest	5	4	6	8
Totaux	87	69	82	213

La production de la fonte ne s'est élevée, en 1919, qu'à 2.412.000 tonnes et en 1920 à 3.434.000 tonnes ; la production d'acier est passée de 2.186.000 tonnes en 1919 à 3.050.000 en 1920.. Quant aux produits finis, il en a été obtenu 1.387.000 tonnes en 1919, 1.958.000 tonnes en 1920 (1).

Cette production était non seulement inférieure à la capacité de production, mais encore aux besoins du consommateur.

(1) Il faut noter que la production s'est surtout améliorée dans le deuxième semestre de 1920, c'est-à-dire dans la période que nous avons appelée période de sous-consommation.

Au lendemain de la guerre, les besoins sont immenses : la reconstruction des régions libérées et la reconstitution de notre outillage national (remise en état du matériel des chemins de fer, réfection de notre flotte marchande, etc.) provoquent une demande bien supérieure à l'offre, ce qui amène fatalement une hausse des prix.

2° La hausse des prix.

Cette tendance à la hausse des prix est d'ailleurs considérablement amplifiée par la politique d'inflation que suit alors le gouvernement.

En effet, l'inflation monétaire et la hausse des prix sont, comme l'ont montré les économistes, deux phénomènes dont le second est la conséquence inéluctable du premier.

Si, au début de 1919, les prix des produits métallurgiques sont assez stables, c'est que les métallurgistes durent adhérer à la politique commerciale du ministre de la Reconstruction industrielle qui, par décret du 18 décembre 1918, avait fixé des prix de base de certains produits métallurgiques.

(Le prix de base pour les aciers dits marchands était fixé à 60 francs les 100 kilos, ce qui constituait une baisse d'environ 35 pour 100 par rapport aux prix pratiqués antérieurement. Le coût de la fonte était diminué dans les mêmes proportions.)

« Ces prix continuèrent d'être observés, malgré l'augmentation des frais de main-d'œuvre consécutifs à la mise en application de la loi de huit heures et les premières hausses pratiquées sur le prix des charbons an-

glais et sur les tarifs officiels de livraison des combustibles français, et les cours conservèrent une certaine stabilité pendant les huit premiers mois de 1919. » Mais les augmentations désordonnées qu'ont subi « les prix et les frets des charbons anglais, les modifications incessantes apportées par l'administration au régime des charbons français, certaines parfois avec effet rétroactif, ont rendu impossible l'établissement de prévisions, fût-ce d'un mois au suivant, et, devant l'ignorance du lendemain, les forges ont été contraintes, malgré les multiples inconvénients du système, à renoncer à traiter à des prix fermes arrêtés au moment de la remise de la commande. Au début de 1919, le prix moyen des charbons industriels était de 60 francs environ ; il atteignait 210 francs environ vers le milieu du mois de mai 1920, surtaxe comprise. Les charbons anglais rendus port français montaient dans la même période de 75 francs à près de 570 francs (ce chiffre étant ramené à 470 francs environ par une ristourne de 100 fr.) » (1).

Les métallurgistes ont eu alors recours à l'emploi de marchés à échelle dont les bases étaient le cours de la fonte Longwy n° 3 P. L. en usine productrice et le cours du coke métallurgique fixé par le Bureau National des Charbons port de Manche.

Le tableau suivant donne les variations de prix :

(1) Rapport de la commission de direction du Comité des Forges de France (année 1920).

Prix des principaux et des principales matières

	1919				1920				
	Janvier	Avril	Juillet	Octobre	Janvier	Avril	Mai	Juin	Juillet
Charbon tout-venant . . .	40 50	40 50	58 50	73 50	108 50	138 50	195	187	187
Coke de la Ruhr . . .	100	100	100	100	140	190	245	245	245
Autres coques	—	—	—	—	160	210	275	275	275
Minerai de fer de Briey .	14	14	16 à 17	16 à 17	18 à 22	18 à 22	18 à 22	19 à 22	26
Fonte de moulage PL numéro 3	—	—	—	275	400	600	640	650	650
				Décemb.					
Fonte Lématite	—	—	—	435	525	720	840	855	855
Demi-produits Blooms Thomas	450	450	450	525	650	650 à 945	650 à 945	650 à 945	945
Rails	630	630	630	730	880	1075	1225	1225	1225
Foutrelles	600	600	600	700	850	1045	1195	1195	1195
Aciers marchands Tho- mas	600	600	700	800	800 à 1000	1100a1250	1100a1250	1100a1250	1000a1250
				Décemb.					
Tôles moyennes . . .	—	—	—	1080	1280	1550	1830a1855	1830a1885	1830a1885

(1) Chiffres donnés par le Comité des Forges.

produits métallurgiques

premières de la métallurgie

			1921				1922			
Août	Septembre	Octobre	Janvier	Avril	Juillet	Octobre	Janvier	Avril	Juillet	Octobre
166	166	180	108	85	86	82	79	79	75	75
245	245	175	135	110	75	65	80	80	93	95
275	275	—	—	—	—	—	—	—	—	—
26	26	25	20 à 15	20	19	15 à 16	15	15	15	15
650	650	500	400	280 à 300	190 à 230	185 à 200	215 à 260	225 à 260	215 à 230	220 à 240
855 à 915	855 à 915	705 à 765	645 à 705	535 à 590	450	400	400	400	360	325
945	945	745	610	420	270 à 300	320 à 355	350 à 375	310 à 330	310 à 330	320 à 345
1225	1225	975	810 à 730	625	550	550	525	525	525	525
1195	1195	945	780 à 700	550	475	475	475	475	475	475
1000 à 1250	1000 à 1250	1000 à 1050	500 à 800	100 à 500	380 à 400	420 à 450	450 à 480	420 à 440	430 à 450	445
1830 à 1885	1830 à 1885	1555 à 1592	1075	900	625	735	820	720	720	730

3° *Le développement des affaires, les immobilisations, les participations.*

Cette augmentation des prix, accompagnée d'une demande que rien ne rebutait, a fait croire à tous les industriels à un avenir de grande prospérité.

La *Journée Industrielle*, qui est un des porte-paroles du monde industriel, disait : « La question n'est plus de vendre, elle est de produire. » De son côté, M. de Dion disait, le 23 mai 1920 : « Nous devons produire, produire encore, produire toujours. » Et M. Brizon, administrateur-directeur général de la Banque des Pays du Nord, membre de la Chambre de Commerce de Paris, écrivait en janvier 1920 : « Pour entreprendre le travail immense de reconstitution si impérieusement nécessaire, il faut rompre avec nos anciennes habitudes, voir large et grand. »

Croyant à un avenir de grande prospérité, les métallurgistes français ont été amenés à développer considérablement leurs affaires, soit en agrandissant leurs usines, soit en construisant de nouvelles, soit encore en prenant des participations dans d'autres sociétés.

D'après l'*Indicateur de la Production française*, année 1922, ouvrage publié par l'Association Nationale d'expansion économique, le montant des capitaux nouvellement investis dans les entreprises métallurgiques depuis la guerre, qu'il s'agisse soit d'émissions nouvelles, soit d'emploi des réserves, s'élèverait à 1.650 millions de francs.

Pour la Société Schneider et C^{ie}, par exemple, les immobilisations figuraient au bilan qui clôturait l'exercice 1919-1920 pour 54 millions.

Les participations prennent surtout un très grand développement.

Déjà, avant la guerre, les métallurgistes avaient pratiqué le système des participations pour s'assurer des livraisons de matières et plus rarement se constituer une clientèle fixe. Mais, depuis la guerre, le mouvement prend une ampleur jusqu'alors inconnue.

Il semble aux métallurgistes que, dans leur industrie, la maîtrise appartiendra à ceux-là seuls qui produisent non seulement toutes ou presque toutes les matières premières qu'ils consomment, mais encore pousseront la transformation de leurs produits jusqu'à l'extrême limite possible.

Or, pour obtenir ce résultat, deux moyens s'offrent à eux : ou bien construire et exploiter eux-mêmes les installations nécessaires à la transformation des produits en question, ou bien prendre des intérêts dans des industries transformatrices. Avec le prix actuel des constructions, la difficulté du recrutement du personnel technique et le surcroît de travail d'une direction générale toujours plus surchargée, la seconde solution a paru souvent préférable.

La Société des Forges et Aciéries de la Marine et Homécourt et la Société Schneider et Cie ont largement pratiqué cette politique de participation.

La Société des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt possédait, en dehors de ses nombreuses usines, déjà avant la guerre, d'importantes participations, notamment dans la Société Charlemagne (charbonnages), dans les Charbonnages de Beeringen, dans les mines d'Anderny, Chevillon, dans les Charbonnages Frédéric-Henri, etc. Mais, depuis, la guerre, ses participations se sont multipliées. Elle a pris une part im-

portante dans le rachat des usines de Lorraine ; c'est ainsi qu'elle a formé avec Pont-à-Mousson, Micheville, Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, Aciéries de France, etc., la Société d'Etudes et d'entreprises industrielles d'Alsace-Lorraine, qui a été déclarée adjudicataire des importantes mines et usines de Rombas. « La Société d'Etudes a alors pris le nom de Société Lorraine des Aciéries de Rombas et a porté son capital à 150 millions. Elle a, en outre, participé pour 52 millions de francs dans la constitution de la Société luxembourgeoise des Hauts Fourneaux et Aciéries de Diffundange, Saint-Ingbert, Rumelange, société au capital de 110 millions. Les Aciéries de la Marine possèdent 20 0/0 du capital des Aciéries de Rombas. »

« Avec le même groupe qui a fondé la Société Lorraine des Aciéries de Rombas, la Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt a constitué la Société Française dite Société Lorraine des Mines et Usines de Redange-Dilling qui s'est rendue acquéreur non seulement des mines et usines de Redange, mais aussi de 54 0/0 du capital de la Société Dilling. La nouvelle société, au capital de 36 millions de francs, dont la Marine possède 20 0/0, a donc non seulement la possession des hauts fourneaux et mines de Redange, mais aussi le contrôle des usines de Dilling. »

« La Marine Homécourt a contribué aussi avec la Compagnie du Chemin de Fer de Lyon, la Compagnie d'Orléans, MM. Schneider et C^{ie} (Le Creusot) et la Compagnie de Châtillon-Commentry à la fondation de la Compagnie Générale de Construction et d'Entreprise des Chemins de fer, au capital de 15 millions, dont l'objet est la réparation des locomotives et matériel roulant des compagnies de chemin de fer.

« La Marine Homécourt s'est associée avec la Compagnie Générale d'Electricité et avec les Tréfileries du Havre pour fonder la Compagnie Métallurgique de la Gironde, qui a installé une fonderie d'aluminium et surtout une tôlerie pour les tôles minces et un atelier pour la fabrication des fers blancs.

« C'est dans cette usine que les Forges de l'Adour, filiale de la Marine Homécourt au Boucaut, trouveront un débouché important pour les demi-produits servant à la fabrication des tôles. »

La Marine Homécourt a créé, avec le concours de la Société des Hauts Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson et la Banque des Pays du Nord, la Société des Tubes de Vincey.

La Marine Homécourt participe à la création de la Compagnie des Houillères Lyonnaises, de la Compagnie des Charbonnages de Lyon et de la Société Lyonnaise des Houillères du Rhône. Elle contrôle complètement la Société des Houillères de Saint-Châmond, elle crée avec la maison Chenard et Walker la Société des Ateliers Mécaniques et Electriques de Gennevilliers, etc., etc.

Les participations de la Société Schneider et C^{ie} sont encore plus importantes.

Déjà, avant la guerre, Le Creusot formait un ensemble imposant avec les minières de Chaillac et de Droit-
taumont, les houillères de Montchamin, Longpendre, Decize, les usines de Chalon-sur-Saône, du Havre et de Champagne-sur-Seine.

Depuis l'armistice, Le Creusot a acquis les mines de Audun-le-Teiche, les mines d'Avranches, Aumetz-la-Paix, Reichsland, les concessions encore inexploitées de Hercule-Empal, Ancy et Mardigny, les mines de Lo-
venzé. La Société Schneider prend des participations

dans les Aciéries Réunies de Burbach, Eich, Dudenlange, dans la Société Métallurgique de Terres-Rouges, dans les Chantiers et Ateliers de la Gironde, dans la Société Normande de Construction Navale, dans la Société Suisse pour l'Industrie Electrique.

Dans le domaine de l'électricité, la Société Schneider et C^{ie} aurait même formé avec la Société de Jeumont et la Thomson-Houston un consortium pour l'électrification des chemins de fer, etc.

Les participations de la Société Schneider et C^{ie} ne se limitent d'ailleurs pas à la France. Au Chili, elle a formé la Société des Hauts Fourneaux du Chili ; au Brésil, elle a participé à la constitution de la Companhia Siderurgica Belgo Mineira.

Avec la Banque de l'Union Parisienne, à laquelle elle est étroitement liée, la Société Schneider a formé l'Union Européenne Industrielle et Financière, qui a pris de très nombreux intérêts dans l'Europe orientale.

La Société Schneider et C^{ie} a ainsi acquis des participations dans les usines Skoda, « le Creusot autrichien », qui occupait 30.000 ouvriers, dans la Pragen eisen Industrie A.G., dans la Société des Mines et Forges de Teschen, dans les Forges et Aciéries de Huta Bankova à Dombrowa (Pologne), dans la Société Franco-Roumaine de Matériel de Chemin de Fer, dans la Société Styrienne de Magnésie, dans la Banque Générale de Crédit Hongrois, qui contrôlerait 230 sociétés industrielles, etc., etc. (1).

« D'autres sociétés ont préféré se grouper pour accroître leur puissance économique. Nous savons qu'avant

(1) D'après le bilan de l'exercice 1921-1922, le montant des valeurs diverses et des participations de la Société Schneider et C^{ie} serait de 104.538.448 fr. 66.

la guerre l'industrie du fer était spécialisée suivant l'emplacement qu'elle occupait sur le territoire national. L'alliance conclue entre les métallurgistes du Centre, du Nord et de l'Est a pour but de reconstruire en commun les usines détruites, d'exploiter le patrimoine minier et le domaine métallurgique, d'acquérir de nouveaux établissements dans la Sarre et dans la Lorraine désannexée. Comme type de ces groupements, nous prendrons le consortium formé par les Aciéries du Nord et de l'Est, la Société Métallurgique de Pont-à-Vendin, les Usines de l'Espérance à Louvroil, les Usines Métallurgiques de la Basse-Loire à Trignac.

« Ce puissant syndicat s'est rendu maître, en outre, des Forges et Aciéries du Nord et de la Lorraine, qui comprennent les Usines d'Uckange et de Neunkirchen. Il contrôle en totalité ou en partie :

« 1° Des gisements ferrifères dont les réserves sont estimées à 350 millions de tonnes et l'extraction annuelle à 4 millions de tonnes. Ils sont situés : dans le bassin de Briey : concessions de Pienne, Chavigny-Vandœuvre, Lavaux, Grande-Rimont, Saint-Pierremont, Sexey ; en Lorraine désannexée, concessions d'Ilettange, Grange, Ida et Neunkirchen, Lorraine, Bouvenberg, Boulange et Holberg, Chatel, Michelsberg ; en Normandie, concessions de Fierville et Larchamp ; en Anjou et en Bretagne, les Aulnais, le Bois, l'Oudon, la Ferrière, la minière de Châteaubriant ; en Espagne, les mines de Ileras-Santander ;

« 2° Des charbonnages dans le Pas-de-Calais, à Gouy-Servin, Ablain-Saint-Nazaire, Fresnicourt ; en Vendée, à Feymoreau ; en Belgique, au Levant-de-Meuse, à Beringen, à Limbourg-Meuse ; en Angleterre, dans le Kent ;

« 3° 27 hauts fourneaux dont 5 à Valenciennes, 4 à Jarville, 3 à Louvroil, 4 à Trignac, 5 à Uckange, 6 à Neunkirchen ;

« 4° 4 aciéries Thomas (Valenciennes, Trignac, Louvroil, Neunkirchen) ; 3 aciéries Martin (Valenciennes, Trignac, Neunkirchen) ; 2 aciéries électriques (Trignac et Neunkirchen) ; 4 trains laminoirs (Valenciennes, Louvroil, Trignac et Neunkirchen) ;

« 5° Des fours à coke, des broyeurs pour scorie, des cimenteries, des fabriques de produits réfractaires alimentées par les hauts fourneaux et les aciéries ;

« 6° Des fonderies à Saint-Nazaire, des forges à Montou, des fabriques de tubes à Hambourg, de boulons à Beckingen, des ateliers de construction dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

« Les usines de la Sarre et de la Lorraine fourniront l'acier Thomas et tous les profilés et demi-produits qui en dérivent ; les usines du Nord doivent élaborer une partie des produits communs d'exportation et des produits demi-fins ; les usines de la Loire livreront les produits fins pour les chantiers de construction navale et demi-fins pour l'exportation. » (1).

(1) M. Levainville, *L'Industrie du fer en France*.

DEUXIEME PARTIE

LA CRISE DE SOUS-CONSOMMATION

CHAPITRE PREMIER

LES FAITS

La suppression des commandes, l'accumulation des stocks, la diminution des prix, l'arrêt dans la production, la situation difficile de certaines sociétés, la situation des industries consommatrices de métallurgie. (Exemple de l'industrie automobile.)

A la crise de production a succédé brutalement une crise de sous-consommation.

Cette crise de sous-consommation qui, comme la crise de production, fut générale, peut être caractérisée pour la métallurgie par les phénomènes suivants : diminution de la demande, augmentation des stocks, baisse des prix, crise des comptoirs et situation précaire de plusieurs sociétés.

La métallurgie n'a pas été l'industrie la première touchée par la crise ; ce sont les industries consommatrices de la métallurgie qui subirent le premier choc et en particulier l'industrie automobile, dont l'arrêt a été constaté au mois de septembre 1920. Mais le mouvement se répercuta rapidement et la métallurgie peut être considérée comme l'industrie qui fut la plus durement atteinte par la crise. Les sociétés métallurgiques

qui, pendant toute l'année 1919 et le début de 1920, avaient eu plus de commandes qu'elles ne pouvaient en satisfaire, commencèrent à en manquer dès le mois d'octobre 1920.

La demande diminuant, les stocks se formèrent et augmentèrent rapidement.

Presque tous les comptes rendus des assemblées générales des sociétés métallurgiques relatent cette augmentation des stocks. Voici, à titre d'exemple, l'évaluation des stocks des sociétés métallurgiques de Lorraine désannexée, en 1920 et au début de 1921 :

Les stocks de produits métallurgiques en Lorraine

1920	Fonte			Demis produits	Produits Finis
	Moulage	Thomas MM ou DM	Diverses		
1 ^{er} juillet	14.971	14.639	2.886	54.433	63.187
1 ^{er} août	17.286	20.392	2.735	52.492	60.950
1 ^{er} septembre	22.504	34.638	2.525	65.936	70.938
1 ^{er} octobre ..	32.981	41.028	2.549	82.293	89.928
1 ^{er} novembre.	44.070	54.498	2.134	81.490	120.317
1 ^{er} décembre.	49.639	74.822	539	95.888	137.224

1921

1 ^{er} janvier ...	45.359	93.875	1.390	104.616	155.778
1 ^{er} février....	34.191	83.231	2.200	114.257	190.358
1 ^{er} mars.....	40.692	100.113	150	117.084	813.950
1 ^{er} avril.....	37.170	100.275	143	114.714	186.769

La demande fléchissant et les stocks augmentant, les métallurgistes sont obligés, par les nécessités de leur trésorerie, de baisser les prix et de limiter leur production.

Le tableau de la page 50 montre l'ampleur de la chute des prix. D'après le rédacteur de la « Revue hebdomadaire du Marché métallurgique », dans la *Journée Industrielle*, pendant l'année 1921, les métallurgistes, les constructeurs et les fondeurs ont rarement vendu au-dessus de leur prix de revient et ont dû pratiquer de véritables prix de famine.

La crise des transports étant terminée et le ravitaillement en charbon étant mieux assuré à partir du mois de juillet 1920, plusieurs hauts fourneaux ont pu être rallumés ; mais, la crise de sous-consommation sévissant, plusieurs doivent être éteints au cours du premier semestre de 1921, comme le montre le tableau ci-dessous :

Groupes	Juillet 1920	Janvier 1921	Juillet 1921	Janvier 1922	H ^{ts} Fourn. existant le 1 ^{er} Jan. 1922
Est	33	33	27	28	84
Alsace-Lorraine	20	29	22	24	69
Nord	5	5	5	5	19
Centre	7	7	5	5	13
Sud-Ouest	9	9	6	5	19
Sud-Est	2	4	1	1	8
Ouest	6	6	6	5	8
Totaux.....	82	93	72	73	220

Aussi, la production de fonte et d'acier est-elle stationnaire en 1921 ; 3.417.000 tonnes de fonte en 1921

contre 3.434.000 tonnes en 1920, 3.102.000 tonnes d'acier en 1921 contre 3.050.000 tonnes en 1920. Voilà les résultats d'ensemble. Si nous examinons les résultats par région, on constate que l'Est est, pour l'acier par exemple, en progrès de 201.000 tonnes, l'Alsace-Lorraine marque une légère avance de 37.000 tonnes ; dans le Centre et le Midi, au contraire, l'activité des aciéries est réduite de 25 et 33 0/0 par rapport à l'année 1921.

La crise de sous-consommation a aussi amené la crise des comptoirs. Le comptoir de Longwy a été dissous en février 1921, le Comptoir Sidérurgique de France a cessé de s'occuper de l'exportation à partir de mars 1921 et il a abandonné, en juin 1921, la vente des demi-produits. Le Comptoir des Fontes Hématites a été dissous en août 1922.

Quant au Comptoir Sidérurgique et au Comptoir des Tôles et Grandes Plats, ils ont été dissous à la fin de décembre 1922. Pourtant, certains de ces organismes paraissaient avoir fait leurs preuves : le Comptoir de Longwy, par exemple, existait depuis 1879 (1).

L'abstention prolongée du consommateur n'a naturellement pas été sans entraîner quelques catastrophes dans la situation financière de plusieurs sociétés métallurgiques.

C'est ainsi que la Société des Hauts Fourneaux de l'Ariège, qui avait pourtant joui pendant toute la durée de la guerre d'une très grande prospérité, a été obligée, au début de 1922, de demander le règlement transactionnel.

De même, la Société Normande de Métallurgie, dans

(1) Nous nous réservons de parler des comptoirs d'une façon plus approfondie ultérieurement.

laquelle la Société Schneider et C^{ie} avait pris une participation importante et qui, par sa situation à proximité de la mer, semblait être destinée à un brillant avenir, a été contrainte, en juin 1922, de demander la liquidation judiciaire.

Les Sociétés de Lorraine désannexée, Rombas, Kuntage et Hagondange ont publié, au mois de juin 1922, des rapports qui montrent combien leur situation est mauvaise :

L'exercice de 1921 de la Société Lorraine des Aciéries de Rombas se solde par une perte de 27.455.684 francs, celui de la Société Métallurgique de Kuntage par une perte de 30.317.757 fr. 93 et celui de la Société des Forges et Aciéries d'Hagondange par une perte de 24.976.394 francs.

D'après une personnalité très au courant des questions de la métallurgie, ce ne serait là que quelques exemples d'une situation très générale à laquelle n'échapperaient même pas les grosses sociétés métallurgiques françaises.

« Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient atteints. »

Cette situation particulièrement défavorable de la métallurgie a été également le sort de toutes ses industries consommatrices. L'industrie automobile, en particulier, fut une des plus sévèrement touchées. M. le marquis de Dion, dans son discours du 12 juin 1922 à l'assemblée générale de la Chambre syndicale de l'Automobile, indiquait à larges traits la situation de son industrie dans les termes suivants :

« La veille de la guerre, en 1913, nous exportions 237 millions. La France se classait ainsi en tête des nations du monde. En 1920, l'industrie automobile, qui

avait déjà tant fait pour la défense nationale pendant les cinq années de guerre, à fourni un effort sans précédent, dont l'ampleur affirme la vitalité. Ses exportations ont dépassé 1 milliard. Elle était en voie de se placer en tête des industries françaises quant à l'importance des capitaux investis, à la valeur de la production, au nombre d'ouvriers qu'elle employait. Par là, nous n'entendons pas seulement dire qu'elle fait travailler plus de 300.000 ouvriers, mais encore que c'est elle qui, comme on l'a vu plus haut, dans l'ordre économique influe le plus heureusement sur notre balance commerciale.

« Notre situation est loin d'être aussi enviable. Notre bel essor, le plus prodigieux essor qu'aucune industrie ait jamais réalisé au monde, a été pour ainsi dire subitement brisé.

L'année passée et celle présente marquent un recul sensible dans notre pouvoir d'exportation. Ce fléchissement n'a pas été moins de 60 0/0. »

CHAPITRE II

LES CAUSES DE LA CRISE DE SOUS-CONSUMMATION

En dehors de nos sacrifices d'hommes et d'argent, qui pèsent lourdement sur notre économie d'après-guerre, on peut classer les différentes causes de la crise de sous-consommation, dont souffre la métallurgie, dans deux groupes différents :

- 1° Les causes d'ordre économique ;
- 2° Les causes d'ordre social et fiscal.

1° Causes d'ordre économique :

Les causes d'ordre économique peuvent se ramener à cinq chefs principaux : 1° les difficultés de réadaptation de la métallurgie au régime des industries du temps de paix ; 2° le développement en France de la capacité de production ; 3° la concurrence étrangère ; 4° l'augmentation des tarifs de chemin de fer ; 5° les difficultés de l'approvisionnement en coke.

A. — *Difficultés de réadaptation de la métallurgie au régime des fabrications du temps de paix :*

« La guerre, a dit M. Robert Pinot (1), n'a pas seulement volatilisé nos économies, hypothéqué nos biens présents et à venir ; elle a fait disparaître les deux facteurs essentiels de la production : la notion de prix de revient et la fonction patronale.

« Durant la guerre, il ne s'agissait plus de produire à un prix normal, mais à tout prix, et l'Etat, seul acheteur, payait ce qu'on lui demandait. J'aurais, si on l'avait voulu, construit une usine place de la Concorde, et dans le prix du produit j'aurais prévu les frais de remise en état. Le problème de la production n'était plus qu'un problème technique ; la fonction patronale avait disparu, qui consiste à prévoir les besoins et les désirs de la clientèle et à produire au meilleur compte. Le patron a été éclipsé par l'ingénieur, et de cette éclipse nous souffrons encore.

« La question de salaire n'existait pas plus que celle des débouchés. On payait aux ouvriers le prix fixé par le ministre de l'Armement, et la plupart du temps fixé pour des raisons qui, pour opportunes qu'elles pussent paraître, avaient plus à voir avec la politique, et certaine politique, qu'avec le coût réel de la vie.

« De là, cette industrie soufflée, artificielle, créée sans souci du prix de revient, qui doit pourtant être sa loi. »

A cette difficulté de revenir à l'étude du prix de revient s'ajoute celle de réadapter l'outillage aux fabrications du temps de paix.

(1) A. de Torde, *Les Grands Courants politiques d'aujourd'hui*. (Revue de France, 15 mai 1922.)

Absorbée entièrement par les besoins du ministère de l'Armement, la métallurgie ne reprend que peu à peu le travail pour sa clientèle ordinaire.

B. — *Le développement de la capacité de production :*

L'occupation pendant la guerre des régions du Nord et de l'Est par les Allemands, nous ayant privés de 64 pour 100 de la production française en fonte et de 62 pour 100 de la production en acier, il fallut pour fabriquer le métal nécessaire à la défense nationale non seulement remettre en activité des appareils qui ne marchaient plus depuis longtemps, à cause du coût élevé du prix de revient de leur production, mais encore achever les installations qui étaient en voie de construction au moment de la déclaration de guerre et en construire de nouveaux.

« La Société des Hauts Fourneaux de Rouen, qui avait été prévue pour la fabrication des fontes spéciales, reprit activement ses travaux et, après avoir construit, en 1926, 120 fours à coke, commença en janvier 1917 l'édification de deux hauts fourneaux de 250 tonnes et les alluma en avril 1918. Une semblable impulsion était donnée, grâce à l'action de MM. Schneider et C^{ie}, aux travaux de l'Usine de Cane ; sa première batterie de 42 fours à coke commença à produire en janvier 1917 et ses 2 hauts fourneaux, capables de produire 400 tonnes par 24 heures, furent prêts et mis à feu en 1917 et 1918. » (1).

Pour la fabrication de l'acier, les résultats des efforts poursuivis pendant la guerre ont été plus importants que pour la fonte, l'installation d'une aciérie Martin ou d'une aciérie Thomas étant beaucoup plus facile que

(1) *Le Comité des Forges de France au service de la Nation.*

celle d'un haut fourneau. D'après M. Robert Pinot, 106 fours Martin furent mis en construction pendant les hostilités, ce qui réalisait un accroissement relatif de 100 pour 100 par rapport à 1914. Pour les convertisseurs, l'accroissement était de 102 pour 100, pour les fours électriques de 90 pour 100 et pour les fours à creusets de 105 pour 100.

« La remise en œuvre des moyens nouveaux, construction de fours, adaptation de fours de verrerie, figurant aux programmes de constructions de guerre, venant s'ajouter aux moyens existants en 1915, devait nous assurer un accroissement de capacité de production de 100 pour 100 par rapport à 1914. » (1).

A cet accroissement de la capacité de production, il faut ajouter la production de l'Alsace-Lorraine et de la Sarre, qui en 1913 s'est élevée à 5.241.000 tonnes de fonte, dont 739.000 consommées à l'état de fonte et 4.502.000 tonnes transformées en acier.

La situation peut donc se résumer dans le tableau suivant :

Produits Bruts	A Product. de la France à la veille de la guerre en (1000 ^t)	B Product. de la Lorraine annexée en (1000 ^t)	C Product. de la Sarre en (1000 ^t)	Total A. B. C. en (1000 ^t)
Fonte	5.311	3.870 (2)	1.371	10.552 (A)
Acier	4.635	2.286	2.079	9.000 (B)
Produits finis :				
Fer	406	»	»	406
Acier	3.678	2.027	1.652	7.357

(1) *Le Comité des Forges de France au service de la Nation.*

(2) D'après le compte rendu des années 1919-1920 et des premiers mois de 1921, publié par l'Association des Maîtres de Forges de Lorraine, la capacité maximum de production serait de 4 millions de tonnes de fonte, Hangondange, Knutange et Rombas ayant, en effet, augmenté leur capacité de production depuis 1913.

Au nombre (A), M. Robert Pinot estimait, en 1917, qu'il fallait ajouter au moins 400.000 tonnes produites par les fourneaux construits pendant la guerre (100.000 ton. à Rouen et 300.000 tonnes à Caen). D'après le même auteur, il faudrait ajouter au nombre (B) 600.000 tonnes produites par les aciéries construites pendant la guerre. En somme, la France a une capacité de production de 11 millions de tonnes de fonte, dont plus de 9 millions à transformer en acier, les deux autres millions devant être consacrés à la fabrication des produits de fonderie ou exportés à l'état de fonte brute.

Or, cette capacité de production dépasse de beaucoup les besoins normaux, comme le prouvent les tableaux ci-dessous tirés de l'étude de M. Robert Pinot sur « La Métallurgie et l'après-guerre » :

*Production de fonte de moulage dans la France nouvelle
et hypothèse du placement de cette production*

(Chiffres de 1913, en 1.000 tonnes)

Production :

Production française d'avant-guerre.....	957
Augmentation à prévoir (Rouen).....	100
Apport Alsace-Lorraine, Sarre.....	739
Total P	1.796

Placement :

Consommation française d'avant-guerre.....	822
Consommation d'Alsace-Lorraine, Sarre (1).....	119

(1) Calculée au taux de l'Allemagne en 1913 (50 kg. par habitant) et sur 2.380.000 habitants (1.815.000 pour l'Alsace-Lorraine et 565.000 par la Sarre).

Maintien des anciennes exportations (135), moins ce qui allait à la Belgique (44).....	91
Extinction partielle des importations.....	167
Total P	1.199
Reste P-p	597
Reprise de 50 0/0 des exportations allemandes...	190
Reste à placer.....	407

Production de fer et d'acier de la France nouvelle et
hypothèses du placement de cette production, le tout
évalué en lingots.

(Chiffres de 1913 en 1.000 tonnes)

Production du métal brut :

Production française d'avant-guerre...	Acier	4.635
	Fer..	406
Augmentation à prévoir		600
Apport Lorraine-Sarre		4.365
Total P.....		10.006

Placement :

Consommation française, machines comprises, évaluée en lingots et comprenant 400.000 ton- nes réservées aux industries de construction..	4.372
Consommation en Alsace-Lorraine, évaluée en lingots (a)	440

(a). Calculée au taux de l'Allemagne en 1913 (50 kilg. par habitant)
et sur 2.300.000 habitants (1.815.000 habitants pour l'Alsace-Lorraine
et 565.000 pour la Sarre).

Anciennes exportations, machines comprises, mais diminuées de ce qui allait en Belgique, décomptées en lingots	544
Extinction des importations temporaires éva- luées en lingots	75

Total p..... 5.791

Reste (P — p).....	4.215
Nouvelles exportations (reprises partielles des débouchés allemands), évaluées en lingots et comprenant 500.000 tonnes affectées aux seu- les industries de la construction	1.915

Solde à placer..... 2.300

C. — *La reconstruction des usines métallurgiques dé-
vastées.*

Si, en 1917, et même avant, on prévoyait que la France aurait une capacité de production dépassant ses besoins et également ses possibilités d'exportation, comment se fait-il que l'on ait reconstruit les usines qui avaient été détruites pendant la guerre ? Il y a à cela deux sortes de raisons. D'abord les usines qui ont été détruites étaient situées dans les régions du Nord et de l'Est, qui sont actuellement les plus favorables au développement de la métallurgie à cause de la proximité soit du charbon, soit du minerai.

Il y aussi une autre raison. La loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages de guerre accorde le prix de remplacement en faveur de celui qui s'engage à remployer, et seulement une indemnité égale au prix de la valeur vénale d'avant-guerre pour celui qui s'y refuse.

Les sociétés métallurgiques qui avaient eu leurs usines détruites ont toutes voulu bénéficier des avantages accordés à ceux qui remployaient. Certes, en agissant ainsi, elles n'ignoraient pas qu'elles allaient contribuer pour une large part à augmenter une capacité de production déjà trop développée, mais elles espéraient et elles espèrent encore qu'avec leurs organisations toutes nouvelles, dotées du machinisme le plus perfectionné, elles ne manqueront pas de sortir victorieuses de la lutte économique de demain (1).

D. — *La concurrence étrangère.*

L'excédent de notre production devrait être exporté ; mais, sur les marchés extérieurs règne une concurrence effrénée. Les métallurgies étrangères ont protégé leur marché intérieur par des droits de douane élevés et pratiquent à qui mieux mieux le dumping sur les marchés mondiaux.

Voici la situation des principaux pays métallurgistes depuis la guerre.

La métallurgie anglaise, qui s'était très développée pendant les années de guerre, avait cru, en 1919, à un développement rapide des affaires. D'ailleurs, la politique des hauts prix pour les ventes de houille à l'étranger inaugurée au printemps 1919 et la limitation du contingent de combustibles alloués à l'exportation créée en juin 1920 favorisaient d'une façon particulièrement sensible les forges britanniques. « Celles-ci se voyaient ainsi réserver le charbon en quantité suffisante et elles l'obtenaient à des prix inférieurs même au coût

(1). Ce sont les exigences de certaines usines reconstruites dans la répartition du quantum qui ont provoqué les dissolutions du Comptoir sidérurgique et du Comptoir des tôles en décembre 1922.

d'extraction ; c'étaient là des mesures protectionnistes plus efficaces que toutes les barrières douanières. Les aciéries réalisaient ainsi en septembre 1920 plus de 85 0/0 de leur moyen de production. » (1). Cette prospérité ne dura pas, la crise se mit à sévir en Angleterre avec une intensité encore plus grande qu'en France. L'année 1921 fut particulièrement mauvaise. « Il faut remonter à 1850 pour trouver une production de fonte aussi faible que celle de 1921, 2.611.000 tonnes, soit 32 0/0 du chiffre de 1920. » (2). Pendant six mois, la production a été virtuellement arrêtée à cause de la crise, de la grève des charbonnages et de la concurrence des pays continentaux à change déprécié. Depuis l'hiver 1921-1922, la sidérurgie anglaise est parvenue à ressaisir son marché intérieur en éliminant progressivement la concurrence continentale et a réussi à reprendre un rang important sur le marché d'exportation grâce à une politique rigoureuse d'abaissement des prix de fabrication.

La sidérurgie américaine a subi à peu près les mêmes fluctuations que la sidérurgie anglaise : la production d'acier, après avoir représenté de mai à août 1920 80 0/0 de la capacité des usines, a diminué fortement en 1921 ; la production d'acier, qui avait été de 40.881.392 tonnes en 1920, passait à 20.600.000 tonnes (tonnes de 1.016⁵¹ il.) en 1921. Les Etats-Unis, qui avaient trouvé de larges débouchés dans les pays dont les monnaies n'avaient pas subi de dépréciation, Amérique latine, Japon Chine, Indes hollandaises, ont vu en 1921 leurs exportations diminuer de 52 0/0, et ils ont assisté, sans pouvoir s'y

(1). Rapport de la Commission de Direction du Comité des Forges (année 1921).

(2). Rapport de la Commission de Direction du Comité des Forges (année 1922).

opposer, à la rentrée en scène de leurs concurrents européens, de la Belgique et de l'Allemagne notamment.

La sidérurgie belge a vu aussi son activité se réduire en 1921 : sa production d'acier est passée de 1.253.110 tonnes en 1920 à 791.940 tonnes en 1921. « Ayant sur ses voisins l'avantage de meilleures conditions d'accès aux marchés d'outre-mer, la métallurgie belge a entretenu avec la clientèle étrangère un courant d'affaires relativement actif, si on le compare à la dépression de ses fabrications ; elle a trouvé dans l'arrêt temporaire de la métallurgie anglaise un élément favorable qui a contribué à lui faciliter l'accès de certains débouchés, tant en Grande-Bretagne que dans d'autres régions.

L'industrie sidérurgique allemande s'est rétablie avec une rapidité qui a étonné nos métallurgistes. Plus largement encore que par le passé, elle a pratiqué la concentration et l'union entre producteurs. A la « mine usine » d'avant-guerre, qui comprenait la mine de fer, la houillère et le haut fourneau, elle a ajouté les industries qui fabriquent des produits complètement ouverts, réalisant ainsi de vastes groupements « verticaux » où tout est réuni depuis le charbon et le minerai jusqu'à l'atelier de fabrication de l'appareil mécanique le plus délicat et à la compagnie de navigation maritime qui aura à le transporter.

« La guerre a privé l'Allemagne de celles de ses usines qui élaboraient la plus grande partie des produits communs dont elle était largement exportatrice ; on peut admettre qu'en 1919-1920 la capacité de production de l'Allemagne s'est trouvée ramenée de 19.300.000 tonnes à 11.500.000 tonnes pour la fonte, et de 19.000.000 tonnes à 15.300.000 tonnes pour l'acier. » (1).

(1). Rapport de la Commission de Direction du Comité des Forges (année 1921).

Malgré cela, son commerce extérieur, favorisé par la dévalorisation du mark et par des tarifs de transport qui sont restés très faibles, a une importance qui n'est pas négligeable. « l'exportation de lingots et de produits communs d'acier représente une moyenne mensuelle de 87.000 tonnes en 1920 et 116.000 tonnes en 1921 » (1). Mais il semble que le rôle de l'Allemagne sera dans l'avenir de s'orienter vers les industries de transformation et d'abandonner les produits communs.

« Obligée d'acheter la plus grande partie de son minéral et même du charbon à l'étranger, elle a tout avantage, étant donné le développement de sa construction mécanique, à pousser la fabrication aussi loin que possible » (2).

A ces pays qui, pendant la guerre, ont développé leurs moyens de production, il faut ajouter les pays

(1). Rapport de la Commission de Direction du Comité des Forges.

(2). D'après le Bulletin 3585 du Comité des Forges. A la fin de l'année 1922, des dépêches venant d'Allemagne montrent que les métallurgistes allemands ont tendance à reconstruire dans la Ruhr les usines qu'ils avaient en Lorraine, ainsi que l'indique la dépêche envoyée de Cologne à *La Journée Industrielle* :

« Cologne, 10 janvier. — En compensation des pertes qu'a éprouvées le Consortium Kloeckner par suite de la désannexion de la Lorraine, l'Etat allemand lui avait alloué des indemnités à la condition qu'elles fussent employées en constructions nouvelles. Le Consortium vient de décider la création d'une importante aciérie et de puissants laminoirs dans le canton de Rausel (cercle de Dortmund), à proximité de la mine du Lothringer Hütten und Bergwerksverein.

« Le Consortium possède déjà dans la partie nord du même canton tout un ensemble de mines et d'établissements industriels groupés autour de la gare de Rauxel. L'initiative prise par les dirigeants du groupe Kloeckner mérite d'être retenue. Après Thyssen, le Consortium Kloeckner entend reconstituer sur le charbon de la Ruhr les installations perdues en Lorraine et rompre complètement la solidarité qui existait entre notre métallurgie de l'Est et l'industrie de la Ruhr. »

(*Journée Industrielle* du 12 janvier 1923.)

neutres ou alliés qui, comme l'Italie (1), ne pouvant se fournir de produits métallurgiques chez les belligérants, ont créé une industrie métallurgique qui a contribué à augmenter encore la capacité mondiale de production.

E. — *Difficultés de l'approvisionnement en coke.*

L'approvisionnement en combustibles, qui avait été la principale entrave à la production pendant la première période, est devenu dans cette seconde période plus facile. Plusieurs facteurs ont concouru à cet état de choses. D'abord les accords de Spa ont obligé les Allemands à exécuter des livraisons plus abondantes et plus régulières, ensuite les Etats-Unis d'Amérique, atteints avant l'Europe par la crise mondiale de sous-consommation, ont expédié en France des tonnages dont ils ne trouvaient plus le placement chez eux (2). Enfin, les industries françaises, affectées à leur tour par la crise, ont diminué d'une façon très sensible leur demande en charbon.

De cet ensemble de faits, il est résulté que les stocks de charbon ont atteint en janvier 1921 950.000 tonnes, en février 1.100.000, et en mars 1.300.000.

Dans son rapport à l'assemblée générale du Comité central des Houillères de France, en mars 1922, M. Darcy a pu dire : « Détendues localement par l'exceptionnelle opportunité de la grande grève anglaise, les difficultés d'écoulement n'ont, dans l'ensemble, pas

(1) La question de l'existence même de l'industrie sidérurgique italienne fut posée devant le Parlement et devant l'opinion publique. A la suite d'une vive discussion à la Chambre des députés, le pays fut unanime à reconnaître que le maintien d'une industrie métallurgique nationale était imposé par la nécessité d'assurer l'indépendance politique et économique du pays.

(2) En novembre 1920, les importations de charbon d'Amérique se sont élevées jusqu'à 700.000 tonnes.

encore trouvé leur terme, et l'optimisme le plus résolu n'ose encore l'annoncer. Rarement les houillères ont éprouvé avec autant de dureté et de persistance l'inconfort d'un marché où l'offre est nettement en excès sur la demande et où les déceptions des inventaires, en déflation, découragent, semblent-ils, l'approvisionnement. »

Au cours de l'année 1922, les houillères anglaises, qui avaient comprimé très sérieusement leur prix de revient à la suite de la grande grève de 1921, ont fait aux houillères françaises une concurrence très âpre, qui ne s'est atténuée que par suite de la grève américaine et de la légère reprise des affaires.

La métallurgie n'a donc pas manqué de charbon pendant la période la plus dure de la crise de sous-consommation ; mais il est certain que si une reprise des affaires se dessinait, la pénurie de combustible se ferait rapidement sentir.

Pour le coke, la situation de la métallurgie a été moins bonne. Les cokeries du Nord ayant été détruites et n'ayant pas été pour la plupart reconstruites, nos maîtres de forges ont été, pour cette matière première, sous la dépendance de l'Allemagne, qui a diminué à dessein ses livraisons chaque fois qu'ils en avaient le plus besoin. Plusieurs hauts fourneaux ont ainsi été éteints à cause du retard et de la diminution des livraisons indemnitaires.

F. — *L'augmentation des tarifs de transport.*

Les modifications dans les tarifs de transport qui, commencées en 1918, ont été complètement réalisées en 1920, ont été et sont encore un des facteurs de la crise. Elles ont en effet non seulement amené une élévation des tarifs de transport, mais encore leur unification.

A la Chambre des députés, M. le ministre des Travaux publics avait déclaré que, parmi les augmentations de tarifs de transport, il y en avait qui étaient supérieures à 70 0/0, et, ajoutait-il : « Je ne puis pas dire que certaines n'atteindront pas 120 à 130 0/0 ; mais la moyenne est de 70 0/0. » *La Journée Industrielle* du 18 juin 1920 a montré que, en ce qui concerne les produits métallurgiques, les tarifs appliqués au 15 mai 1920 marquent des majorations qui dépassent 300 0/0 et dont certaines sont même très supérieures à ce chiffre, comme on le verra par le tableau ci-dessous :

Prix de transport du minerai de fer
(par tonnes, en wagons particuliers de 15 tonnes
et par rames de 560 tonnes)

	(1)	(2)	(3)	(4)
De Tucquegnieux à Isbergues (250 km.).....	4 65	12 45	21 55	4.7
De Tucquegnieux à Denain (264 km.)	4 »	10 70	17 75	4.5
De Joudreville à Jarville (99 km.)	2 25	5 55	10 35	4.6
De Joudreville à Neuves-Maisons (112 km.).....	2 50	6 15	10 90	4.4
De Joudreville à Valenciennes (250 km.).....	3 90	10 45	17 05	4.5
De Landres à Micheville (30 km.)	1 »	2 45	6 40	6.4

(1) Prix d'avant-guerre.

(2) Prix depuis le 23 février 1920.

(3) Prix d'après les nouveaux tarifs appliqués au 15 mai 1920.

(4) Rapport des tarifs nouveaux à ceux d'avant-guerre 3 = X fois 1.

Prix de transport de la fonte brute
(par tonne en wagons de 20 tonnes)

	(1)	(2)	(3)	(4)
De Longwy à Paris (344 km.)	8 15	20 55	33 25	4.1
De Longwy à Lille (283 km.)	7 30	19 45	28 70	3.9
De Longwy à Rouen Local (422 km.)	9 25	23 25	28 85	4.2
De Longwy à Nancy (128 k.)	4 70	12 05	15 75	3.4
De Longwy à Lyon (587 km.)	13 95	34 85	46 35	3.3
De Jœuf au Creusot (372 k.)	10 85	27 20	35 25	3.2

Prix de transport de l'acier en blooms
(par tonne, en wagons de 10 tonnes)

	(1)	(2)	(3)	(4)
De Longwy à Paris (344 km.)	10 30	26 50	44 70	4.5
De Longwy à Lille (283 km.)	9 05	23 35	40 65	4.5
De Longwy à Rouen Local (422 km.)	11 85	30 45	49 60	4.2
De Longwy à Nancy (128 k.)	5 80	15 15	25 25	4.4
De Longwy à Lyon (527 km.)	17 20	44 45	56 30	3.3

Prix de transport des laminés d'acier, tuyaux en fonte
(par tonne, en wagon de 10 tonnes)

	(1)	(2)	(3)	(4)
De Micheville à Paris (361 k.)	10 60	27 25	61 25	5.8
De Mont-Saint-Martin à Pa- ris (347 km.)	10 35	26 65	59 10	5.7
De Mont-Saint-Martin à Lille (285 km.)	11 »	28 30	49 75	4.5
De Mont-St-Martin à Rouen (424 km.)	14 50	37 10	70 20	4.8
D'Homécourt à Paris (329 k.)	10 »	25 80	56 45	5.6

D'Homécourt à Saint-Cha- mond (524 km.).....	21	»	53	55	82	80	3.9
De Neuves-Maisons à Paris (340 km.)	10	20	26	25	58	15	5.7
De Neuves-Maisons à Mont- luçon (489 km.).....	21	20	55	80	78	40	3.7

Prix de transport par wagons de 10 tonnes

<i>Laminés d'acier :</i>	(1)	(2)	(3)	(4)
D'Homécourt à Rouen (440 km.)	9 85	24 70	55 70	5.6
De Pompey à Bordeaux (878 km.)	19 95	50 75	89 25	4.5

Rails :

D'Homécourt à Rouen (440 km.)	9	85	24	70	47	65	4.8
De Pompey à Dunkerque (452 km.)	9	95	24	80	45	75	4.6

Tuyaux en fonte :

De P.-à-M. à Rouen (469 k.)	10	10	25	60	57	30	5.7
De P.-à-M. à Bordeaux (895 km.)	20	30	51	80	90	25	4.5
De P.-à-M. à Marseille (760 km.)	17	60	15	»	81	80	1.7

Pour les tuyaux en fonte, expédiés par wagons de 5 tonnes, le rapport des tarifs nouveaux à ceux d'avant-guerre varie entre 9.3 et 12.5 pour les trajets ci-dessus.

M. Peïssi, secrétaire au Comité des Forges, de son côté jugeait ainsi la situation créée par le changement des bases des tarifs de transport :

(1) Prix d'avant-guerre.

(2) Prix depuis le 23 février 1920.

(3) Prix d'après les nouveaux tarifs appliqués au 15 mai 1920.

(4) Rapport des tarifs nouveaux à ceux d'avant-guerre $3 = X$ fois 1.

« Sous prétexte d'unification, les compagnies de chemins de fer ont supprimé les prix fermes et les tarifs réduits d'exportation.

« Ces prix fermes et ces tarifs réduits d'exportation, résultat d'une longue et continuelle adaptation des transports aux nécessités de la vie économique, répondaient à des besoins économiques impérieux et réels ; sans eux, certaines industries n'auraient pu se développer, d'autres même n'auraient pas pu vivre. En les supprimant, les réseaux ont méconnu les besoins qui les avaient fait naître.

« Le nouveau système a eu pour résultat de désorganiser les situations industrielles et de rompre les courants commerciaux qui unissaient les usines aux centres de consommation. Certaines industries, qui s'étaient créées et développées d'après un système de transport, se sont trouvées subitement placées dans des conditions totalement différentes ; privées de leurs anciens marchés et parfois de leurs fournisseurs habituels de matières premières, elles ont subi, de ce fait, un déséquilibre profond. »

La Commission de direction du Comité des Forges, dans son rapport annuel du 18 mai 1922, donne des exemples particulièrement typiques de ces perturbations.

Les usines lorraines sont dans l'impossibilité de recevoir du coke des cokeries françaises du Nord et du Pas-de-Calais et dans la nécessité, par suite de l'élévation excessive des frais de transport, de s'alimenter aux cokeries belges.

« Nous signalerons également, dit le rapport de la commission de direction déjà cité, la difficulté pour les mines de fer du bassin de Lorraine de développer leurs

exportations en Allemagne, la diminution de la consommation de ces mêmes minerais en Belgique, où, alors que la production de fonte en 1921 est de 35 0/0 de celle de 1913, la consommation de minerais de Meurthe-et-Moselle et de Moselle ne s'élève qu'à 1.140.000 tonnes environ, soit 22 0/0 de celle de 1913.

« Nous citerons enfin des usines lorraines qui sont conduites à traiter des minerais médiocres amenés à leurs hauts fourneaux par des transporteurs aériens, alors qu'elles utiliseraient, si les prix de transport par fer n'étaient prohibitifs, des minerais plus riches provenant de mines plus éloignées. »

2° *Les causes d'ordre fiscal et social :*

A. — *La politique financière de la France pendant et après la guerre :*

Les causes de la crise qui viennent d'être analysées ont surtout pesé sur la métallurgie ; celles qui vont être étudiées maintenant sont d'ordre plus général et se sont fait sentir sur toutes les industries.

Tandis que les premières sont d'ordre économique, les secondes sont d'ordre fiscal et social.

Les causes d'ordre fiscal et social peuvent se remener à deux : la politique financière de la France pendant et après la guerre ; l'application de la loi de huit heures, cette seconde cause étant d'ailleurs discutée et discutable.

La politique financière de la France

Et tout d'abord la politique financière de la France pendant la guerre.

En temps de guerre, les moyens pour un pays de se procurer l'argent nécessaire sont : 1° le trésor de

guerre ; 2° l'émission de papier-monnaie avec cours forcé ; 3° l'emprunt ; 4° l'impôt.

La France n'ayant pas de trésor de guerre n'avait donc le choix qu'entre ces trois derniers procédés.

L'émission de billets de banque avec cours forcé a l'avantage de fournir à l'Etat de l'argent sans qu'il ait besoin de payer d'intérêt. Mais, si le nombre de billets de banque devient trop grand, on voit fatalement s'appliquer la loi de Gresham, en vertu de laquelle, dans un pays où il y a deux monnaies, la mauvaise monnaie chasse la bonne. Toutes les transactions n'étant plus désormais faites qu'avec cette monnaie dépréciée, les prix de toutes choses montent : c'est la vie chère, conséquence dont les inconvénients dépassent bien au delà les avantages du papier-monnaie. Néanmoins, on peut recourir à l'émission de papier-monnaie au début de la guerre pour effectuer les paiements immédiatement exigibles avant que les autres procédés n'aient produit de résultat.

L'emprunt est un bon procédé financier, à condition de ne pas en abuser et de ne pas en faire un usage exclusif. En effet, l'Etat qui ne recourrait qu'à des emprunts serait obligé de les émettre dans des conditions de plus en plus onéreuses.

L'Etat doit donc avoir également recours à l'impôt. L'impôt employé seul, qu'il soit ordinaire ou extraordinaire (1), présente le grand inconvénient de ne pas rendre assez. Mais employé concurremment avec l'emprunt, il permettra à l'Etat de ne consentir qu'un faible intérêt à ses prêteurs. Ceux-ci sont, en effet, sûrs d'être remboursés par un Etat qui sait se procurer des ressources nouvelles.

(1) Les réquisitions.

D'autre part, l'impôt, en prélevant une partie des ressources du contribuable, diminue les possibilités d'achat de celui-ci ; ce qui est un résultat particulièrement appréciable en temps de guerre, où la plus sévère économie doit être pratiquée.

Ces principes, que les économistes préconisaient même avant 1914 et qui ont été proclamés avec beaucoup de force par M. Gaston Jéze, professeur à la Faculté de Droit de Paris, n'ont pas été suivis par l'Etat français au cours de la dernière guerre.

Pendant cette période, en effet, la France n'a eu recours qu'à l'emprunt et qu'à l'inflation, et, si elle a établi des impôts nouveaux, ce n'était pour la plupart qu'en remplacement d'impôts anciens qu'elle supprimait, remplacement qui a d'ailleurs apporté de nombreux mécomptes.

Pour ne citer qu'un exemple, l'application de l'impôt sur les bénéfices agricoles a abouti à un dégrèvement des petites exploitations rurales qui, pourtant, réalisaient à ce moment-là des bénéfices beaucoup plus importants qu'avant la guerre.

Le 29 décembre 1919, M. Klotz, en déposant à la Chambre le projet d'emprunt 5 0/0, donnait sur notre situation financière les tableaux suivants :

Montant des crédits ouverts jusqu'en décembre 1919

1914	9 milliards
1915	22 —
1916	33 —
1917	42 —
1918	54 —
1919	48.3 —

Total..... 208.3 —

*Ressources diverses qui ont fourni à la Trésorerie
des moyens de paiement*

Impôts	31.973 millions
Obligation de la Défense Nationale..	49.114 —
Opérations de crédit à l'étranger....	34.000 —
Avances à la Banque de France.....	25.365 —
Emprunts	55.000 —
Total.....	195.452 millions

La différence avec les crédits ouverts était de plus de 12 milliards. Sans insister sur ce point, on peut remarquer que, sur 195.452 millions, 31.973 millions seulement ont été demandés à l'impôt.

Tandis que l'Angleterre, plus prévoyante, triplait en pleine guerre le montant total de ses impôts, la France, par la voix de ses gouvernants, se contentait de dire : « L'Allemagne paiera. »

Le traité de paix a bien causé quelques déceptions. Mais les parlementaires, plus soucieux de leur réélection que des intérêts du pays, n'ont pas eu le courage fiscal, et l'année 1919 a vu croître les avances de la Banque de France de plus de 8 milliards et demi.

Au lieu de payer comptant, le contribuable français a hypothéqué, en somme, ses biens présents et futurs, et, ce qu'il n'a pas payé pendant la guerre, il doit le payer maintenant avec l'intérêt en plus.

Ce n'a été qu'en 1920 que le Parlement s'est décidé à voter de nouveaux impôts.

L'effort financier réalisé en 1920 est, comme on l'a dit souvent, sans précédent. Il devait être d'autant plus grand qu'il avait été plus retardé. Il a créé pour 8 mil-

liards d'impôts nouveaux, dont une grande partie a dû être supportée par le commerce et l'industrie.

D'après M. Raphaël-Georges Lévy, dans le budget de 1921, le tiers des recettes — 7 milliards 700 millions — a été fourni exclusivement par le commerce et l'industrie, alors que l'agriculture n'apportait que 195 millions.

L'Union des Industries Métallurgiques et Minières a donné quelques exemples des conséquences des nouvelles charges fiscales qu'avaient à supporter ses industries. Un des exemples les plus typiques est le suivant : Une locomotive valant 550.000 francs doit supporter 20.000 francs d'impôts, c'est-à-dire plus de 15 fois l'impôt d'avant-guerre.

Avec l'année 1920, l'inflation est arrêtée et la convention du 29 décembre 1920 passée entre le gouvernement et la Banque de France inaugure même une politique de très légère déflation. (L'Etat devait, aux termes de la convention, rembourser à la Banque 2 milliards par an.) (1).

Un tel changement dans la politique financière devait naturellement amener une perturbation profonde dans le monde économique.

Tandis que l'inflation avait provoqué une demande toujours croissante et une hausse générale des prix, l'établissement d'impôts nouveaux, accompagné d'une très faible déflation, a diminué les possibilités d'achat du consommateur et a amené la baisse des prix.

Quant aux émissions d'emprunt à long et à court terme, elles ont concurrencé les emprunts de l'industrie privée. Celle-ci a alors dû accepter des taux d'intérêt

(1) Mais comme les ressources fournies par les impôts ne sont pas encore suffisantes, l'Etat a encore eu recours à l'emprunt.

extrêmement élevés qui ont pesé lourdement sur ses prix de revient. De cet ensemble de faits, il est résulté que les charges de l'industrie et du commerce ont considérablement augmenté, juste au moment où le consommateur, voyant ses possibilités d'achat fortement réduites, restreignait sa demande.

L'Etat consommateur réduit ou supprime les travaux publics à cause du manque d'argent et des coefficients élevés.

L'Etat, pour les régions libérées, limite les travaux de reconstitution pour les mêmes raisons. Les départements et les communes suppriment ou réduisent au strict minimum les travaux et les commandes.

Les compagnies de chemin de fer en exploitation déficitaire sont sans ressources et ne commandent rien.

Les groupements industriels (sociétés d'électricité, de gaz, industries diverses) ont suspendu leurs travaux ou ne les commencent pas, parce qu'ils manquent d'argent et parce qu'ils craignent que le rendement futur de leurs constructions éventuelles ne couvre pas les charges du capital investi, étant donné le coefficient du coût des travaux et le coefficient du loyer de l'argent.

C'est donc avec raison que M. de Wendel, président du Comité des Forges, disait devant la Commission d'enquête sur la situation de la métallurgie, que « la cause de la crise est avant tout une crise de finances publiques » : (1).

B. — *La journée de huit heures :*

Les différentes causes qui viennent d'être examinées semblent suffisantes pour expliquer la crise de sous-

(1) La situation financière obérée de plusieurs pays étrangers a amené des variations fréquentes dans les cours des monnaies et des perturbations profondes dans les échanges.

consommation dont souffre la métallurgie. Mais les Conseils d'administration des différentes Sociétés métallurgiques ne manquent pas, dans le compte rendu de leurs assemblées générales, d'incriminer la loi de huit heures comme étant une des causes principales de la crise que traverse leur industrie.

L'étude qui a été faite plus haut sur la journée de huit heures (à propos de la crise de la production) permet suffisamment, semble-t-il, d'apprécier la valeur de ce jugement. On peut, cependant, remarquer que les critiques, dont la journée de huit heures est l'objet, sont encore moins fondées pendant la crise de sous-consommation que pendant la crise de production, puisqu'au cours de la crise de sous-consommation les métallurgistes n'ont même pas tous pu faire travailler régulièrement leurs ouvriers pendant huit heures.

Au surplus, voici comment M. Rornier, rédacteur en chef de la *Journée Industrielle*, qui est un journal patronal, apprécie la campagne contre les huit heures :

« Vous connaissez la campagne menée par tous les grands groupements économiques contre la loi de huit heures ? Elle a été suivie avec docilité par les parlementaires, et, à l'heure présente, il n'y a pas moins de huit ou dix propositions de loi touchant la revision, la suspension ou l'adaptation de la loi de huit heures. C'est un grand mouvement politique qui s'amorce, parti surtout des Conseils d'administration. Qui souffre le plus de cette loi ? Les Compagnies de chemin de fer. Encore leur a-t-on reproché, à tort ou à raison, d'avoir elles-mêmes appliqué la loi un peu trop rigoureusement,

lorsqu'elles vivaient sous le régime du déficit. Quant aux usiniers, eux, ils redoutent qu'on ne réveille l'agitation. Ils savent, du reste, qu'en maints endroits leurs ouvriers sont prêts à s'entendre avec eux, pourvu qu'on sauvegarde les principes. Enfin, ils sont en période de travail réduit. » (1).

(1) *La Revue de France* (15 mai 1922). A ces différentes causes d'ordre économique et social, on peut ajouter une cause d'ordre politique : l'instabilité de la paix en Europe, qui en contribuant au manque de confiance général, a empêché de faire des prévisions un peu étendues.

TROISIEME PARTIE

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
DU COMITÉ DES FORGES
ET DE LA CRISE DE LA MÉTALLURGIE

CHAPITRE PREMIER

LE COMITE DES FORGES ET LES QUESTIONS ECONOMIQUES

1° *L'union des efforts :*

Pour remédier à une situation aussi grave qu'est celle de la métallurgie d'après-guerre, tous les efforts doivent être tentés : les efforts individuels comme les efforts collectifs. Les uns et les autres doivent avoir leur place dans l'œuvre de reconstitution et de réadaptation, et si les efforts individuels ne font pas l'objet de la présente étude, ils doivent cependant être indiqués sommairement, car ils ont une importance qui ne peut être contestée.

C'est à chaque industriel, en effet, que doit échoir l'étude sévère des prix de revient et la répression du coulage ; c'est à lui d'améliorer l'outillage de son usine, d'organiser scientifiquement le travail, de développer ses services commerciaux ; c'est à lui aussi de veiller à ce que ses ouvriers reçoivent la juste rémunération de leur labeur ; c'est à lui enfin d'instituer des services sociaux qui contribueront à la bonne entente entre le capital et le travail.

Mais tous ces efforts individuels, si grands qu'ils puissent être, sont insuffisants pour résoudre les pro-

blèmes posés par la crise. A l'action de l'industriel isolé doit s'ajouter l'action du groupement aux efforts individuels doit se superposer l'union des efforts.

Or, dans la métallurgie, les cadres de cette union des efforts existent depuis longtemps. Déjà avant la guerre le Comité des Forges, les Comptoirs métallurgiques, les Comités régionaux et l'Union des Industries Métallurgiques et Minières étaient les organisations patronales les plus puissantes de la France. Depuis la guerre, s'il est vrai que les Comptoirs traversent une crise, le Comité des Forges et l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, par contre, voient leurs services se développer et leur importance grandir.

Comment entre ces groupements — Comité des Forges, Comptoirs métallurgiques, Comités régionaux, Union des Industries Métallurgiques et Minières — les attributions sont-elles réparties ?

Au Comité des Forges et aux Comptoirs reviennent les questions d'ordre économique ; à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières sont réservées les questions d'ordre social et fiscal. Quant aux Comités régionaux (1), ils s'occupent à la fois des questions économiques et des questions sociales.

2° *Ce qu'est le Comité des Forges :*

M. Robert Pinot, dans son livre *Le Comité des Forges de France au-service de la Nation*, a défini ainsi ce qu'est le Comité des Forges :

(1) Faute d'une documentation suffisante, il ne sera parlé qu'incidemment des Comités régionaux. A en croire un des secrétaires du Comité des Forges de France, leur rôle surtout social est secondaire. Le Comité des Forges et Mines de Fer de l'Est (qui a comme secrétaire général le vice-président du Comité des Forges de France) a eu à résoudre l'importante question de la main-d'œuvre étrangère.

« C'est un syndicat professionnel, constitué d'après la loi de 1884, ayant, par conséquent, son objet précisé et son champ d'action limité par cette loi. » M. Pinot ajoute d'ailleurs. « C'est peut-être un des syndicats professionnels qui ont le mieux saisi tout ce que la loi de 1884 comprenait dans son esprit et dans sa lettre, tout ce qu'elle permettait de faire pour les intérêts généraux de l'industrie. »

Le Comité des Forges est, en effet, de l'aveu même des présidents et des secrétaires généraux de fédérations ou d'unions de syndicats patronaux d'industries autres que la métallurgie, l'organisme syndical le plus puissant de toute la France (1). Cette puissance, il la doit à plusieurs éléments. A ses adhérents tout d'abord, parmi lesquels figurent les plus gros industriels de notre pays. En 1914, on évaluait le montant des capitaux représentés par le Comité des Forges à 1.150 millions de francs. D'autre part, plusieurs de ses membres ne sont pas seulement de très gros métallurgistes, mais encore des administrateurs d'un très grand nombre de sociétés, de banques, de compagnies de chemin de

(1) Certains ont même représenté le Comité des Forges comme étant un Etat dans l'Etat. M. Pinot, dans son magnifique plaidoyer *pro domo*, qu'est son livre *Le Comité des Forges au Service de la Nation*, a tenu à dire que cette opinion n'était pas fondée. Cependant, un économiste très averti sur la vie des groupements patronaux, M. Georges Valois, a écrit dans *l'Action Française* : « Il est incontestable que M. Pinot est une des premières têtes de l'économie française ; mais il est M. Pinot et Comité des Forges, avec une force que j'admيرerais sans réserve, s'il y avait toujours à la tête de l'Etat un homme et des ministres capables à la fois de faire ducs et pairs les hommes qui doivent l'être et de rappeler aux ducs et pairs, à chaque minute de la vie nationale, que le prince est au-dessus de tout. »

fer (1), etc. Quelques-uns ont siégé ou siègent encore au Parlement. Si le Comité des Forges n'a pas « partout des créatures à lui », (2), il paraît au moins difficile de nier qu'il n'ait pas dans tous les milieux dirigeants de puissantes relations. Cette puissance, le Comité des Forges la doit aussi aux cotisations élevées que ses membres ont su s'imposer. Ce sont ces cotisations qui permettent d'entretenir le différents services du Comité et notamment le service de documentation et d'études qui est un modèle du genre.

Cette puissance, le Comité des Forges la doit enfin à la valeur intellectuelle de celui qui, depuis vingt ans environ, dirige les services de son secrétariat et qui passe dans le monde industriel pour un organisateur de premier ordre.

Organisme puissant, le Comité des Forges est aussi un organisme original. Alors que les Syndicats professionnels groupent généralement des intérêts aussi homogènes que possible, le Comité des Forges a toujours cherché à grouper tous les intérêts semblables ou non. C'est ainsi qu'il compte comme adhérents des producteurs de métal et des transformateurs ; les premiers désirent vendre le métal le plus cher possible, alors que

(1) M. Schneider, par exemple, qui représente Le Creusot, est administrateur des Chantiers et Ateliers de la Gironde, de la Société Normande de Métallurgie, de la Compagnie P.-L.-M., du Crédit Lyonnais, de la Banque de l'Union Parisienne, de l'Union Européenne Industrielle et Financière, de la Skoda et de multiples autres Sociétés françaises et étrangères.

M. Th. Laurent, administrateur-directeur général des Forges et Aciéries de la Marine et Homécourt, est administrateur de la Compagnie Française de Matériel de Chemin de fer, de la Société des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, de la Société Normande de Métallurgie et des Hauts Fourneaux et Forges d'Allevard, etc., etc.

(2) *Le Comité des Forges de France au service de la Nation*. de la Société des Mines d'Anderny-Chevillon, des Chantiers et Ateliers de la Gironde, etc., etc.

les seconds désirent l'acheter au meilleur prix, Une personnalité qui a appartenu au Comité des Forges, et qui est maintenant à l'Union des Syndicats de l'Electricité, pouvait me dire : « La politique du Comité a toujours consisté à mettre ensemble le renard et les poulets. Je vous laisse deviner si ce sont les poulets qui ont mangé le renard ou si c'est le renard qui a mangé les poulets. » (1). Le Comité des Forges a encore une autre originalité. Composé d'une Commission de direction et d'un Secrétariat, c'est le chef des services du Secrétariat qui, d'après de nombreux témoignages, exercerait toute l'autorité. Le Comité des Forges aurait ainsi une forme monarchique. Comment se fait-il que des personnages aussi importants que les maîtres de forges abandonnent le soin de diriger la politique du Comité à un homme qui est sans doute d'une rare distinction d'intelligence et de culture, mais qui n'est qu'un « agent » ?

(« On appelle « agent », dans l'aristocratie industrielle et financière, écrit M. Romier, toute personne qui doit sa place à des vertus autres que celles d'un paquet de titres négociables en bourse ».) (2).

C'est que les maîtres de forges, semblables à de brillants officiers de cavalerie, à qui répugnent les choses matérielles, préfèrent ne pas s'occuper eux-mêmes des affaires syndicales. Peut-être est-ce aussi parce que le chef des services du Secrétariat a su acquérir un ascendant et une autorité qui savent s'imposer.

Organisme puissant et original, le Comité des For-

(1) Les poulets, qui ont trouvé que la vie en commun avec le renard présentait quelques inconvénients pour leur sécurité, ont été se réfugier à la Fédération de la Mécanique.

(2) *L'Opinion* du 22 décembre 1922.

ges a été le pôle d'attraction de nombreux syndicats (1) M. Pinot, dans son livre déjà cité sur le *Comité des Forges au service de la Nation*, tient à ce qu'on ne confonde pas le Comité des Forges et la « rue de Madrid ». La « rue de Madrid » est un grand immeuble qui appartient à la Caisse syndicale contre les accidents et qui est le siège d'un certain nombre de syndicats professionnels, de plusieurs sociétés d'assurances, de la Société des Cokes de Hauts Fourneaux et de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières. Confondre le Comité des Forges et la « rue de Madrid », c'est prendre la partie pour le tout. Mais il faut reconnaître que le Comité des Forges joue au milieu de ces groupements un rôle prééminent.

Le chef des services du secrétariat du Comité des Forges est le grand animateur de tout cet ensemble. Vice-président du Comité des Forges, il est à la fois Secrétaire général des chambres syndicales du matériel de chemin de fer, de la Construction navale, du Matériel de guerre, des Forces hydrauliques et des Mines de fer de France, Membre du Conseil de la Caisse syndicale de retraite des Forges, de la Construction mécanique, des Industries électriques et de celles qui s'y rattachent, Secrétaire du Conseil de la Caisse syndicale d'assurance mutuelle des Forges de France contre les accidents du travail, Trésorier de l'Association Métallurgique et Minière contre la Tuberculose, Administrateur de la Caisse foncière de crédit pour l'amélioration du logement dans

(1) L'Union des Syndicats patronaux des Industries textiles de France, par exemple, qui s'est formée le 25 avril 1901, a tenu ses premières assemblées au siège du Comité des Forges, qui était alors 32, boulevard Haussmann. Les adhérents à l'Union textile n'aiment pas beaucoup qu'on leur rappelle ce détail sur l'origine de leur groupement.

l'industrie, Administrateur du Comptoir général du Logement économique, Administrateur de la Caisse industrielle d'assurance maritime et de transports, et, enfin, Délégué général de l'Union des Industries métallurgiques et minières de la Construction mécanique, électrique et métallurgique et des industries qui s'y rattachent. Mais parmi toutes ces fonctions, ce sont surtout celles de Secrétaire général des différents syndicats de producteurs et de Délégué général à l'Union des Industries métallurgiques et minières qui confèrent au Vice-Président du Comité des Forges une très grande autorité et une très grande puissance.

Le Comité des Forges étant ainsi défini, il importe de rechercher maintenant comment et sur quels points son activité s'est exercée pour remédier à la crise de sous-consommation dont souffre la métallurgie.

A la différence de la plupart des groupements patronaux qui, pour donner plus de poids à leurs vœux ou à leurs demandes, ont recours à la presse ou à des manifestations plus ou moins grandioses, telles que discours, conférences, semaines (semaine du commerce extérieur, semaine des transports, semaine du vin, etc.), le Comité des Forges, lui, semble préférer que le silence le plus complet règne sur ses démarches. Et si l'on s'en étonne devant un membre du Comité, celui-ci ne manque pas de dire : « Ce n'est pas l'habitude de la maison d'entretenir le public de nos désirs et de nos demandes ; mais soyez assuré que la commission et le ministre compétents sont parfaitement informés du point de vue du Comité des Forges. »

Ces paroles suffisent à faire comprendre la difficulté de l'œuvre entreprise ici.

Les questions que le Comité des Forges a eu à étudier ou à résoudre pour conjurer la crise sont :

- Le problème soulevé par le retour de la Lorraine ;
- Les questions douanières ;
- La question des livraisons en nature ;
- La question du ravitaillement en combustible ;
- La question des tarifs de chemins de fer ;
- La question des débouchés de la métallurgie ;
- La question des Comptoirs,

et la question des ententes internationales de producteurs.

3°. — *Le Comité des Forges et le retour de la Lorraine.*

Le Comité des Forges avait prévu depuis longtemps que le retour de l'Alsace et de la Lorraine amènerait une perturbation profonde dans la situation de la métallurgie française.

Dès le 28 octobre 1915, le Secrétaire général du Comité des Forges exposa à la commission sénatoriale chargée d'étudier l'organisation économique du pays pendant et après la guerre les données du problème que ne manquerait pas de soulever le retour des usines métallurgiques de Lorraine annexée.

La même question fut traitée, et un certain nombre de solutions furent proposées, le 17 février 1917 devant le Comité d'Etudes économiques et administratives d'Alsace-Lorraine, le 14 juin 1917 devant la Société de l'Industrie minière, et le 23 novembre 1918 devant la Section d'Etudes des questions économiques et administratives d'Alsace-Lorraine siégeant au ministère de la Guerre.

La principale solution proposée par le Comité des Forges était la suivante :

« Pendant les premières années (1) au moins il faudra conserver à l'industrie métallurgique annexée ses débouchés habituels.

Quels étaient-ils en effet ?

Une partie de la fonte, de l'acier brut et des demi-produits obtenus en Lorraine-Sarre vont en Westphalie dans les usines de dénaturation.

Si, pour une raison quelconque, on empêchait ces produits d'aller là où ils allaient autrefois, on aboutirait à deux conséquences excessivement graves :

La première serait d'amener les usines allemandes qui possèdent en Lorraine des hauts fourneaux, à créer à côté de ceux-ci, c'est-à-dire en France, des aciéries pour transformer leur fonte en acier à l'abri de la barrière douanière ; ce serait augmenter ainsi d'une façon fort dangereuse la crise de surproduction qui sévira en France sur les produits finis en acier. La seconde conséquence serait d'engager les aciéries et les usines de dénaturation (de la fonte) en Westphalie, à y construire des hauts fourneaux, de façon à s'assurer leurs matières premières qu'elles ne recevraient plus de Lorraine. On provoquerait doublement ainsi la construction d'usines nouvelles qui viendraient augmenter d'une façon très importante la production mondiale de l'acier et contribueraient encore à la crise générale de surproduction.

Il semble donc qu'il y ait lieu d'examiner s'il ne sera pas nécessaire de spécifier dans le traité de paix, si

(1). Déposition de M. Pinot devant la Commission sénatoriale, tirée du *Bulletin du syndicat des mécaniciens chaudronniers et fondeurs* du mois d'août 1916, p. 25.

on ne peut le faire par d'autres moyens, que les produits des usines de la Lorraine et de la Sarre, ou tout au moins une certaine proportion de ces produits, seront à leur entrée en Allemagne exonérés de tout droit de douane (1).

De plus, le Comité des Forges suggérait d'établir sur les usines métallurgiques de la Sarre une surcharge fiscale pour les mettre au niveau des usines françaises. « Sans cela, les produits métallurgiques élaborés dans la Sarre jouiraient, au point de vue du prix de revient, d'un avantage tellement considérable, étant donné déjà leur proximité du charbon et du minerai, qu'ils écraseraient les produits élaborés par les usines françaises. » (2).

Le Traité de Versailles n'adopta que la première suggestion. L'article 31 de l'annexe relative à la Sarre dit en effet : « Aucune taxe d'exportation ne sera mise sur les produits métallurgiques ou le charbon sortant dudit territoire à destination de l'Allemagne. Pendant cinq ans à dater de la mise en vigueur du présent traité, les produits originaires et en provenance dudit bassin de la Sarre jouiront de la franchise d'importation en Allemagne. » Et l'article 268 : « Pendant une

(1). Un de nos journaux financiers les plus lus et les plus importants avait fait paraître, le 22 décembre 1915, un article dans lequel il réclamait l'exterritorialité de la région Thionville. « La reprise, disait en substance l'auteur de l'article, de l'Alsace et de la Lorraine, sujet d'allégresse pour la France entière, va cependant créer une situation difficile pour la sidérurgie de l'Est qui ne pourra lutter immédiatement... » Pour « parer à ce danger », il proposait d'écarter les métallurgistes allemands de Thionville du marché français en leur conservant le statu quo économique par un régime douanier et ferroviaire spécial ».

M. Pralon, alors vice-président du Comité des Forges, a tenu à dire que cet article ne reflétait ni de près ni de loin une opinion émise dans une des réunions du Comité des Forges.

(2) Article de M. Engerand: *La Peur de l'Abondance*, dans l'*Illustration Economique et Financière* du 15 mai 1920.

période de cinq années à dater de la mise en vigueur du présent traité, les produits naturels ou fabriqués, originaires ou en provenance des territoires alsaciens et lorrains réunis à la France, seront reçus à leur entrée sur le territoire douanier allemand en franchise de tous droits de douane. Le gouvernement français fixera chaque année, par décret notifié au gouvernement allemand, la nature et la quotité des produits qui bénéficieront de cette franchise. Les quantités de chaque produit qui pourront être ainsi envoyées annuellement en Allemagne ne pourront dépasser la moyenne annuelle des quantités envoyées au cours des années 1911 à 1913. »

Et le dit article édicte les mêmes dispositions pour les mêmes produits en provenance du grand-duché du Luxembourg, mais en donnant non plus à la France mais aux puissances alliées et associées le pouvoir d'en fixer la quantité.

A cause de la baisse incessante du mark, les usines de la Sarre et de la Lorraine n'ont que peu profité de la faculté qui leur était donnée par le traité. Etant passées dans des mains françaises, conformément au désir du Comité des Forges (1) les usines de Lorraine, qui avaient été créées par les Allemands pour former une industrie servante de l'industrie westphalienne, se sont trouvées « coupées de leurs approvisionnements et de leurs débouchés », suivant l'expression même de M. R. Pinot (2).

(1). « Il ne sera pas possible de laisser dans la nouvelle France une industrie aussi importante que l'industrie métallurgique possédée, pour une aussi grande part, par des personnalités de nationalité étrangère. » (Robert Pinot, *La Métallurgie et l'Après-Guerre*.)

(2). Enquête de M. A. de Tarde (*Revue de France* du 15 mai 1922).

L'idée est alors venue à plusieurs métallurgistes français de négocier avec les métallurgistes allemands pour renouer les liens qui réunissaient avant le traité de paix la métallurgie lorraine à la métallurgie westphalienne.

M. Gaston Japy, sénateur du Doubs et industriel bien connu, qui n'a pas eu à se louer des Allemands puisque son usine de Beaucourt a été complètement détruite par eux, a fait au groupe sénatorial de l'Union Républicaine, au cours de l'été 1921, les déclarations suivantes : « Je ne vois qu'une solution à la crise épouvantable à laquelle marche notre métallurgie : c'est un accord avec les industriels allemands. Il est évident qu'il est dur de dire que nous devons envisager une espèce d'association avec nos ennemis, auteurs de tant de meurtres et de ruines dans notre pays, mais il faut que cette importante vie métallurgique française continue. Les Allemands avaient voulu détruire toute notre métallurgie, espérant bien devenir maîtres de la Lorraine française et de ses mines de fer et, par conséquent, créer un immense trust métallurgique du genre de la Steel Corporation, imposant ses produits et ses prix à l'Europe et au monde.

« Ce rêve est évanoui, mais il ne faut pas que les Allemands, qui ont la houille et le coke bon marché, reconstituent leurs organisations rompues par la nouvelle frontière. Ils peuvent trouver du minerai en Suède, dans le pays de Siegen, en Autriche.

« Ces usines pourront dans ces conditions vendre des produits allemands de Westphalie sans s'occuper de la Lorraine. Ces accords, hélas ! indispensables, pourront peut-être mieux que tous les traités amener la paix

entre la France et l'Allemagne, sauver notre métallurgie et faciliter les paiements de l'Allemagne.

« La situation que j'ai exposée est tellement connue des Anglais qu'elle explique en grande partie l'attitude de nos alliés.

« Les Anglais veulent maintenir le désaccord entre la métallurgie française et la métallurgie allemande, nous faire payer cher la houille afin de faire triompher leur propre métallurgie et leur marine marchande. Le gouvernement anglais défend l'Allemagne dans le but de nous empêcher d'étudier avec nos ennemis des accords. »

Et M. Japy proposait en terminant un accord franco-allemand dont les principaux éléments étaient les suivants :

Les Allemands accorderaient à nos métallurgistes des concessions dans le bassin de la Ruhr, et ils nous livreraient le charbon et le coke au prix le plus bas de leur marché intérieur.

Par contre, nous devrions leur céder le minerai dont ils ont besoin.

La Journée Industrielle du 27 mai 1922 signalait qu'au cours de conversations, qu'il avait eues avec nos métallurgistes, M. Hugo Stinnes « avait nettement déclaré qu'à son sens il faudrait favoriser les importations en Allemagne de produits métallurgiques français semi-ouvrés, car l'industrie transformatrice allemande ne pourrait être suffisamment alimentée par l'industrie métallurgique primaire allemande, celle-ci ayant été diminuée par la perte de la Lorraine et d'une partie de la Haute-Silésie ». Et l'idée germant que, si des courants commerciaux normaux pouvaient être organisés entre les mines de la Rhur et nos usines métallurgiques

d'une part, et entre ces mêmes usines métallurgiques et les usines transformatrices allemandes d'autre part, on pourrait éviter que les groupes Thyssen, Kloeckner et autres ne reconstruisent en Westphalie, Hagondange, Knutange, etc. On en est arrivé à des pourparlers plus précis. Ces pourparlers étaient dirigés du côté allemand par M. Hugo Stinnes, du côté français par M. Jules Bernard. Hugo Stinnes est l'industriel le plus connu et le plus puissant de l'Allemagne actuelle. M. Jules Bernard est administrateur de plusieurs sociétés métallurgiques importantes: Usines métallurgiques de la Basse-Loire, Aciéries du Nord et de l'Est, Forges et Aciéries de Nord et Lorraine (1) (usines d'Uckange en Lorraine, participation de 60 0/0 dans l'usine Stumm de Neukirchen dans la Sarre); de plus, il est administrateur de la Banque de Paris et des Pays-Bas et il a des intérêts dans la fameuse Ilva. Parlait-il au nom du Comité ou en son nom propre? Il est impossible de le dire. Voici en tout cas les grandes lignes de l'accord:

« Les usines lorraines ont été construites sur le minerai, justement pour parer à la difficulté de transporter à bon compte celui-ci. Actuellement, tandis que nous nous démenons pour nous ouvrir les marchés d'exportation, les sociétés allemandes, jadis propriétaires des usines lorraines, reconstruisent sur leur territoire de nouvelles usines.

« On pourrait donc s'accorder sur les bases suivantes:

« 1^o Interruption de la construction des nouvelles usines métallurgiques primaires allemandes;

(1). Un procès actuellement en cours montre même que des tracasseries existèrent avant même la signature de la paix entre ceux qui devaient devenir administrateurs de la Société métallurgique de Nord et Lorraine et les industriels allemands possesseurs d'usines en Lorraine. (Voir la *Journée Industrielle* du 3 janvier 1923.)

« 2° Fourniture régulière par la Ruhr à la Lorraine d'une quantité de coke donnée (ceci après l'expiration de la période de livraisons indemnitaires) ;

« 3° Fourniture à l'industrie allemande, à prix favorisés, d'une certaine quantité de demi-produits fabriqués par les usines lorraines Hagondange, Knutange et Rombas ;

« 4° Intervention financière allemande dans ces usines (on a parlé du quart du capital). »

La Journée Industrielle, qui a dévoilé ces pourparlers, communique en même temps l'interview qu'a eu un de ses collaborateurs avec « une personnalité qui, plus que tout autre, était qualifiée pour répondre à ses questions » :

D. — Que pensera la construction mécanique française, dont l'approvisionnement sera forcément rendu plus difficile et qui sera sans doute un peu sacrifiée à la mécanique allemande, favorisée par l'accord ?

R. — La mécanique n'est pas une industrie vitale de notre pays, tandis que la métallurgie, du fait que la nature nous a dotés du minerai, en est une.

D. — Pourtant la mécanique occupe une très nombreuse main-d'œuvre. N'expose-t-on pas cette main-d'œuvre à un chômage partiel ?

R. — Nous n'entrons pas dans ces considérations. Veut-on, oui ou non, que la métallurgie vive ?

D. — Les propriétaires actuels des usines d'Hagondange, Knutange et Rombas sont-ils d'accord ? On semble disposer de leurs usines comme si elles ne leur appartenaient pas.

R. — Elles ne leur appartiennent effectivement pas, n'étant pas payées. Le gouvernement a voix au chapitre.

D. — Une firme lorraine, Hagondange, ne semble-t-

elle pas envisager, pour son compte personnel, un accord avec l'industrie luxembourgeoise qui pourrait peut-être s'étendre à l'industrie rhénane ? La nomination d'un Luxembourgeois, M. Kugener, à la direction de son usine, n'est-elle pas la marque que cet accord est en voie de réalisation ?

R. — Si elle le fait, tant pis pour elle, puisque l'usine lui fut cédée sous bénéfice que sa production serait réservée aux producteurs français. L'acte de cession tombe de lui-même si une intervention étrangère se produit.

D. — Mais pourra-t-on logiquement, si on annule pour motif d'intervention étrangère l'acte de cession d'Hagondange, faire travailler ensuite Hagondange pour l'Allemagne et avec une participation allemande, c'est-à-dire faire en somme ce qu'on aura reproché aux propriétaires actuels d'Hagondange ?

Cette question, posée plusieurs fois, n'a pas obtenu de réponse. » (1).

Un autre industriel, très au courant des tractations engagées, jette sur elles quelques clartés.

« Outre l'accord des chefs, dit-il, on envisagerait, en cas de résistance de l'opinion publique ou des gouvernements, un accord entre les groupements ouvriers des deux pays. Le programme comportait ainsi un appel aux prolétariats de France et d'Allemagne que l'on eût attirés par quelques belles phrases. Et ainsi trouvons-nous quelques points de contact curieux entre l'internationale financière et l'internationale ouvrière. » (2).

La divulgation des pourparlers a, comme on le comprend facilement, amené leur échec et le problème

(1). *Journée Industrielle* du 27 septembre 1922.

(2). *Journée Industrielle* du 30 septembre 1922.

soulevé par les usines de Lorraine est toujours pendant.

4°. — *Le Comité des Forges et les questions douanières.*

Pour arrêter pendant la crise de sous-consommation la concurrence étrangère sur le marché national, presque toutes les industries ont réclamé une protection douanière plus efficace. La Métallurgie n'a pas fait exception. Le Comité des Forges, qui a été créé en 1864 en grande partie pour réagir contre la politique libre-échangiste du Second Empire, est resté fidèle au principe qui a présidé à sa formation (1). Rendre les métallurgistes français maîtres absolus du marché intérieur a toujours été sa politique.

Lors de la révision douanière de 1910, il avait obtenu le maintien des droits élevés que la loi de 1892 avait accordés à la métallurgie, et pourtant, entre 1892 et 1910, les conditions dans lesquelles se trouvait cette industrie s'étaient singulièrement améliorées à la suite de la mise en valeur du bassin de Briey.

Avant la guerre, « le tarif douanier des fontes atteignait 27 0/0 de leur valeur et celui des aciers et tôles 60 à 70 0/0, alors que l'ensemble de l'industrie n'avait que 15 0/0 de protection et la mécanique seulement 6 0/0 (2) ».

Comment expliquer pour la métallurgie une situation aussi privilégiée ? Deux sortes de raisons peuvent en être données :

(1). « *La Sidérurgie.* » « On voit quand on parcourt les procès en cause du Comité des Forges pendant les premières années de sa création, que les Maîtres de Forges donnent tous leurs soins à l'étude des questions douanières. »

(2) *Rapport du Groupement XI de la Confédération Générale de la Production française sur la question douanière (1922).*

D'abord la métallurgie pouvait être légitimement considérée comme étant une industrie essentielle à la défense nationale. Il est vrai que le droit de douane était un moyen inefficace pour sauvegarder l'existence des usines métallurgiques éloignées de la frontière du centre par exemple (qui seules pendant la dernière guerre ont pu rendre des services à la défense nationale), puisqu'il n'empêchait pas la métallurgie du Nord et de l'Est de les concurrencer. Un système de primes ou de commandes spécialement réservées pour les usines mal placées au point de vue du minerai ou du charbon, mais situées loin de la frontière du Nord et de l'Est, aurait été évidemment préférable.

Mais la raison de la défense nationale ne suffit pas pour expliquer le privilège dont jouissait la métallurgie. Une cause si intéressante et si légitime qu'elle soit n'a de chance de triompher devant les Chambres que si les parlementaires sentent qu'il y a pour la soutenir une force agissante qu'il est préférable de ne pas s'aliéner. Or, le Comité des Forges était déjà avant la guerre une force agissante qui, de plus, savait défendre ses intérêts avec beaucoup d'habileté.

Le Secrétaire général du Comité des Forges d'alors étant également Secrétaire général de l'Union des Industries métallurgiques et minières et des Syndicats de construction mécanique de la rue de Madrid, présentait les demandes de la métallurgie non seulement au nom du Comité, mais encore au nom de différents Syndicats, si bien que l'on pouvait croire que l'accord était complet entre métallurgistes et transformateurs (1). M. Jean Plichon, Rapporteur de la commission des douanes de la Chambre, paraît lui-même s'y être trompé, lors-

(1). « C'est l'éternelle équivoque », disent les mécaniciens.

qu'il écrivait dans son rapport : « Le Comité des Forges a joué le rôle difficile de conciliateur des différents intérêts en présence, qui finirent par se mettre d'accord par voie de transaction réciproque sur un cahier commun de revendications, où producteurs et consommateurs mirent en commun leurs signatures. »

En effet, dès que le rapport de M. Plichon fut connu, le Syndicat des industries électriques, Syndicat de consommateurs, envoya une protestation, dans laquelle il déclarait qu'il ne savait même pas que cet accord avait existé, et que l'étude du Comité des Forges était restée si secrète qu'il n'avait pu se la procurer, et pourtant, parmi les majorations de droits qu'approuvait le rapport de la commission, certaines des plus importantes atteignaient directement l'industrie électrique. D'autres Syndicats de consommateurs étaient d'ailleurs restés dans la même ignorance : le Syndicat des mécaniciens, chaudronniers et fondeurs par exemple.

Pendant la guerre, le Comité des Forges s'est opposé avec succès à la proposition de loi de M. Engerand qui avait pour objet de suspendre pendant la durée des hostilités les droits d'entrée sur les fontes, fers et aciers.

Quels arguments pouvait-il alléguer pour s'opposer à une mesure qui paraissait utile à la défense nationale ? La déposition du Vice-Président du Comité des Forges, le 18 mai 1917, devant la commission de l'armée, répond à la question.

Après avoir proclamé son désintéressement et son souci de l'intérêt général, le Vice-Président du Comité des Forges s'efforçait de montrer aux membres de cette commission que ce qui empêchait le métal d'entrer en France ce n'était pas la protection douanière, mais les frets et le « contingentement » que pratiquait l'Angle-

terre, et il faisait remarquer que l'Etat, ne percevant plus de droits de douane sur les métaux importés, renonçait à une ressource de 300 millions environ. Mais le véritable motif de l'opposition du Comité des Forges à la suspension des droits de douane semble être celui que le Vice-Président indiquait lui-même à la fin de sa déclaration.

« Le second danger, disait-il, est que, lorsqu'on aurait supprimé temporairement les droits de douane, il y aurait un moment délicat pour les rétablir. Lorsque les hostilités seront achevées, au moment où on commencera à essayer de remettre nos régions en activité, à reconstruire nos usines, peut-être demanderait-on que cette suspension des droits de douane soit maintenue ; à ce moment, à supposer que les autres motifs d'empêchement vinssent à disparaître, qu'il y ait des bateaux en suffisance pour nous apporter le métal, que les gouvernements étrangers puissent le laisser sortir en quantité, une entrée en masse pourrait se produire. »

En somme, avant et pendant la guerre, la politique douanière du Comité des Forges a remporté un succès complet.

Après la guerre, la situation s'est transformée profondément.

Avec le retour à la liberté commerciale, qui a été réalisée en grande partie au cours de l'année 1919, il s'est agi « de rétablir à son taux normal la protection accordée à l'industrie française par les lois de douane en vigueur, en tenant compte de la hausse considérable des prix de toutes choses et des conditions d'infériorité imposées par les circonstances à la production nationale au regard de la concurrence étrangère.

Un premier décret daté du 14 juin 1919 a cherché à

rétablir le pourcentage que représentait en 1914 le droit de douane par rapport à la valeur de la marchandise importée, en superposant au droit inscrit au tarif une surtaxe ad valorem. A l'épreuve des faits, les multiples inconvénients de ce système n'ont pas tardé à se manifester et sa mise en application dut être rapidement abandonnée. Dès le 8 juillet 1919, en effet, paraissait un décret portant remplacement des surtaxes ad valorem par des coefficients de majoration des droits spécifiques...

Le décret du 8 juillet, comme celui du 14 juin, a laissé systématiquement de côté tous les produits de la grosse métallurgie, et aucun relèvement n'a été admis en faveur de la fonte brute et des laminés ; seuls, les droits sur les ferros, aciers à outils et aciers spéciaux, le fer blanc, etc., ont été affectés d'un coefficient. » (1).

Les prix ayant continué à monter pendant la fin de l'année 1919 et les premiers mois de 1920, la protection douanière reperdait toute efficacité. Aussi le Comité des Forges s'est-il décidé, dès le mois d'octobre 1920, par des démarches faites en union avec l'Association de l'Industrie et de l'Agriculture Françaises, à « attirer l'attention des représentants du pays sur les dangers que faisait courir à l'industrie métallurgique une protection douanière (qu'il jugeait) insuffisante » (2) et à adresser à la Commission interministérielle de révision des coefficients de majoration des rapports établissant « les avantages que nos concurrents étrangers retirent de conditions économiques plus favorables » (3) et faisant ressortir la nécessité pour la métallurgie française d'avoir un coefficient au moins égal à 3.

(1), (2) et (3). Rapport de la Commission de Direction du Comité des Forges.

Le décret du 29 juin 1921 a établi des coefficients très inférieurs à ceux qui avaient été demandés. C'est pourquoi, dès la publication de ce décret, le Comité des Forges a tenu à nouveau à joindre à une démarche faite par l'Association de l'Industrie et de l'Agriculture Françaises pour exposer au Président du Conseil l'insuffisance des nouveaux coefficients eu égard aux conditions actuelles de la production » (1).

Les nouvelles demandes du Comité des Forges ont été, au cours de l'année 1922, l'objet de nombreuses discussions à la commission interministérielle de révision des coefficients de majoration et même au ministère du Commerce.

La commission interministérielle n'a pas accepté les conclusions de son rapporteur qui proposait de porter à 2 les coefficients qui étaient de 1,5 à 1,7 (alors que le Comité des Forges avait demandé 3) (2), et ce n'est qu'après avoir rejeté un relèvement général que la commission a examiné le cas de quelques produits et qu'elle a adopté pour certains un coefficient de majoration plus élevé.

Mais le décret n'a pas paru avant le 1^{er} janvier 1923. et comme c'est à partir de cette date que les attributions confiées au gouvernement par la loi de 1916 ont cessé, la question douanière doit être maintenant discutée devant le Parlement.

La politique douanière du Comité des Forges a donc

(1). Rapport de la Commission de Direction du Comité des Forges (année 1922).

(2). Pour les aciers spéciaux (article 207 *quater* du tarif), le Comité des Forges proposait même d'élever le coefficient de 2,3 à 6.

subi, depuis la guerre, plusieurs échecs (1). Comment les expliquer ?

Avant la guerre, la politique protectionniste du Comité des Forges ne rencontrait aucun obstacle sérieux de la part des industries consommatrices de la métallurgie ; depuis la guerre, une opposition très ferme s'est constituée dans le monde des transformateurs et des constructeurs.

La campagne très véhémement menée pendant la guerre par M. Niclause, Président du Syndicat des mécaniciens chaudronniers et fondeurs contre le Comité des Forges a attiré l'attention du gouvernement et des intéressés sur la protection exagérée dont jouissait la métallurgie.

Dans la séance de la Chambre du 14 février 1919, le gouvernement, par la voix de M. Loucheur, a condamné cette protection douanière de la façon la plus expresse.

Quant aux intéressés, ils ont, pour la plupart, adhéré à la Fédération des Syndicats de la construction mécanique, électrique et métallique de France, qui a été constituée en mai-juin 1921, sous les auspices du Syndicat des mécaniciens chaudronniers et fondeurs de France.

La Fédération de la mécanique, qui groupe 40 syndi-

(1) Il ne faudrait d'ailleurs pas exagérer l'échec du Comité des Forges. Une protection d'une autre nature semble jouer au profit de l'industrie métallurgique. Le ministère des Travaux publics aurait ainsi, au mois de juin 1922, obligé une compagnie de chemins de fer à donner pour une commande de rails la préférence à l'industrie française au détriment d'une maison belge, qui, compte tenu des droits de douane, offrait des prix de 20 francs moins élevés. « Ainsi, me disait un industriel belge, on oblige vos compagnies de chemins de fer à acheter leur matériel à des prix plus élevés que ceux que peuvent obtenir les compagnies étrangères, et après cela vos métallurgistes, qui profitent pourtant de cette aubaine, s'étonnent que les tarifs de chemin de fer soient plus élevés en France qu'à l'étranger. »

cats, a pour objet d'étudier toutes les questions d'ordre économique susceptibles d'intéresser les industries consommatrices de métaux, de défendre leurs intérêts et de faire adopter par les autorités compétentes les solutions préconisées par sa commission.

La Fédération de la mécanique a déployé une très grande activité pour organiser la résistance contre les prétentions du Comité des Forges au point de vue douanier.

La *Journée Industrielle* donne l'aperçu suivant sur les arguments de la Fédération de la Mécanique et sur les discussions dont la Commission interministérielle de revision des coefficients de majoration a été le théâtre.

— Les affaires n'iront pas, disent les métallurgistes, tant que nous n'aurons pas obtenu le renforcement des barrières douanières. Notre protection actuelle est nettement insuffisante. Elle est, d'ailleurs, proportionnellement inférieure à ce qu'elle était avant la guerre pour la plupart de nos produits et l'on n'a pas fait subir à nos coefficients un relèvement comparable à celui des coefficients protégeant les autres industries françaises.

— L'intérêt national veut incontestablement, répondent à cela les consommateurs de produits métallurgiques, c'est-à-dire les transformateurs et constructeurs, que l'industrie métallurgique française soit prospère ; mais si ce devait être au détriment de l'industrie de la construction mécanique, l'intérêt national ne serait pas sauvegardé.

« Si nos prix de revient renchérissent, c'est nous qui à notre tour ne pourrons plus nous défendre contre la concurrence étrangère. Nous serons contraints au chô-

mage, ce qui sera une catastrophe pour notre nombreuse main-d'œuvre. »

— Il ne s'agit pas d'une protection nouvelle, répondent à cela les métallurgistes, mais seulement d'un retour à la situation d'avant-guerre. Il ne saurait, d'ailleurs, s'agir d'une protection nouvelle, tant que notre législation douanière sera établie sur les bases choisies en 1892, mais seulement d'une réadaptation des coefficients qui nous concernent, pour les remettre en harmonie avec les vôtres.

— Vous oubliez, rappellent alors les constructeurs, que les tarifs d'avant-guerre ont déjà fait l'objet entre nous d'un long désaccord et que nous avons toujours protesté contre l'insuffisance de notre protection douanière, par rapport à la votée. Vous donner satisfaction, ce serait donc restaurer une situation contre l'injustice de laquelle nous n'avons cessé de nous élever. »

La Fédération de la Mécanique demande aussi qu'« un principe méthodique conforme à la logique et à l'équité » soit substitué « au désordre qui a régi jusqu'ici l'établissement ou les modifications de notre tarif douanier ». (1).

« Tous les droits inscrits dans le tarif douanier, a écrit M. Sciama, président du Syndicat des Industries Electriques et vice-président de la Fédération de la Mécanique, qu'ils émanent de l'initiative gouvernementale ou d'amendements parlementaires, n'ont jamais eu de base rationnelle, ni de corrélation logique entre eux. Ils ont été, en général, des moyens termes conciliateurs entre des prétentions et des résistances également exagérées, moyens termes obtenus sous la pression d'in-

(1). *La Révision du Tarif douanier* (1918), document émanant du Syndicat professionnel des industries électriques.

fluencés politiques, économiques et sociales, totalement ignorantes du détail des questions.

« Les droits de douane se justifient comme protection de la main-d'œuvre indigène contre la concurrence des autres pays. Si l'on défend ainsi une industrie, ce ne doit pas être pour sauvegarder ou accroître ses bénéfices, mais bien pour assurer son existence, c'est-à-dire un salaire rémunérateur au travail de ses ouvriers.

« Obligés de puiser dans les industries métallurgiques toutes les matières premières nécessaires à la fabrication de nos appareils, nous avons le droit de réclamer pour le travail de nos ouvriers la même sollicitude de l'Etat, la même protection, puisque ce travail supporte les mêmes charges.

« Dans un même groupe d'industries connexes, produisant ou traitant les mêmes matières premières, 100 francs de main-d'œuvre française doivent être protégés par le tarif douanier de même façon, à quelque industrie de transformation que cette main-d'œuvre appartienne. »

M. Sciama ne méconait pas, d'ailleurs, que des considérations de politique générale puissent entraîner les pouvoirs publics à protéger certaines industries plutôt que d'autres, mais il lui semble absolument nécessaire que la balance soit égale entre toutes celles qui dépendent les unes des autres par l'élaboration successive des mêmes produits et « qu'au cas où l'on voudrait favoriser l'une ou l'autre, on ait la mesure exacte de l'inclinaison du fléau ». (1).

(1) La méthode Sciama consiste tout d'abord à établir d'après les quantités diverses de matières entrant, par exemple, dans la fabrication de chacun des appareils électriques, la proportion de main-d'œuvre, que l'élaboration de ces matières a déjà absorbée et à la com-

A la Fédération de la Mécanique on ne nie pas la nécessité d'une certaine protection pour la métallurgie, mais on ne veut pas qu'elle soit exagérée.

« Du moment que l'agriculture est protégée, me dit un de ses membres les plus autorisés, il est juste que la métallurgie le soit aussi, mais il ne faut tout de même pas dépasser une certaine mesure. » (1). Cette manière de voir est beaucoup plus modérée et plus pratique que celle de M. Niclause, l'ancien président du Syndicat des Mécaniciens, Chaudronniers et Fondeurs, qui préconise la suppression complète des droits de douane pour la métallurgie et le versement aux maîtres de forges d'une prime proportionnelle au charbon consommé par eux pour leur permettre de produire dans des conditions aussi avantageuses que les métallurgistes étrangers.

Telle qu'elle a été de 1919 à fin 1922, la protection

parer à la quantité de main-d'œuvre utilisée par l'industriel électrique pour la transformation dernière de ces matières.

Si on représente par P le total des mains-d'œuvre incorporées dans les matières utilisées dans la fabrication de l'appareil électrique et par Q la protection dont elles jouissent, le rapport Q/P donne le taux moyen de protection des industries métallurgiques en fonction de la main-d'œuvre qui y est incorporée.

Si, d'autre part, on représente par P' le montant de la main-d'œuvre de fabrication de l'appareil dans les ateliers du constructeur électrique et par Q' le montant de sa protection douanière diminuée de l'ensemble des droits Q qui protégeaient les matières employées, le rapport Q'/P' donne le taux moyen de la protection de l'industrie électrique en fonction de la main-d'œuvre qu'elle a utilisée. La comparaison entre les deux rapports Q/P et Q'/P' établira très nettement la différence entre les régimes douaniers des industries métallurgiques et le régime de l'industrie électrique.

M. Sciana faisait suivre l'exposé de ces principes de tableaux et de graphiques. L'un d'eux montre que la protection de la main-d'œuvre métallurgique est de 56 o/o et celle de la main-d'œuvre électrique de 22 o/o. Si on veut rétablir l'égalité, il faudra que le droit de douane de 364 fr. 95, qui protège l'électricien, devienne $364,95 \times 56 : 22 = 929$ fr.

(1) La Fédération de la Mécanique est d'ailleurs très protectionniste, quand il s'agit des produits des industries qu'elle représente.

douanière a été suffisante pour limiter les importations dans d'étroites limites.

Si on considère les statistiques des années 1919, 1920, 1921 et 1922, on constate une régression très sensible de nos importations pour tous les produits métallurgiques pendant les trois premières années d'après-guerre et, par contre, une légère progression pendant l'année 1922 ; mais les importations, dont la cause est la reprise des affaires, ne sont pas telles qu'elles puissent motiver un relèvement de la protection douanière.

A supposer même que l'on puisse arriver par ce moyen à éliminer complètement les importations, la crise de la métallurgie ne serait pas conjurée et nous nous verrions être prochainement l'objet de mesures de représailles de la part des pays étrangers, de la Belgique notamment, avec laquelle nous avons à défendre tant d'intérêts communs qui sont de la première importance.

*Importations en France
de produits métallurgiques*

	1912	1913	1919	1920	1921	1922 chiff. prov.
Fonte	56.940	32.669	95.098	110.310	34.939	57.000
Ferro-alliages	11.519	17.676	16.119	10.859	2.936	—
Fer et acier laminé ou forgé en blooms billettes et barres)	22.770	19.379	523.940	429.293	161.721	315.000
Rails	2.053	1.793	217.743	27.430	12.736	chiff.
Tôles et larges plats	32.458	19.353	241.668	225.439	129.764	manq.
Fil machine	4.836	6.903	31.594	28.239	10.727	
Fils	5.383	6.088	28.973	13.113	7.610	
Tubes	7.193	8.466	52.077	51.202	21.383	

Suffisante pour empêcher des importations surabondantes, notre tarif douanier est aussi suffisant pour permettre à nos métallurgistes de pratiquer un dumping assez accentué.

Dans la séance de la Chambre du 14 novembre 1922, M. Barthe (1) a donné plusieurs exemples de dumping, mais les chiffres, qu'a apportés le député socialiste, appellent quelques observations. Parlant des poutrelles fabriquées en France, il a dit que leur prix était 380 fr. la tonne à Anvers et 475 francs en France ; puis, déduisant du prix de 380 francs les frais de transport et le montant des droits de douane, qu'il évaluait à 20 fr., il montrait que les métallurgistes livraient à l'étranger au prix de 360 francs ce qu'ils vendaient 475 francs à l'industrie nationale.

« 475 francs la tonne, écrit le rédacteur de la « Revue hebdomadaire du Marché métallurgique », dans la *Journée Industrielle*, est bien, en effet, le prix de base fixé par le Comptoir Sidérurgique pour les poutrelles ; mais ce prix de base n'est valable que pour les commandes isolées dont l'importance ne dépasse pas 50 tonnes. Pour les commandes supérieures à 50 tonnes, une série de bonifications sont prévues qui croissent avec le tonnage. En outre, les marchés réguliers des négociants en fer sont passibles d'autres bonifications notables.

D'autre part, les prix du marché d'Anvers sont faits en grande partie de résultats d'adjudications âprement disputées et, s'ils sont bas pour la France, ils ne sont pas bas que pour la France. Depuis la guerre surtout, les pays métallurgiques producteurs sont en lutte très

(1) M. Barthe a toujours fait preuve d'une très grande hostilité à l'égard du Comité des Forges.

serrée les uns contre les autres sur les marchés consommateurs, et ces derniers peuvent s'en frotter les mains, car ils tirent un bénéfice notable de cette lutte. » (1).

Moins accentué que ne le dit M. Barthe, le dumping n'en existe pas moins. S'il est vrai que les exportations faites à des prix non seulement inférieurs à ceux du marché intérieur français, mais encore aux prix de revient, permettent aux usines de produire avec un rendement un peu plus rapproché du rendement normal, il faut reconnaître qu'elles ne favorisent pas, bien au contraire, les industries consommatrices de la métallurgie. Une élévation des droits de douane, dont jouit la métallurgie, ne manquerait pas d'être suivie d'une accentuation du dumping, pour le grand dommage des industries consommatrices et du simple consommateur.

5° *Le Comité des Forges et les livraisons en nature :*

Devant l'impossibilité de plus en plus évidente de réclamer de l'Allemagne des versements en espèces pour tout le montant de sa dette, le gouvernement français a cherché à s'entendre avec l'Allemagne pour obtenir de celle-ci des prestations en nature.

Certes, le traité de paix prévoyait ce moyen de libération, mais, sauf en ce qui concerne les livraisons de charbon et de coke (dont le Comité des Forges a toujours été très partisan), il n'a presque jamais pu être employé, à cause de la complication des formalités qu'il y avait à remplir.

Les négociateurs des accords de Wiesbaden et de Berlin ont cherché et ont réussi en partie à corriger ce défaut. C'est alors que l'opposition de l'industrie s'est formée.

(1) *Journée Industrielle* du 15 novembre 1922.

Les manifestations de cette opposition de la part de différentes industries peuvent être trouvées dans la *Journée Industrielle* (1), mais la *Journée Industrielle* n'est pas l'organe du Comité des Forges ; c'est l'organe de la Construction Mécanique et du Textile.

Pour connaître le point de vue du Comité des Forges sur cette importante question, il faut lire le *Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations économiques et sociales*, dont les relations avec la rue de Madrid sont bien connues. Or, sur les prestations en nature, le *Bulletin quotidien* reproduit les arguments de la *Journée Industrielle* en les approuvant.

D'après une déclaration qu'a bien voulu me faire une personnalité particulièrement compétente en la matière, le représentant du Comité des Forges au Comité consultatif des prestations en nature aurait même combattu l'application que le gouvernement voulait faire des accords de Wiesbaden et de Berlin, non seulement au nom de la métallurgie, mais encore des différentes industries.

Il est vrai que les sinistrés français, d'après les termes des accords, restent libres de s'adresser à des maisons françaises. Mais, tandis que pour acheter dans ces maisons ils n'auront pas d'argent, ne pouvant réaliser leur créance sur l'Etat français, ils pourront, en achetant en Allemagne, profiter des crédits que leur assureront les accords de Wiesbaden et de Berlin.

« Le système, font remarquer les industriels, est avantageux pour le sinistré et pour l'Etat, mais il ne l'est pas pour l'industrie. Tant que durera la crise de sous-

(1) *Journée Industrielle* du 27 juillet 1922, notamment.

consommation, les régions libérées constitueront notre unique débouché. » (1).

Le rédacteur du commentaire officieux de l'accord de Wiesbaden, ayant prévu les réclamations de l'industrie, a eu soin d'écrire : « Le marché des régions libérées est un marché provisoire et spécialisé. Si les industries françaises le monopolisaient et s'y consacraient exclusivement, elles s'exposeraient à un réveil désagréable pour le jour où le marché intérieur serait saturé. Au contraire, si la concurrence allemande s'exerce dans les régions libérées, l'industrie française est poussée à conquérir des débouchés extérieurs, débouchés permanents et variés. »

M. Loucheur a exprimé la même idée avec plus de force, dans son discours du 31 mai 1921 : « Me retournant, s'est-il écrié, vers les industries, je leur demande si elles ont été créées pour la restauration des régions libérées. Elles ont, en effet, une autre tâche et si, comme je l'ai dit à la Chambre, trouvant le mol oreiller de paresse de la reconstitution des régions libérées, elles laissent pendant ce temps l'Allemagne prendre position sur les marchés du monde, dans quelques années, au moment où les régions dévastées seront rebâ-

(1) Si on applique les accords de Wiesbaden, il faut que l'industrie reçoive des compensations. Telle est l'idée développée dans le *Bulletin Quotidien* et dans la *Journée Industrielle*.

« Si le problème particulier du financement des réparations s'est trouvé ingénieusement réglé par M. Loucheur au bénéfice du trésor français, il reste que le problème général d'expansion économique, qu'on ne peut éluder, reste entier. Aussi, serait-il difficile de ne pas s'associer au vœu exprimé par le quotidien de la production française que l'Etat consacre les ressources dont il retrouvera la disponibilité, grâce à la combinaison de M. Loucheur, à financer une politique de crédits à l'exportation, à réaliser un programme d'outillage national et colonial ; bref, à favoriser la conquête de débouchés extérieurs qu'imposerait l'application des accords de Wiesbaden. » (*Bulletin Quotidien*.)

ties ; lorsqu'elles voudront à nouveau aller sur ces marchés, elles trouveront la place prise. »

Ne voyant que leur intérêt particulier et immédiat, les industries ne se sont pas rendues à ces excellentes raisons, et, alors que le ministre des Régions libérées ne voulait pas d'organisme centralisateur pour ne créer ni institutions étatistes, ni monopoles, et qu'il désirait appliquer le tarif douanier minimum avec des coefficients et un système d'acquit à caution permettant de suivre la marchandise livrée, les industriels demandaient : 1° un organisme centralisateur souple, technique, destiné à contrôler toutes les opérations ; 2° l'application du tarif douanier général avec ses coefficients à l'entrée de toutes les marchandises et l'ajustement des droits *a posteriori* ; 3° « le contact étroit entre le Comité consultatif et le ministre des Régions libérées d'une part, et entre le Comité consultatif et l'organisme centralisateur d'autre part, de manière à protéger l'industrie française dans l'application des accords. » (1).

Si les industriels n'ont pas obtenu gain de cause, ils ont eu au moins la satisfaction de voir le ministre des Régions libérées accepter la collaboration du Comité consultatif.

Le Comité consultatif, qui a été créé à la suite de démarches faites par la Fédération de la Mécanique, comprend en dehors des directeurs de ministère et des membres de coopératives de reconstruction, les représentants des principales industries (2).

Cet organisme, qui a pour but d'émettre des avis sur les commandes qui pourraient être adressées à l'Alle-

(1) *Journée Industrielle* du 21 juillet 1922.

(2) *Journée Industrielle* du 28 décembre 1922.

magne sans inconvénient pour les industries françaises, permet aux industriels de surveiller le fonctionnement des prestations en nature.

Pour l'année 1922, il a pu constater que les livraisons de l'Allemagne n'avaient fait courir aucun risque à la production nationale. D'après une communication faite par M. Reibel, ministre des Régions libérées, à la Commission des Affaires étrangères, le 27 décembre 1922, la France avait le droit de recevoir des livraisons pour 950 millions de marks-or dans le courant de 1922. Or, les livraisons ne s'élevaient, au 1^{er} octobre 1922, qu'à 171 millions en chiffres ronds, y compris 141 millions représentant des fournitures de charbon (1). Les Allemands n'ont donc pas effectué plus régulièrement les prestations en nature que les versements en espèces. Mais le gouvernement français a eu raison de recourir à ce système pour prouver la bonne foi de la France et son désir de conciliation. Par contre, les industriels et métallurgistes, en particulier, ont eu, en s'y opposant, une regrettable attitude.

6° *Le Comité des Forges et la question du combustible :*

La question du ravitaillement de la métallurgie en charbon a toujours été suivie de très près par le Comité des Forges.

En 1917, M. Robert Pinot, dans sa brochure *La Métallurgie et l'Après-Guerre*, montrait que, si l'Alsace-Lorraine revenait seule à la France, un déficit de 8 millions de tonnes s'ajouterait au déficit français d'avant-guerre. Notre déficit, en 1913, étant de 23 millions de tonnes,

(1) Le Comité des Forges est représenté par son vice-président.

il atteindrait 31 millions de tonnes. Pour réduire ce déficit, M. Pinot estimait que deux mesures s'imposaient : « C'était d'abord d'envisager comme une nécessité absolue, en même temps que la reprise de l'Alsace-Lorraine, celle du bassin de la Sarre, car, au point de vue du combustible, la situation de ce bassin se solde par un excédent de 8 millions de tonnes, qui est précisément égal au déficit de l'Alsace-Lorraine. » (1).

La seconde mesure, que préconisait M. Pinot, consistait à imposer à l'Allemagne, par le traité de paix, « pour une période aussi longue que possible, et comme un véritable tribut payable en nature, la fourniture des tonnages qui font défaut à notre pays, et cela à des conditions telles qu'en aucun cas l'industrie française ne puisse se trouver en état d'infériorité vis-à-vis de la concurrence allemande. »

Les vœux de celui qui était alors secrétaire général du Comité des Forges ont été à peu près réalisés : Le Traité de Versailles attribua, en effet, les mines domaniales de la Sarre à l'Etat français et il imposa à l'Allemagne des livraisons de charbon.

D'après l'article 5, paragraphe 2, du traité, l'Allemagne devait livrer à la France :

1° 7 millions de tonnes de charbon par an, pendant dix ans (chiffre sensiblement égal au chiffre d'importation d'Allemagne en France et en Lorraine en 1913) ;

2° Une quantité de charbon équivalente à la différence entre la production annuelle d'avant-guerre des mines du Nord et du Pas-de-Calais détruites du fait de la guerre, et la production de ces mines pendant l'année envisagée.

(1) *La Métallurgie d'Après-Guerre*, par M. Robert Pinot.

Cette dernière fourniture devait être effectuée pendant dix ans et ne pas dépasser 20 millions de tonnes par an pendant les cinq premières années et 8 millions de tonnes pendant les cinq années suivantes.

Les gouvernements alliés pouvaient demander 3 tonnes de coke à raison de 4 tonnes de charbon.

Mais ces clauses qui impliquaient des expéditions considérables de charbons allemands en France ne furent jamais exécutées.

Pour obtenir une meilleure exécution des livraisons de charbon, la France a signé l'accord de Spa: (1).

Le Traité de Versailles pêchait par défaut de sanction ; l'accord de Spa a corrigé cette lacune en prévoyant l'occupation de la Ruhr ou de toute autre région. Mais cette disposition était achetée par une diminution de la part de charbon qui nous était due par le traité.

Aux termes de l'accord de Spa, en effet, l'Allemagne ne devait plus nous livrer que 1.600.000 tonnes par mois. De plus, nous étions obligés de consentir de lourds sacrifices financiers pour obtenir des charbons classés et qualifiés.

Quoique les défauts de l'accord de Spa ne soient pas niables, on constate que les livraisons de charbon sont plus abondantes après sa signature qu'avant.

Livraison de charbon en 1920

Mois	Houille et agglomérés	Fines à coke	Coke
Janvier	226.269	2.585	211.237
Février	332.508	2.393	221.909
Mars	368.319	4.878	205.449

(1) Le 17 juillet 1920.

Mois	Houille et agglomérés	Fines à coke	Coke
Avril	383.339	1.662	214.213
Mai	508.048	24.544	313.609
Juin	447.314	59.640	267.650
Juillet	494.031	46.997	328.980
Août	785.426	84.847	514.571
Septembre	898.671	54.869	484.152
Octobre	879.795	35.254	550.421
Novembre	675.552	23.638	504.242

Néanmoins, elles ont été, sauf au mois d'octobre 1920, sans cesse déficitaires, non seulement par rapport au programme fixé par l'accord de Spa, mais encore par rapport à celui que la Commission des réparations arrêtaient périodiquement en tenant compte de la situation de l'Allemagne et de la production charbonnière.

Comme on peut le penser, le Comité des Forges n'est pas resté inactif, au cours des négociations dont la question du charbon a été l'objet. Etant un des principaux intéressés, il n'a pas manqué de communiquer au gouvernement les renseignements qu'il possédait et de lui présenter les solutions qu'il préconisait.

C'est ainsi que, lorsqu'il a été question, à la Conférence de Cannes, de faire payer à la France le charbon allemand, non plus au prix intérieur allemand, auquel il était fixé précédemment, mais au prix intérieur français (1), le Comité des Forges n'a pas tardé à protester énergiquement, comme le témoigne le télégramme suivant qu'il a adressé à M. Briand, alors président du Conseil :

(1) Le prix intérieur français était, en janvier 1922, de 79 francs environ et le prix intérieur allemand était, à la même époque, de 40 à 50 francs.

« Comité des Forges croît devoir vous signaler danger que présente pour industrie française le règlement du prix du charbon livré par l'Allemagne à France, en vertu du Traité de paix. En aucun cas, conditions du traité ne doivent être modifiées. Si impôt nouveau était établi par gouvernement allemand, il devrait frapper indistinctement charbon vendu aux consommateurs et celui consommé par propriétaires de mines, notamment par usines métallurgiques possédant des charbonnages. Cet impôt devrait être payé directement par les charbonnages eux-mêmes et être perçu sur la totalité de leur extraction brute. Le Comité des Forges estime devoir vous prévenir gravité situation.

« *Le Comité des Forges de France.* »

Le lendemain, les journaux annonçaient que le charbon allemand continuerait à nous être vendu au prix intérieur allemand. La thèse du Comité des Forges était, d'ailleurs sur ce point, conforme à l'intérêt général.

Certes, l'action du Comité des Forges, en vue des livraisons de charbon, a dû être facilitée par la présence à l'ambassade de Berlin de M. Charles Laurent, l'ancien président de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières ; mais, par contre, elle a rencontré une certaine opposition de la part des Syndicats de Mineurs et du puissant Comité des Houillères.

Voici ce que dit, à ce propos, l'*Usine* du 10 juin 1922 :

« Les mineurs, devant le chômage forcé, sont assez disposés à entamer des pourparlers ; cependant, ils ne semblent pas décidés à accepter les réductions de salaires demandées. La solution que la presse socialiste envisage est — coïncidence curieuse — au fond celle précé-

nisée par les Journaux inspirés directement par le Comité des Houillères. Il s'agirait tout simplement de réduire les importations de charbons indemnitaires, afin d'éliminer par là un des concurrents des plus gênants pour le charbon français. La presse socialiste mène une campagne contre la mise en chômage des mineurs français résultant des livraisons allemandes ; elle réclame la restriction, sinon l'interdiction, des importations des charbons indemnitaires, afin de pouvoir faire travailler les mines françaises et éviter le chômage. »

Et le rédacteur de l'*Usine* de terminer son article en disant :

« Il n'est pas inutile d'appeler l'attention des industriels sur cette tendance qui, si elle était réalisée, n'amènerait aucun avantage pour le consommateur français, puisqu'on lui retirerait d'une main ce qu'on lui donne de l'autre.

« Les livraisons de charbon allemand sont, au fond, la seule chose tangible que nous a value le traité de Versailles ; il serait dangereux d'y renoncer, car, par suite de notre production déficitaire, la politique charbonnière française reste pour de longues années encore, basée sur les livraisons allemandes. Les supprimer ferait peut-être plaisir à certaines mines, mais ce serait livrer l'industriel français à l'arbitraire, non seulement de nos exploitants, mais aussi à celui des mines anglaises, qui, débarrassées d'un concurrent gênant, pourraient, en cas de reprise industrielle, nous tenir de nouveau sous leur coupe, comme le cas s'est déjà malheureusement produit. »

Ce malentendu, qui existe entre le Comité des For-

ges et le Comité des Houillères (1) est particulièrement prononcé sur la question du coke. « Les mines reprochent à la métallurgie de n'avoir pas suffisamment fait appel à leurs ressources en coke au moment où ce produit était abondant, et d'avoir ainsi compromis la reconstitution des cokeries. La métallurgie, de son côté, reproché aux mines de vendre du coke métallurgique aux négociants en combustibles domestiques, plutôt que de le réserver aux hauts fourneaux. » (2).

Le prix du coke allemand étant moins élevé que celui du coke français, l'achat de celui-là est très tentant ; mais, en ayant presque toujours recours au coke allemand, les métallurgistes risquent de se mettre sous la dépendance de leurs concurrents, les métallurgistes de la Ruhr. Il est, d'ailleurs, arrivé plusieurs fois que les envois de coke allemand ont été suspendus ou tout au moins diminués au moment où les métallurgistes en avaient le plus besoin.

Le Comité des Forges ne s'est pas seulement appliqué à assurer à ses adhérents un ravitaillement en combustibles aussi abondant que possible, mais encore il a cherché à obtenir pour ces combustibles un prix avantageux. Et, sur ce point, satisfaction lui a été donnée, grâce à l'établissement d'un régime particulier pour le coke métallurgique.

Une note du ministre des Travaux publics, publiée dans la *Journée Industrielle* du 12 décembre 1922, indique que la métallurgie a bénéficié d'un traitement spécial dans deux circonstances :

1° A la suite de négociations entre le ministère de la

(1) Ce malentendu est d'autant plus curieux que plusieurs personnalités sont communes aux deux comités.

(2) *Journée Industrielle* du 18 novembre 1922.

Reconstitution industrielle et le Comité des Forges « un accord fut conclu, avec effet du 11 novembre 1918, par lequel la métallurgie acceptait de ramener les prix de fonte à 320 francs la tonne et les aciers marchands à 600 francs la tonne (le prix courant des aciers atteignait alors 900 francs), à condition d'être approvisionnée en coke et charbon aux prix respectifs de 65 et 110 francs(sur wagon port ou sur wagon mine). Les ristournes qui furent ainsi payées pour ramener les prix des combustibles aux prix convenus s'élevèrent au total à la somme de 26 millions 861.350 francs ;

2° Une convention, dite C.M.R.I., a été passée, le 30 juillet 1919, entre le ministère de la Reconstitution industrielle d'une part, et le Groupement des Producteurs de tôles et profilés et le Comptoir Sidérurgique de France d'autre part, en vue de faciliter la reconstitution de la marine marchande, en lui assurant à des prix raisonnables les fournitures de tôles et profilés nécessaires pour les nouvelles constructions.

En vertu de cet accord, les deux groupements devaient livrer à la marine marchande 54.000 tonnes de tôles et 30.000 tonnes de profilés aux prix suivants : 50 francs les 100 kg. pour les tôles de coques ; 54 fr. les 100 kg. pour les tôles de chaudières ; 49 fr. 50 les 100 kg. pour les profilés.

« En contre-partie, l'Etat s'engageait à livrer aux usines productrices les combustibles nécessaires pour la fabrication de ces produits, au prix auquel on envisageait alors que reviendrait le charbon allemand, soit 35 francs. Mais, faute de pouvoir assurer ces fournitures sur les livraisons allemandes, qui étaient tout à fait insuffisantes, il fut nécessaire de recourir aux combustibles d'autres provenances dont, conformément à

l'accord du 30 juillet 1919, le supplément de prix dut être supporté par la caisse de péréquation. Il en est résulté, sous réserve de vérification des comptes produits, une dépense de 25.779.935 fr. 97. »

En dehors de ces deux cas particuliers signalés par la note du ministère des Travaux publics, la métallurgie a joui, à partir du 1^{er} octobre 1920, d'une péréquation spéciale pour les cokes utilisés dans les hauts fourneaux.

Aux termes de l'arrêté du 2 octobre 1920, le prix de ce coke était fixé à 175 francs la tonne, alors que celui des cokes non consommés par les hauts fourneaux était fixé à 275 francs la tonne. Les prix antérieurs étant 245 francs pour le coke de la Ruhr et 275 francs pour les autres cokes, les métallurgistes obtenaient donc un très gros avantage. Sans doute, ils étaient tenus de consentir à une baisse importante de leurs produits, mais ils pouvaient espérer que la diminution des prix allait stimuler la demande.

Les arrêtés du 31 décembre 1920, du 31 mars 1921, du 21 août 1921 et du 26 novembre 1921 fixèrent respectivement les prix du coke consommé dans les hauts fourneaux à 135, 110, 75 et 65 francs.

L'arrêté (1) du 31 mars 1921 contenait, de plus, une

(1) « La péréquation des charbons en vigueur en France ne fut jamais introduite en Alsace et en Lorraine. Ce régime particulier, quelque fois considéré comme un privilège, était en réalité la conséquence de l'instabilité de la situation commerciale de nos industries. Pour laisser à celles-ci la possibilité de changer progressivement leur orientation, il leur avait été réservé d'après l'article 68 du Traité de paix, l'entrée en franchise douanière, en Allemagne pendant cinq ans, et le charbon moins cher devait les mettre à même d'atteindre un prix de revient assez faible, qui leur permit de concurrencer l'industrie allemande plus favorisée. La liberté du commerce du charbon fut remise en vigueur en France et en Alsace-Lorraine le 1^{er} avril 1921. »

(Compte rendu de 1920-1921 de l'Association des Maîtres de Forges de Lorraine.)

disposition importante : il rendait libre, à partir du 1^{er} avril 1921, le commerce des cokes métallurgiques non consommés par les hauts fourneaux.

Cette différence de régime entre les cokes utilisés par les métallurgistes et par les fondeurs de deuxième fusion aboutissait à une différence de prix considérable. Tandis que les premiers, par exemple, payaient leur coke 65 francs, pendant les mois d'octobre, de novembre et de décembre 1921, les derniers payaient le leur 130 francs pendant la même période.

Les partisans de ce régime privilégié pour la métallurgie disaient : « Les fondeurs bénéficient indirectement de la dévalorisation du combustible métallurgique, en payant moins cher la fonte de moulage, du fait de cette dévalorisation. L'extension à la fonderie de la faveur dont jouissent les hauts fourneaux, au sujet du prix du coke, aurait pour effet certain de faire hausser celui-ci et partant le prix de la fonte de moulage. En outre, beaucoup d'autres industries réclameraient, à la suite des fondeurs, le bénéfice de la même faveur. » (1).

Malgré ces raisons, le Syndicat des Fondeurs et la Chambre syndicale des Constructeurs de Machines agricoles de France, estimant que leurs adhérents étaient victimes d'une injustice, protestèrent contre ce privilège des métallurgistes avec une très grande véhémence et une inlassable ténacité.

La Chambre syndicale des Constructeurs de Machines agricoles a exposé ainsi son point de vue dans son bulletin mensuel de février 1922 :

« Il est inadmissible que, malgré les démarches du

(1) *Journée Industrielle* du 29 décembre 1921.

(2) Lettre de M. Dufour. (*Journée Industrielle* du 11 septembre 1921.)

Syndicat des Fondeurs auprès du Bureau national des charbons, qui représente le ministère des Travaux publics, la grosse métallurgie reçoive les cokes allemands à 75 francs, alors que le prix pratiqué pour les fondeurs varie entre 140 et 175 francs.

L'écart entre le prix du combustible destiné à l'une et celui destiné à l'autre de ces deux industries, qui était, il y a quelques mois, de 50 francs, est maintenant de 65 à 103 francs. Cela résulte de ce qu'on a réduit de 25 francs le coke pour la grosse métallurgie et que les mines françaises ont majoré, tout simplement, de 5 à 45 francs, suivant les cokeries, le prix appliqué aux fondeurs.

C'est vraiment du cynisme et d'autant plus que le Bureau national des charbons a fait connaître que c'était par suite de considérations de haute politique que le gouvernement avait été amené à adopter un régime tout à fait spécial pour la grosse métallurgie. Ces considérations de haute politique sont des plus troublantes pour les industries de la mécanique.

Par lettre du 3 novembre, le président du Syndicat des Fondeurs a écrit au ministre pour dire que le prix du coke payé par les aciéries et les fonderies donnait un écart de 35 francs par tonne il y a quelques mois, écart qui est actuellement voisin de 60 francs et qu'en sorte les fondeurs en arrivent à payer la tonne de coke à un prix à peu près double de celui de 65 francs fixé pour les aciéries. « Cependant, ajoute-t-il, que ces industries étant l'une comme l'autre *transformatrices de la fonte*, il n'y a rien qui justifie un traitement privilégié pour l'une d'elles.

« Il est entendu que les fonderies sont moins importantes que les aciéries, mais les milliers de fonderies

disséminées sur le territoire occupent une population française extrêmement plus nombreuse et plus intéressante que les manœuvres cosmopolites employés par les grosses métallurgies de l'Est.

«Le président des Fondateurs a indiqué à ses collègues qu'il semble très difficile d'obtenir un rétablissement de prix égaux pour la vente du coke aux hauts fourneaux et aux fonderies. Il ajouta même qu'au cours de l'entretien qu'il a eu avec le chef du Cabinet des Travaux publics, il a renouvelé la protestation du Syndicat en ce qui concerne cet écart de prix et qu'il l'a confirmée dans une lettre.

«C'est cependant l'Etat, le vendeur, qui est l'auteur de cette inégalité de traitement. Il nous dit bien qu'il faudra que les hauts fourneaux discutent le prix du coke avec les consommateurs et il y a eu, à ce propos, quelques réunions. Mais la grosse métallurgie n'aime pas ce genre de réunions, de sorte que tous les efforts tentés dans ce sens, sous la pression gouvernementale, ont donné peu de résultats, puisque peu à peu l'inertie du côté producteur amène l'abandon de ces réunions.

«Actuellement, le Bureau national des charbons a toutes les faveurs pour les hauts fourneaux et les transformateurs sont absolument abandonnés au bon plaisir des producteurs qui fixent à leur gré les prix de vente de la fonte.

C'est toujours la même tactique de la métallurgie dominant nos administrations qui accordent toutes les faveurs aux producteurs au détriment des transformateurs.

« On n'en sortira qu'en pratiquant la politique qui permettra de faire jouer la concurrence, *faisant ainsi cesser celle du dumping qui ne s'exerce qu'au détriment*

de tous les transformateurs et consommateurs français.

« Ce qui est inadmissible dans tout cela, et ce contre quoi il nous faut protester, c'est contre le principe de pourvoir au dégrèvement du coke métallurgique par une majoration du prix du coke destiné aux fonderies. »

Et « comme il suffit de crier, me disait le secrétaire général d'un groupement patronal important, pour que les pouvoirs publics vous donnent raison », les fondeurs de deuxième fusion obtinrent satisfaction.

En février 1922, 6.000 tonnes de coke allemand leur étaient allouées, et, en décembre 1922, après de laborieux pourparlers avec les représentants du Comité des Forges et du ministère des Travaux publics, le Syndicat des Fondeurs obtenait 10.000 tonnes (1).

A partir du 1^{er} février 1922, le Comité des Forges a obtenu que ce soient les métallurgistes eux-mêmes qui fixent le prix du coke. Dans ce but, il a fondé la Société des Cokes de Hauts Fourneaux que l'on appelle couramment la S.C.O.F. (2).

La lettre du ministre des Travaux publics à M. Lorin, député, en date du 18 décembre 1922, donne quelques indications sur son fonctionnement.

« L'organisme officiellement chargé de la répartition des combustibles livrés par l'Allemagne, en exécution du traité de paix, est l'Office des Houillères sinistrées. (3)

(1) Mais la qualité du coke que nous livre l'Allemagne ne permettant que difficilement son emploi au cubilot, les fondeurs rétrocèdent leur coke aux métallurgistes au prix du coke français. (*Journée Industrielle* du 16 décembre 1922.)

(2) Le directeur de la S.C.O.F. est M. Robert Pinot, vice-président du Comité des Forges. Les bureaux sont situés 7, rue de Madrid.

(3) « L'Office des Houillères sinistrées est un groupement semi-éta-

L'O.H.S. effectue ses opérations sous le contrôle des Travaux publics, en ce qui concerne les questions techniques, et du ministère des Financés, en ce qui concerne les questions financières.

Depuis le 1^{er} janvier dernier, date à laquelle l'Etat a cessé toutes opérations relatives à la péréquation, les cokes et charbons à coke livrés par l'Allemagne sont cédés au prix de revient aux métallurgistes.

Le Comité des Forges, d'accord avec M. Le Trocquer, a créé un organisme : la S.C.O.F., chargé d'effectuer pour le compte des métallurgistes la péréquation des cokes des diverses provenances.

Cette S.C.O.F. est chargée également d'établir le programme de répartition entre les métallurgistes des cokes et fines à coke allemands. L'O.H.S. effectue la répartition, en tenant compte, dans la mesure où le permettent les livraisons, les demandes de la S.C.O.F. ».

La Société des Cokes des Hauts Fourneaux ne se borne pas à faire la péréquation et la répartition des cokes et fines à coke, elle distribue des ristournes aux métallurgistes exportateurs. Cette ristourne, au mois de décembre 1922, est égale à 20/100^e du prix de la tonne de coke. Comme le coke coûte près de 100 francs, la ristourne est d'environ 20 francs par tonne de coke employé dans la production du produit métallurgique exporté.

tiste, semi-privé, dont le Conseil d'administration est composé de représentants des Compagnies houillères dévastées par la guerre, au bénéfice desquelles la vente des charbons allemands est théoriquement pratiquée. Nous disons théoriquement parce que les compagnies ne touchent guère qu'un peu plus de 1 franc à la tonne vendue pour aider leur reconstitution. Le Bureau des charbons prélève une très forte dime. » (*Journée Industrielle* du 12 novembre 1921.)

Le Bureau des charbons ne fonctionne plus depuis la formation de la S.C.O.F.

C'est là une disposition très importante qui permet à nos métallurgistes d'affronter avec des chances de succès les marchés extérieurs.

Naturellement, le Syndicat des Fondeurs et le Syndicat des Mécaniciens, Chaudronniers et Fondeurs ont réclamé pour leurs adhérents le bénéfice de cette ristourne, faisant remarquer qu'il est infiniment préférable d'exporter des produits finis plutôt que des produits demi-ouvrés. Après bien des pourparlers, les fondeurs ont obtenu satisfaction. Quant aux mécaniciens, ils attendent toujours. Il leur semble que les métallurgistes sont peu pressés de faire droit à leur requête. Il faut dire que les mécaniciens ne veulent pas accepter la ristourne comme une libéralité ou une aumône, mais comme un droit.

« Les combustibles livrés par l'Allemagne sont, disent-ils, une richesse nationale sur laquelle la métallurgie n'a pas plus de droits que n'importe quelle autre industrie. »

Interprètes en cela de l'intérêt général, ils réclament aussi que pleine lumière soit faite sur la collaboration intime qui s'est établie entre le Comité des Forges et le ministère des Travaux publics, et notamment sur les tractations qui ont présidé à la constitution de la Société des Cokes de Hauts Fourneaux, sur les opérations de laquelle ils s'étonnent que l'Etat ne se soit pas ménagé un droit de regard.

7° Le Comité des Forges et les tarifs de chemin de fer :

Les augmentations de tarifs dont les chemins de fer avaient été l'objet ne furent presque pas critiquées au

moment de leur application. C'est qu'à ce moment-là les industriels pouvaient vendre leurs marchandises à n'importe quel prix.

Quand survint la crise de sous-consommation, les industriels ne manquèrent pas de faire entendre des protestations de plus en plus véhémentes et contre les majorations et contre l'unification des tarifs. Si le Comité des Forges a agi dans ce domaine comme dans les autres moins bruyamment que les autres groupements patronaux, on peut être assuré que son action ne fut pas des moins efficaces.

Un des premiers, sinon le premier, il réussit, en effet, à ébranler les grands principes qui avaient présidé à l'élaboration des nouveaux tarifs, et s'il est encore loin d'obtenir les tarifs d'avant-guerre multipliés par un coefficient, il a tout de même réussi à faire homologuer un certain nombre de réductions, en particulier pour l'exportation.

Voici quelques-uns des résultats déjà obtenus :

1° Pour les minerais.

a) Depuis le 30 septembre 1922, le barème a été réduit sur le Midi, l'Orléans, le P.-L.-M. et l'Etat de 25 0/0. Cette réduction a été substituée à la réduction de 15 0/0 antérieurement.

b) Sur tous les réseaux, sauf pour le Midi, le transport par train complet des minerais de fer et de manganèse bénéficie de réductions de 10 à 15 0/0.

c) Les réseaux d'Alsace-Lorraine, du Nord, de l'Est, de la Ceinture et de l'Etat ont consenti pour les minerais à faire l'abandon de la moitié des frais de gare, lorsque les minerais sont transportés dans des wagons particuliers. (Ces frais de gare montent à 1 fr. 50 environ par tonne.)

d) Les minerais exportés bénéficient d'un tarif réduit de 25 0/0. (Cette réduction a été substituée à la réduction de 15 0/0 antérieurement obtenue.)

2° Pour les produits métallurgiques.

Les réductions ne s'appliquent qu'à l'exportation. Elles sont de 25 à 40 0/0 pour un grand nombre de produits métallurgiques, alors que pour les autres produits la réduction générale n'est que de 10 0/0.

(La réduction de 25 0/0 est appliquée dans le cas où l'exportation a lieu entre Dunkerque et Lauterbourg. Cette disposition a été prise en vue de protéger le port de Dunkerque.)

L'année 1923 amènera très vraisemblablement une réduction de 35 0/0 sur les prix du barème pour les combustibles minéraux à destination des hauts fourneaux et des aciéries Martin.

Dans ses démarches en vue d'obtenir de nouvelles réductions, le Comité des Forges a à triompher d'une résistance très forte des compagnies de chemins de fer qui ne manquent pas d'invoquer la nécessité de l'équilibre financier des réseaux. Mais la force de la résistance des compagnies provient non pas de la force de leurs arguments, mais de leur puissance financière. « La Chambre du Bloc national, me dit malicieusement M. Lucien Romier (1), a tout de même fait une chose : elle a voté le nouveau régime des chemins de fer. Les deux grandes puissances financières en France sont les réseaux et les banques ». Et contre elles le Comité des Forges ne peut pas faire grand chose.

A cette opposition s'ajoutent les réclamations des autres groupements nationaux qui voudraient obtenir

(1). M. Lucien Romia est rédacteur en chef de la *Journée industrielle*.

des réductions semblables pour leurs industries (1). Par lettre du 14 mai 1922 (2) notamment, la Fédération de la Mécanique demandait au Président de la Commission des réseaux l'application de la réduction des marchandises destinées à l'exportation qui avait été accordée aux produits métallurgiques. A l'appui de sa demande, la Fédération faisait ressortir qu'il est beaucoup plus avantageux pour le relèvement de notre balance commerciale de favoriser l'exportation des produits finis comportant la main-d'œuvre du métallurgiste producteur de matières premières ou demi-brutes accrue de celle beaucoup plus importante qui est nécessaire pour la transformation des métaux.

La Fédération de la Mécanique faisait encore remarquer que les réseaux ne seraient pas lésés par les mesures qu'elle demandait ; car, au lieu de transporter un certain tonnage aux barèmes relativement bas des produits bruts, ils auraient à transporter ce même tonnage du producteur au transformateur et ensuite entre l'usine transformatrice et le port ou le point frontière aux tarifs beaucoup plus élevés des produits finis.

8° *Le Comité des Forges et la question des débouchés de la métallurgie.*

« La métallurgie française, a écrit M. Jean Pupier, doit exporter, si elle veut vivre. Cette proposition est désormais un axiome. » (3).

M. Robert Pinot, Vice-Président du Comité des Forges, est moins absolu : « Il faut maintenant, a-t-il dit, revenir à l'équilibre. Il faut adapter notre production

(1). Voir sur cette question les articles de M. Romier parus dans la *Journée industrielle* de septembre 1922.

(2). *Journée industrielle* du 14 mai 1922.

(3). M. Pupier, rédacteur à la *Journée industrielle*, spécialiste des questions métallurgiques.

à notre consommation et à une exportation modérée. » (1).

Exportation intensive ou exportation modérée, il faut de toute façon exporter.

Or, c'est là, pour la métallurgie, un problème à peu près nouveau. « L'effort de la métallurgie française avant la guerre pour l'exportation a été quasi nul, a dit M. Loucheur à la Chambre des députés. »

Et M. Romier explique ce fait de la façon suivante :

Tandis que « la vieille industrie traditionnelle, la bonne firme française, remarque-t-il, produit pour la clientèle (exemple l'industrie de la soierie à Lyon), l'industrie lourde (la métallurgie) travaille pour l'Etat, les administrations publiques et les chemins de fer.

« L'une vit de la vente au public, l'autre vit d'adjudications et de commandes de l'Etat.

« L'une possède une ancienne organisation commerciale formée par la tradition et basée encore sur les liens familiaux, les frères et les cousins qui essaient en France et à l'étranger...

« Mais l'industrie lourde, la grande société anonyme, elle, est constituée sur le type d'une administration plutôt que d'une famille. Le coulage y est plus considérable, l'économie moins rigoureuse. Elle n'a pas, sauf de brillantes exceptions, de véritable organisation commerciale et n'en a pas eu besoin dans le passé, car l'Etat était son seul client. » (2).

Lorsque j'ai interrogé M. Romier sur la situation métallurgique il a été encore plus explicite : « Le procès que je fais à la métallurgie, m'a-t-il dit, c'est un procès commercial. »

(1). *Revue de France* du 15 mai 1922, article de M. A. de Tarde.

(2). *La Revue de France* du 15 mai 1922.

Créer des organisations commerciales, améliorer celles qui existent déjà, se grouper pour former des comptoirs d'exportation (organismes qui vont être étudiés plus loin), telles sont les principales mesures qu'il semble nécessaire de prendre pour donner à nos exportations toute l'ampleur désirable. Mais ce n'est pas tout.

Pour exporter, il faut aussi « être prêt à se plier aux exigences des marchés extérieurs. Il faut pouvoir accepter des conditions de paiement à longue échéance. Il faut parfois consentir à être payé en produits du pays acheteur. Tout cela suppose un ressort financier que les affaires industrielles, si puissantes soient-elles, ne peuvent guère avoir qu'avec l'appui des banques.

Mais cet appui des banques comment peut-il s'exercer ? Dernièrement, en vue de soumissionner à une adjudication de rails en Amérique du Sud, plusieurs firmes métallurgiques françaises adressèrent à un de nos établissements financiers une demande de crédits portant sur un chiffre initial de 35 millions, ce chiffre pouvant être porté ensuite à 150 millions. Il n'est pas de banque qui puisse, à elle seule, faire face à une telle demande. Il n'est pas d'affaire métallurgique, si solide soit-elle, qui puisse, à elle seule, être caution d'une somme semblable.

Or des exemples récents montrent que certains pays étrangers, chez qui les capitaux sont plus abondants, les Etats-Unis par exemple, parviennent de plus en plus à étendre leurs affaires à l'exportation par des accords entre leurs industriels et leurs banquiers. La Baldwin Locomotive et la Middleton Car obtinrent récemment une adjudication de matériel proposée par les chemins de fer de l'Etat argentin en consentant à ces chemins de fer, par l'intermédiaire des banquiers amé-

ricains, un crédit d'une valeur supérieure au prix de la commande.

La haute banque française et la métallurgie s'avisèrent de la nécessité de se grouper pour réaliser collectivement ce qui ne pouvait être réalisé par les affaires isolées.

Il s'agit de constituer, d'une part, un puissant groupe financier formé sous les auspices du ministère du Commerce et comprenant la haute banque, les établissements de crédit, les banques de province et régionales.

La Banque Nationale Française pour le Commerce Extérieur jouerait dans ce groupe le rôle d'un organe centralisateur qui recevrait et présenterait au groupe les demandes de crédit. Un projet complet a été dressé et soumis au ministre du Commerce et de l'Industrie. M. Lucien Dior s'est montré favorable à ce projet et l'a transmis à son collègue des Finances.

Ce projet est relatif au seul groupement des banquiers. Mais au cours des discussions qui ont entouré son élaboration, on a reconnu la nécessité de constituer, d'autre part, un groupement de métallurgistes (1). Si les deux groupements aboutissaient, les demandes de crédits seraient donc cautionnées par l'ensemble des métallurgistes français, en même temps que l'ensemble des banquiers s'unirait pour y faire face.

L'union seule, union des forces et union des bonnes volontés, peut nous permettre d'acquérir, sur les marchés extérieurs, la place à laquelle l'importance de notre industrie métallurgique nous donne droit. Si nous voulions nous convaincre de la nécessité de l'union,

(1). Ce groupement de métallurgistes prendrait-il la forme d'un comptoir d'exportation ? Le rédacteur de la *Journée industrielle* ne le dit pas.

un événement actuel nous fournirait de cette nécessité une preuve frappante. Un Etat de l'Amérique du Sud propose, à l'heure qu'il est, à l'industrie mondiale, une très importante commande d'armements. Or, deux de nos principales firmes métallurgiques sont en lutte l'une contre l'autre pour obtenir cette commande, usant, pour le but qu'elles poursuivent, d'arguments commerciaux, dont on peut supposer la vigueur. Elles risquent fort, ce faisant, de perdre l'une et l'autre la partie que gagnera un concurrent étranger dont elles ne se seront pas suffisamment méfiées et qui interviendra au moment opportun. » (1).

Mais ce groupement de banques, qui, d'après *la Journée industrielle* du 8 décembre 1922, comprendrait la Société Générale, le Crédit Lyonnais, la Banque Nationale de Crédit, la Banque Nationale du Commerce Extérieur, la Banque de Paris et des Pays-Bas et M. de Neuflize, banquier, ne paraît avoir abouti jusqu'ici à aucun résultat. D'une façon générale, les banques semblent avoir de la peine à abandonner leurs médiocres méthodes d'avant-guerre, leur politique d'isolement vis-à-vis de la production.

La recherche des débouchés extérieurs comporte aussi l'étude des conditions de la lutte mondiale. Sans entreprendre ici cette étude, il importe de faire remarquer le nombre de questions diverses qu'elle comprend. Le tableau ci-dessous, établi par M. Demay, professeur à Saint-Etienne, donne une idée de l'ampleur du problème :

(1). *La Journée industrielle* du 15 juin 1922.

*Prix des matières premières dans les grands pays
métallurgiques et surtout les conditions
profondes des prix de revient :*

Conditions naturelles : Facilité d'exploitation des gisements, qualité des matières extraites.

Conditions techniques : Degré de perfectionnement de l'extraction et de l'élaboration.

Conditions sociales : Activité de la main-d'œuvre, salaires.

Conditions politiques : Intervention de l'Etat, réglementation de prix.

Conditions mixtes : Frais de transport.

*Influence de la variation des changes. — Barrières
douanières.*

Débouchés commerciaux : Importance des produits demandés sur chaque marché. Conditions spéciales de la concurrence sur chaque marché.

M. Demay, qui n'a consacré son étude qu'aux débouchés commerciaux, signale l'importance du marché des dominions britanniques, et en particulier de l'Australie, où la métallurgie française pourrait supplanter la métallurgie australienne qui est grevée d'un prix de revient très élevé.

Le marché chinois, qui, depuis la guerre jusqu'en 1920, a appartenu aux Etats-Unis, doit faire l'objet d'une très grande attention. Il n'est pas plus à la portée des Etats-Unis que des exportateurs européens, et « il mériterait, dit M. Demay, d'être disputé à ceux-là non peut-être en raison de son importance actuelle, mais parce

qu'il peut devenir assez brusquement un gros mangeur d'acier, lorsque se produira une phase d'industrialisation analogue à celle qui s'est produite au Japon ».

Mais il n'y a pas que le marché extérieur, il y a aussi le marché intérieur. La métallurgie doit pouvoir trouver sur le marché intérieur un débouché beaucoup plus développé qu'avant la guerre. En 1913, le chiffre de la consommation de métal par tête d'habitant s'établissait, en France, machines et mécaniques comprises, à 121 kilos, alors qu'elle était de 184 kg en Allemagne. Sans doute, la stagnation de la population en France et son accroissement en Allemagne continueront à avoir sur ces chiffres une influence considérable. Mais la métallurgie peut tout de même contribuer au développement des industries consommatrices en vendant ses produits au plus bas prix possible. Parmi les industries transformatrices, la construction mécanique semble devoir prendre une importance assez grande. La France, très largement importatrice avant la guerre des articles de cette industrie, doit non seulement ne plus avoir besoin de l'étranger, mais encore pouvoir exporter; maintenant qu'elle a fortement accru son outillage pour les fabrications de matériel de guerre. L'exportation sous forme de produits finis sera beaucoup plus avantageuse pour le pays que l'exportation de produits bruts ou de demi-produits, puisque la main-d'œuvre, qui y est incorporée, y est plus grande. Elle paraît aussi plus conforme à la tendance des échanges internationaux.

« L'avenir semble être dans la transformation sur place de ces produits lourds. Puisqu'il y a du minerai de fer à peu près dans le monde entier, et que le monde

(1). *Revue de l'Industrie minérale*, 1^{er} mai, 15 mai et 1^{er} juin 1922.

entier révèle aussi peu à peu qu'il recèle en ses flancs de la houille ; puisque, d'autre part, rien n'est plus simple que la fabrication de la fonte, de l'acier et des produits simples en acier et que tout peuple civilisé, sans grande éducation technique, peut y réussir, il semble que, dans un avenir prochain, tout civilisé doit pouvoir se fournir à soi-même ou trouvera dans son voisinage immédiat sa suffisance de ses produits. Ce qui continuera de transiter par le monde, ce sont les objets en acier de manufacture délicate que peuvent seuls produire les pays de grande industrie : machines compliquées, métiers à tisser, machines à imprimer et à écrire, etc. Les marchés du fer et de l'acier, eux, deviendront uniquement intérieurs aux nations, peut-être même un jour aux régions. Le temps pourra venir où le commerce transocéanique de la fonte en gueuses ou de l'acier en barres apparaîtra aussi paradoxal que nous apparaîtrait aujourd'hui le trafic transocéanique d'une cargaison de moellons, de briques ou de pierres de taille. » (1).

M. Robert Pinot a bien écrit en 1917 : « La métallurgie française, nous pouvons le déclarer, saura faire son devoir en favorisant le plus largement possible le développement de l'exportation de nos industries de transformation. » Mais cet appui que la métallurgie devrait donner à ces industries ne s'est pas encore manifesté. Si les fondeurs de deuxième fusion ont obtenu une ristourne pour leurs produits exportés, les mécaniciens attendent toujours.

L'entente, qui n'a pu avoir lieu jusqu'ici entre métallurgistes et transformateurs par la voie de leur syndicat respectif, tend à se produire par l'intégration. D'une

(1). M. F. Maurette. *Les Grands Marchés de Matières Premières*.

part, les Maîtres de Forges essaient de plus en plus, pour s'assurer leurs débouchés, d'absorber les usines de transformation ou de se lier avec elles par le système des participations ; d'autre part, les transformateurs cherchent à se libérer des exigences des métallurgistes en se groupant pour acheter une usine métallurgique, Hagondange (1) par exemple, ou pour s'entendre avec des usines métallurgiques qui n'adhèrent pas aux comptoirs de la métallurgie et former des sortes de coopératives comme Le Ravitaillement Métallurgique.

3° *Le Comité des Forges et les Comptoirs.*

Le Comité des Forges étant constitué sous le régime de la loi de 1884, les opérations commerciales lui sont interdites. « Et quand bien même, dit M. Pinot, la loi viendrait lui donner cette capacité, comme ses adhérents, qui comprennent les producteurs et les transformateurs de métal, peuvent avoir à ce point de vue des intérêts différents, il ne saurait traiter et décider de ces questions avec quelque chance de succès. Une seule exception a été faite à cette règle pendant la guerre, à l'occasion des missions que le ministère de l'Armement a confiées au Comité des Forges. » (2).

Les Maîtres de Forges ont alors constitué, à côté du Comité des Forges, des Comptoirs.

(1). « En 1919, sur la menace des Forges de pratiquer désormais la rétroactivité des prix des aciers, les transformateurs, groupés autour du président de la Chambre syndicale de l'aéronautique, décidèrent de solliciter du gouvernement l'attribution d'une des nombreuses usines de Lorraine désannexée. Gérée directement par eux, cette entreprise leur servirait d'étalon « pour apprécier la juste valeur des produits métallurgiques utilisés par eux ». Ce fut l'usine d'Hagondange. Reprise à un prix élevé dans des conditions de marche difficiles, à un moment de crise sans précédent, elle a passé par des débuts pénibles. »

(Cours de M. l'abbé Danset. *Semaine Sociale de France* de 1922.)

(2). *Le Comité des Forges de France au service de la Nation.*

Les liens qui unissent le Comité des Forges et les Comptoirs de la métallurgie ou tout du moins certains Comptoirs, sont très étroits. D'abord, les membres du Comptoir sont toujours membres du Comité des Forges. En second lieu, d'après une personnalité très au courant de ces questions, la constitution des Comptoirs et leur politique générale seraient arrêtées par la Commission de Direction du Comité des Forges ; quant à la réalisation des décisions prises, elle incomberait aux Comptoirs.

M. Robert Pinot, dans son livre *Le Comité des Forges au service de la Nation*, semble confirmer cette idée, lorsqu'il dit que les comptoirs « gravitent autour du Comité ».

Qu'est-ce qu'un Comptoir ? C'est une société anonyme ou en nom collectif formée entre plusieurs sociétés ou plusieurs industriels dans le but d'acheter aux associés et revendre soit en France, soit à l'étranger, tous les spécimens d'un produit nettement déterminé.

Le Comptoir constitue donc pour ses adhérents un organisme commercial commun, un vendeur unique. Les produits que les adhérents transforment dans leurs usines sont cependant soustraits à son contrôle.

Le résumé des études entreprises sur les Comptoirs par l'Union Céramique et Chaufournière de France (*La Céramique*, n° 331 du mois d'octobre 1915), résumé qui a d'ailleurs été approuvé par M. Vital Hicguet, directeur du Comptoir des tôles et larges plats, donne un aperçu succinct.

« Doit être à vendeur unique :

- 1° Facilité de contrôle ;
- 2° Disparition des rivalités de personne entre associés.

Son administration,

1° Un conseil d'administration composé de tous les industriels écoulant leurs produits par l'intermédiaire du Comptoir ;

2° Un directeur défendant non seulement les intérêts du groupe, mais aussi de chacun de ses membres.

Son rôle,

1° Vulgarisateur : publicité appropriée aux circonstances, agents régionaux et étrangers ; visites à la clientèle ; 2° Régulateur : Maintien de l'équilibre entre la production et la consommation, de façon à établir sur le marché un prix normal eu égard au prix de revient.

Avantages,

1° Pour les associés :

a) Suppression des soucis relatifs à la partie commerciale et par suite activité et intelligence portées uniquement sur la production et le prix de revient ;

b) Disparition des grandes baisses en temps de crise ;

c) Possibilité de faire une baisse momentanée, si c'est nécessaire, pour assurer l'écoulement de telle usine en retard par suite des circonstances ;

d) Groupement des efforts pour l'augmentation des débouchés.

Précautions à prendre :

1° Eviter les prix exagérés qui peuvent diminuer la consommation ou amener la création de nouvelles usines concurrentes ;

2° Pour la clientèle :

a) Possibilité d'avoir une ou plusieurs marques si la consommation l'exige, avec un seul fournisseur ;

b) Stabilité du prix d'achat ;

c) Facilité de traiter les grosses affaires, même pour des livraisons rapides, vu la multiplicité des usines du fournisseur.

d) Accords possibles entre revendeurs d'une même région grâce à l'intervention si nécessaire du Comptoir. »

Aux avantages cités plus haut on peut ajouter que :

1° Le Comptoir provoque une économie de transport en faisant livrer la marchandise demandée par le producteur, adhérent au Comptoir, le plus rapproché de l'acheteur ;

2° Que le Comptoir, en respectant les situations acquises, a sauvé l'indépendance de ses adhérents les plus faibles qui auraient été absorbés, et qu'il évite ainsi la constitution du trust ;

3° Que le marché national est mieux protégé contre l'étranger, parce qu'il n'est pas divisé contre lui-même ;

4° Qu'en limitant la production, il évite les crises de surproduction et le chômage qui en est la conséquence (1).

Le Comptoir présente aussi des inconvénients pour le producteur et pour le consommateur.

Pour le producteur, le contrat par lequel il est lié au

(1). M. Tribot Laspierre indique de la façon suivante comment le Comptoir limite la production :

« Le Comptoir ne limite en somme que la production destinée au marché intérieur, production qu'il détermine lui-même d'après l'état général de ce marché et l'importance des traités qu'il a pu passer avec sa clientèle. La capacité de production de chaque adhérent pourra donc ne pas être utilisée en totalité : le surplus reste à sa disposition, mais il ne peut le placer qu'à l'extérieur. Au moyen de ce mécanisme ingénieux, on est parvenu, tout en laissant les chefs d'industrie maîtres absolus chez eux, à limiter indirectement la production, chaque établissement ayant intérêt à ne pas se mettre sur les bras un excès de production qu'il est certain d'avance de ne pas écouler en France au cas où il négligerait les sages avertissements du Comptoir. »

(M. Tribot-Laspierre. *L'Industrie du Fer en France.*)

Comptoir l'oblige à accepter un quantum de vente. Cette question du quantum est la plus délicate qu'aient à résoudre ceux qui constituent le Comptoir. En principe, la question est simple. « On fait un relevé dans chaque usine de ce que l'on a vendu pendant une période déterminée, un an, deux ans, trois ans si on veut. On additionne les chiffres de toutes les usines intéressées, pour une même période, et on arrive à un total qui constitue cent pour cent du quantum. Une simple proportion établit alors le quantum de chaque associé. » (1).

Mais il faut aussi tenir compte des transformations, des créations nouvelles et de différentes circonstances.

Sur ces points, la discussion ne manque généralement pas d'être très âpre, chaque adhérent étant porté à croire que l'on a sous-estimé ses possibilités de production.

« On veut bien s'associer... Oui, mais sans se lier ! Se soutenir... Oui, mais sans se tenir ! On cherche la quadrature du cercle, « l'association au service des égoïsmes », a-t-on dit récemment d'un mot sévère. (2).

Quant au consommateur, il a souvent pour les Comptoirs la plus grande méfiance, et il a parfois dirigé contre eux les plus vives critiques. Témoin cette protestation que les fondeurs de France, au mois de septembre 1908, adressaient au Président du Conseil au sujet des agissements du Comptoir de Longwy :

« Toute la France est tributaire de la Meurthe-et-Moselle pour la fonte brute ; c'est qu'en effet ce département produit à lui seul environ 85 0/0 de la production française. Il en résulte que, depuis plus de trente an-

(1). Conférence de M. Vital Hicquet, Directeur du Comptoir des tôles et larges plats, le 8 mai 1916.

(2). M. l'abbé Danset dans son cours à la Semaine Sociale de 1922.)

nées, les producteurs de fonte brute de cette région se sont entendus pour organiser un Comptoir de vente et que, grâce à des droits protecteurs énormes, ils obligent les consommateurs, fondeurs ou maîtres de forges, à subir leurs conditions. Ils ont ainsi constitué un monopole dont ils abusent durement au point de vue des prix, des conditions de paiement et de livraison. La prospérité inouïe dont jouissent certains de leurs établissements métallurgiques depuis trente années est une preuve de l'exagération de leurs bénéfices.»

« La clientèle est ombrageuse (1), dit complaisamment M. Paul de Rousiers, partisan déterminé des ententes de producteurs, »

Si on veut vérifier le bien ou le mal fondé des critiques des consommateurs, une enquête auprès des Directeurs de Comptoirs ne donne naturellement aucun résultat. Ceux-ci, en effet, insistent sur la moralité et la légalité de leur entreprise ou gardent un silence prudent.

C'est auprès de ceux qui ont appartenu au Comité des Forges ou à l'un des Comptoirs de la métallurgie que l'on peut avoir les renseignements les plus impartiaux.

D'après une personnalité qui a appartenu à un Comptoir métallurgique avant la guerre, le Comptoir tend bien à la stabilité des prix, mais dans le sens de la hausse, et les différentes économies (économie de transport, simplification des services commerciaux, etc.) sont très généralement effectuées au profit, non de la clientèle, mais des adhérents. D'ailleurs, les revues métallurgiques relatent presque toujours qu'au moment où on parle de la dissolution d'un Comptoir, la clien-

(1). M. Paul de Rousiers. *Les Syndicats industriels de Producteurs.*

tèle s'abstient de passer des commandes, escomptant une baisse après la dissolution (1).

Une autre personnalité, qui, elle, a appartenu au Comité des Forges, me déclare que l'on peut aussi bien critiquer les Comptoirs que s'en déclarer partisan. Comme bien des institutions humaines, les Comptoirs valent ce que valent les hommes qui sont à leur tête. Mais mon interlocuteur, qui dit être très partisan des Comptoirs d'exportation, reconnaît que les Comptoirs, qui ne fonctionnent qu'à l'intérieur d'un pays protégé par des droits de douanes élevés, ont tendance à imposer des prix abusifs.

Quoi qu'il en soit, les Comptoirs, en empêchant la surproduction et l'avilissement des prix, en permettant de faire des économies sur les transports et les services commerciaux, en groupant les efforts pour la recherche des débouchés, semblaient devoir rendre pendant la crise de sous-consommation les plus grands services. Or, on constate, depuis le commencement de la crise, que les Comptoirs sont des organismes d'une très grande fragilité qui ne résistent pas aux difficultés actuelles.

(1). « C'est même la disparition subite de cet organe de vente, le Comptoir de Longwy, qui a été une des causes primordiales de la baisse excessive des fontes neuves de moulage. Nous avions prédit à ce moment-là l'effondrement des cours de la fonte en gueuses, mais jamais nous n'avions pensé que la dégringolade des prix se fasse si grande en un si court espace de temps. Que cela serve d'exemple à ceux qui veulent tout démolir du passé ! Quand on veut supprimer un vieil organe qui a fait ses preuves, comme en l'occurrence l'avait fait le Comptoir de Longwy, qui a vécu plus de trente années, il faut savoir par quoi on doit le remplacer, car sans cela on se précipite dans l'inconnu, et il en résulte une débâcle des prix comme celle que nous constatons depuis plus d'un semestre. »

(Passage tiré d'un des plus vieux organes de la métallurgie cité par la *Journée industrielle* du 27 août 1921.)

« La perspective d'une dissolution possible du Comptoir sidérurgique a provoqué, naturellement, un ralentissement dans la demande en poutrelles. » (*La Journée industrielle* du 25 novembre 1922.) Il serait possible de faire encore bien d'autres citations.

C'est ainsi que le Comptoir de Longwy et le Comptoir d'exportation des fontes de Meurthe-et-Moselle ont été dissous en février 1921, et qu'il n'ont pu se reformer, que le Comptoir sidérurgique a cessé la vente à l'exportation en mars 1921 et la vente des demi-produits en juin 1921, et qu'il a été dissous en décembre 1922. De même, le Comptoir des fontes hématites a été dissous en août 1922 et le Comptoir des tôles et larges plats en décembre 1922.

Il ne faut évidemment pas voir, dans cette série de dissolutions ou de ruptures, une simple suite de malentendus particuliers. Ce n'est pas la formule du comptoir qui est en cause, car il en existe dans d'autres industries, dans l'industrie textile par exemple, qui donnent de très bons résultats.

D'autre part, cette crise des ententes de producteurs métallurgistes existe ailleurs qu'en France : la Belgique n'a pas pu reconstituer son Comptoir des Aciers. L'Allemagne a eu plusieurs cartels métallurgiques dissous en 1921 (1) et l'Angleterre a mis fin, en juillet 1922, au contrôle des prix (2).

Il faut plutôt voir dans ces liquidations de comptoirs une conséquence de la crise. Sans doute, on dit que le comptoir permet à ses adhérents d'éviter les crises ; mais cela n'est exact que pour les crises passagères et peu importantes. Pour les crises de l'ampleur de celle qui a commencé à la fin de l'année 1920 et qui marque un profond déséquilibre entre les moyens de produc-

(1) La *Journée Industrielle* du 15 octobre 1921 : « La crise économique a porté un coup sérieux aux kartells. La dénonciation de la Drahtkonvention par la Société Hoesch fut un exemple typique de la tendance des puissantes affaires à reprendre leur liberté en temps de crise. »

(2) La *Journée Industrielle* du 16 juillet 1922.

tion et les possibilités d'achat du consommateur, il n'en est plus de même ; car alors les nécessités de trésorerie des adhérents au comptoir peuvent être telles qu'elles obligent ceux-ci à liquider (à n'importe quel prix) leurs stocks, et, pour pouvoir vendre à n'importe quel prix, il faut naturellement quitter le comptoir.

Mais ce n'est pas là l'unique motif. M. Romier remarque avec raison que la métallurgie n'est pas venue au système des Comptoirs après une lutte commerciale effrénée pour « mettre fin à ces « guerres de centimes », où s'éprouvent la résistance et la virtuosité des entreprises. »

« La métallurgie, constate le rédacteur en chef de la *Journée Industrielle*, est revenue au système généralisé des Comptoirs par principe, au lendemain de l'effort qu'elle avait fourni pour la défense nationale, effort magnifique, mais effort commandé et encadré où elle avait perdu un peu le sens de la concurrence. Elle y est venue plutôt avec un esprit syndical qu'avec un esprit commercial. Elle y est venue avec le sentiment d'une expérience plutôt que d'une nécessité, avec le souci de se défendre plutôt que de conquérir. Elle y est venue avec des forces, des responsabilités et des besoins très hétérogènes. Enfin, elle y est venue sans confiance et sans discipline, limitant les pouvoirs de ses mandataires, à une heure où la lutte exige autant de promptitude que de souplesse. »

La constitution de Comptoirs ne doit donc pas être considérée comme pouvant actuellement remédier à la crise. Sans doute, on y aura recours plus tard, mais à ce moment-là la concurrence aura effectué son œuvre. Plusieurs affaires mal conçues ou mal situées auront disparu et une concentration plus accentuée se sera

effectuée. On essaiera de former alors, non des Comptoirs, mais un Comptoir unique, avec plusieurs directions, fonctionnant aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Mais pour qu'un tel organisme n'abuse pas de sa puissance, il sera hautement désirable que les industries consommatrices de la métallurgie soient représentées à son Conseil d'administration (1) et que l'Etat, qui certes ne doit pas se substituer à l'initiative privée, ait sur lui un droit de regard, un droit de contrôle.

Le Comité des Forges.

et les ententes internationales de producteurs

Déjà, avant la guerre, la métallurgie avait eu recours pour la vente des rails à une entente internationale. Le but visé était le même que celui du Comptoir : mettre fin à une concurrence ruineuse. Le fonctionnement était également identique : fixation d'un quantum, répartition des commandes suivant le quantum.

La participation française, qui avait été fixée en 1910, au cours d'une réunion tenue en Amérique, à Pittsburg, était de 4.47 pour 100, alors que l'Angleterre avait 37.36 pour 100, les Etats-Unis 25.70 pour 100, l'Allemagne 20.13 pour 100, et la Belgique 13.34 pour 100. En 1913, la France obtenait 9 pour 100.

Après la guerre, l'idée de reformer une entente internationale a hanté bien des esprits dans la métallurgie. Au Comité des Forges, on en est partisan :

« Il y a un problème international de la production, dit M. Robert Pinot. Toutes les nations sont aujourd'hui protectionnistes et toutes visent en même temps à

(1) Comme cela existe déjà en Allemagne. (La *Journée Industrielle* du 15 octobre 1921.)

répandre sur le monde l'excédent de leur production. Elles soutiennent au dehors leur industrie par des moyens artificiels. Voyez ce que fait la Grande-Bretagne, cette ancienne patrie du libre-échange ! Elle subventionne pour plus d'un milliard le placement de ses produits à l'étranger. C'est toute l'histoire de la Conférence de Gênes et de la reprise des relations avec les Soviets. Nous sommes en pleine guerre économique. On peut prévoir que cette guerre économique ruintera l'Europe, si la paix n'intervient à bref délai.

Cette paix économique, ce ne sont pas les gouvernements qui peuvent la conclure, mais les industries elles-mêmes par le moyen des ententes internationales entre producteurs. Mais l'ignorance économique de nos dirigeants et de notre opinion publique est telle que ces ententes sont redoutées et mal accueillies. On en fait des épouvantails, des sortes de conspirations géantes contre les consommateurs. Elles seules, au contraire, pourront rétablir l'ordre économique dans le monde et recréer les courants commerciaux rompus par les traités. Si elles doivent être connues des gouvernements, elles ne peuvent naître que de l'accord des producteurs eux-mêmes. » (1).

Depuis la guerre, plusieurs tentatives d'ententes ont été ébauchées. Pendant l'automne de 1920, les producteurs de fonte français, belges et luxembourgeois auraient été sur le point de conclure une entente, si les producteurs français de fonte pure avaient consenti à ce que les fontes de moulage et les fontes Thomas ne fissent l'objet que d'un seul décompte. Cette entente, si elle avait pu se réaliser, se serait faite en partie contre

(1) A. de Tarde (*Revue de France*), 15 mai 1922.

l'Angleterre, qui avait à ce moment-là maintenu des prix élevés, alors que Français, Belges et Luxembourgeois avaient effectué une baisse considérable.

En mars 1921, l'assemblée générale du Comptoir Sidérurgique de France, vraisemblablement à l'instigation du Comité des Forges, « invitait son comité de direction à poursuivre activement l'étude de la réalisation des accords internationaux. »

Les négociations durèrent pendant toute l'année 1921 et toute l'année 1922, sans pouvoir aboutir. Elles visaient, non plus les fontes, mais les rails et les poutrelles, peut-être aussi les demi-produits, et devaient comprendre, non plus seulement les Belges et les Luxembourgeois, mais encore les Anglais et même les Allemands.

La dissolution des Comptoirs en France et en Angleterre, et l'impossibilité en Belgique d'en constituer actuellement, ne permettent pas de penser qu'une entente internationale de producteurs puisse se former de si tôt. Pour qu'elle puisse se former, il faudrait d'abord que les industriels de chaque nation soient unis nationalement en comptoirs ou en cartels. Car, comme l'a montré M. Jean Pupier, dans plusieurs articles de la *Journée Industrielle*, la formation d'une entente internationale est conditionnée par l'existence préalable d'unions nationales et réciproquement les ententes nationales d'exportation ne sont viables que si une entente internationale est conclue.

« Si une affaire de rails ou de tôles, par exemple, dit M. Jean Pupier (1), se présente en Amérique du Sud ou en Chine, les producteurs anglais, belges ou allemands présentent leurs propositions et, naturellement, suren-

(1) *Bulletin d'Information Economique et Sociale*, 24 mars 1921.

(1) *La Journée Industrielle* du 1^{er} juillet 1922.

chérissent en concessions les uns sur les autres. L'organisme français d'exportation se trouve alors en présence de conditions de prix très sévères, parfois imprévues. Le mandat qu'il a reçu de ses adhérents ne peut pas être un blanc-seing absolu. Il faut donc, avant qu'il puisse suivre la course internationale aux concessions, lorsque celle-ci (et c'est fréquent) dépasse les limites prévues, que l'organisme français en réfère à ses mandants. Il perd ainsi un temps pendant lequel l'affaire risque fort d'être enlevée par la concurrence. Pour qu'un Comptoir français puisse efficacement travailler à l'exportation, il faut donc que les producteurs étrangers soient également groupés et les divers groupements nationaux soient en rapport fréquent les uns avec les autres. Nous voyons, ici, l'union nationale pour l'exportation conditionnée par l'union internationale. Or, cette dernière n'est, elle même, réalisable que si les unions nationales sont conclues et solides. » (1).

*
* *

Telles sont les questions économiques sur lesquelles le Comité des Forges a étendu son action, tels sont les moyens et la méthode qu'il a employées, tels sont enfin les résultats qu'il a obtenus.

L'étude des différents problèmes qui se sont posés au Comité des Forges nous a montré le patronat divisé contre lui-même pour élaborer une politique de l'acier.

(1) D'après la presse allemande, une entente internationale existerait déjà entre le trust allemand de l'aniline et la Compagnie Nationale des Matières Colorantes et de Produits Chimiques d'une part, et d'autre part entre la *Beitrisch Dyestuffs Corporation* et le trust allemand des colorants. D'après le *Berliner Tageblatt*, ces deux tractations ne constitueraient que la base d'une entente beaucoup plus large visant à englober l'industrie chimique de l'Allemagne, de la France, de l'Angleterre et de l'Italie. Il ne faudrait donc pas croire qu'il n'y ait que les métallurgistes qui cherchent à conclure des ententes internationales.

La question douanière et la question des primes d'exportation opposent la mécanique à la métallurgie, la question des livraisons de charbon et de coke oppose les houillères à la métallurgie, la question des tarifs de chemins de fer opposent les réseaux à la métallurgie, les questions d'exportation montrent l'isolement de la banque à l'égard de la production et, enfin, la question des Comptoirs rend évident le manque d'entente des métallurgistes entre eux.

Sans doute, au-dessus de toutes ces oppositions et de tous ces conflits, dans lesquels chaque partie fait appel à toutes les ressources de sa puissance financière et politique, se dresse une ploutocratie, qui par une intégration poussée à l'extrême possède des intérêts dans tous les groupements opposés, mais les membres de cette ploutocratie, d'ailleurs peu nombreuse, se liguent et se combattent tour à tour et n'exercent sur le milieu économique qu'une tyrannie anarchique (1).

Si, passant de l'étude des questions économiques à l'examen des questions sociales et fiscales, nous recherchons quelle a été à leur égard la politique du Comité des Forges, ou plutôt de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, de la Construction Mécanique, Electrique et Métallique et des industries qui s'y rattachent, nous allons avoir le tableau du patronat uni (malgré quelques divergences peu accentuées d'ailleurs) contre les revendications ouvrières et contre les augmentations d'impôts.

(1) L'étude d'autres industries que la métallurgie nous aurait conduit à constater des oppositions semblables entre industries productrices et industries consommatrices: opposition des fabricants de produits colorants et des teinturiers, des papetiers et des éditeurs, des sucriers et des betteraviers, etc., etc.

CHAPITRE II

L'Union des Industries Métallurgiques et Minières et les questions sociales et fiscales

1° Ce qu'est l'Union des Industries Métallurgiques et Minières :

L'Union des Industries Métallurgiques et Minières a été créée en 1900 pour examiner et résoudre en commun les problèmes économiques et sociaux qui se posaient à ses adhérents.

Elle groupait, à son origine, avec le Comité des Forges, la Chambre Syndicale des Fabricants et des Constructeurs de Matériel pour Chemin de fer et Tramways, la Chambre Syndicale des Constructeurs de Navires et de Machines marines, la Chambre Syndicale des Fabricants et Constructeurs de Matériel de Guerre, le Comité des Houillères et un certain nombre de Chambres syndicales.

Le nombre des Chambres syndicales adhérentes (l'Union ne groupe que des Chambres syndicales) crût rapidement et à la veille de la guerre il était de quarante-quatre.

Si, juridiquement, l'Union des Industries Métallurgiques formait avant la guerre un groupement distinct du Comité des Forges, en fait la distinction n'apparaissait pas, les deux groupements ayant le même local et le même secrétaire général.

« L'Union des Industries Métallurgiques et Minières, me dit une personnalité qui a appartenu au Comité des Forges, n'était avant la guerre qu'un petit meuble placé dans le cabinet de travail d'un des secrétaires du Comité des Forges. Il ne contenait guère que du papier blanc avec l'en-tête de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières. Lorsque l'on avait à écrire à un ministre on se servait de ce papier pour donner plus de poids à la demande qu'on lui adressait. »

Avant et pendant la guerre, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières s'occupait aussi bien des questions économiques que des questions sociales.

C'est même l'intervention de l'Union dans les questions douanières qui, s'effectuant naturellement au profit du Comité des Forges, provoqua, en 1915, le départ du Syndicat des Mécaniciens, Chaudronniers et Fondateurs et de la Chambre Syndicale des Constructeurs de Matériel Agricole.

Après la guerre, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières est réorganisée. Elle possède, désormais, une installation matérielle indépendante dans un local particulier, au second étage de la rue de Madrid. Elle a ses services particuliers et un secrétaire général différent de celui du Comité des Forges.

Mais, au-dessus du secrétaire général est créé le poste de délégué général du Conseil de direction, et, ce poste étant actuellement occupé par le vice-président du Comité des Forges, on peut affirmer que l'influence du Comité des Forges sur l'Union des Industries Métallurgiques et Minières est restée prépondérante (1).

(1) « L'Union des Industries Métallurgiques et Minières, me disait plaisamment un membre de la Fédération de la Mécanique, n'a qu'un défaut : c'est d'avoir son siège rue de Madrid. »

Les statuts, qui ont été modifiés, fixent maintenant de la façon suivante le champ d'activité de l'Union et le but qu'elle doit poursuivre.

« L'Union a pour objet :

« a) D'étudier toutes les questions sociales, ouvrières et fiscales d'intérêt général pour les industries représentées par les Chambres syndicales adhérentes et de suivre l'application des mesures qui s'y réfèrent ;

« b) De déterminer, au sujet de ces questions, la ligne de conduite que doivent suivre toutes les Chambres syndicales adhérentes ;

« c) De participer à l'administration et à la gestion des organisations sociales, à la création desquelles elle aura contribué, de leur accorder son patronage, leur autonomie une fois constituée ;

« d) De représenter les Chambres syndicales adhérentes toutes les fois qu'une action collective doit être exercée en ces matières.

L'Union peut également, dans les conditions fixées au dernier paragraphe de l'article ci-après, examiner les questions d'ordre technique, économique ou professionnel, à l'occasion desquelles des divergences d'intérêt sont susceptibles de se manifester entre certaines des Chambres syndicales adhérentes, et chercher à établir un accord entre elles à cet égard.

Cet accord, une fois établi, elle pourra en suivre l'exécution et en soutenir les conclusions, si besoin est, devant les pouvoirs publics. »

Article 11, dernier paragraphe :

« Il (le Conseil de direction) peut, en outre, se saisir directement ou être saisi par les Chambres syndicales

intéressées ou par un groupement de Chambres syndicales adhérentes à l'Union, mandaté par ces Chambres syndicales, de toutes questions, sur lesquelles il serait souhaitable, au point de vue de l'intérêt général, qu'un accord intervint entre des industries ressortissant à l'Union et ayant à ce sujet des intérêts opposés ; dans ce cas, le Conseil de direction agira au mieux pour provoquer cet accord ; il pourra, s'il en est requis par les parties, agir comme conciliateur. »

D'une façon générale, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières ne s'occupe que des questions sociales, ouvrières et fiscales et elle s'abstient de s'immiscer dans les questions économiques. A en croire un de ses membres les plus représentatifs, l'Union courrait les plus grands risques de dissolution le jour où elle se départirait de cette prudente réserve.

C'est à cause des questions ouvrières que le Syndicat des Mécaniciens, Chaudronniers et Fondeurs est revenu à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières ; c'est à cause de ces mêmes questions qu'il y reste affilié.

L'Union des Industries Métallurgiques et Minières groupe deux sortes de Chambres syndicales : les Chambres syndicales professionnelles et les Chambres syndicales régionales. Aux Chambres syndicales professionnelles sont réservées les questions économiques et les questions ouvrières générales. Aux Chambres syndicales régionales sont confiées l'étude et la solution des questions ouvrières locales, telles que salaire, prime de vie chère. Il résulte de cela que tout industriel doit faire partie simultanément d'un groupement national spécialisé purement professionnel et d'un groupement régional englobant des établissements ressortissant à des industries similaires.

Les efforts de l'Union tendent à départir ainsi les attributions des deux sortes de Chambres syndicales, mais il y a naturellement quelques exceptions.

Par exemple, le Comité des Forges et Mines de Fer de l'Est et la Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques et connexes du département du Rhône et de la région, qui sont des Chambres syndicales régionales, s'occupent aussi des questions économiques.

Le nombre de Chambres syndicales professionnelles adhérentes était, en 1921, de 42 et celui des Chambres syndicales régionales de 38. Ces deux nombres montrent déjà l'importance de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières. Mais il ne faudrait pas croire que l'influence de l'Union se borne aux industries métallurgiques et minières, à la construction mécanique, électrique et métallique et aux industries qui s'y rattachent. Elle s'étend à toutes les industries.

Les Chambres syndicales régionales adhérentes à l'Union tendent de plus en plus à grouper autour d'elles les différentes industries : c'est ainsi que le groupe des Industries Métallurgiques et connexes de la Région Parisienne groupe les différentes industries de la région de Paris, telles que l'alimentation et les produits chimiques.

D'autre part, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, a groupé autour d'elle les fédérations et unions nationales de syndicats des différentes industries (Fédération du Bâtiment, Union Textile, Union Syndicale des Tissus, Matières textiles et Habillement, Union des Produits chimiques, etc.) pour former le Comité intersyndical.

Ce Comité intersyndical est une association non dé-

clarée, dont le siège est 7, rue de Madrid. L'Union des Industries Métallurgiques et Minières a mis à sa disposition, en même temps que ses locaux, le concours de ses services.

Question des huit heures, question des assurances sociales, question des allocations familiales, question de la fixation d'un salaire maximum pour les manœuvres, tels sont les principaux sujets qui ont été l'objet d'études et de décisions de la part du Comité intersyndical.

D'après une personnalité qui assiste aux réunions du Comité intersyndical, mais qui n'appartient pas à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, toutes ces questions sont étudiées au Secrétariat de l'Union en fonction de la métallurgie et toutes les solutions proposées au Comité par les représentants de l'Union sont naturellement conformes, non aux intérêts généraux de l'industrie, mais seulement aux intérêts particuliers de la métallurgie. Malgré cela, les représentants des différentes industries reconnaissent qu'il suivent presque toujours les directives de l'Union.

Il ne paraît donc pas exagéré de dire que c'est au Comité intersyndical que s'élabore la politique générale du patronat français à l'égard des ouvriers.

Sans doute, à la Fédération du Bâtiment on n'est pas toujours disposé à accepter le point de vue de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières (1). Mais là, comme dans toutes les fédérations patronales, on ne manque pas de reconnaître la valeur intellectuelle de l'état-major de la rue de Madrid et de rendre hommage

(1) Le bâtiment n'a pas voulu adhérer à la caisse de compensation de la région parisienne et il a tenu à fonder une caisse particulière. La Fédération du Bâtiment est le groupement patronal le plus favorable aux assurances sociales ; l'Union des Industries Métallurgiques et Minières est celui qui l'est le moins.

à sa puissante activité. Faut-il voir dans ce Comité intersyndical le germe d'une nouvelle Confédération Générale de la Production Française ? On a pu le croire un moment.

La Confédération Générale de la Production Française (1) a été, comme on le sait, créée en 1919, à l'instigation de M. Clémentel, qui était alors ministre du Commerce. Le but visé était d'établir une liaison étroite et permanente entre les pouvoirs publics et le commerce et l'industrie pour étudier et « mettre en application les programmes généraux, grâce auxquels sera assuré le développement de la richesse publique, par l'intensification de la production, l'accroissement de nos échanges, les progrès de notre expansion économique et de notre influence à l'étranger. » (2)

Malgré les très louables intentions de son promoteur, la Confédération Générale de la Production Française

(1) La Confédération Générale de la Production Française comprend 23 groupements :

Groupelement I : industries alimentaires ; groupelement II : commerce de l'alimentation ; groupelement III : travaux publics, bâtiment, habitation ; groupelement IV : carrières et industries de la céramique, de la verrerie, des chaux et ciments et plâtres ; groupelement V : cuirs et peaux ; groupelement VI : industries textiles ; groupelement VII : transformation des tissus, habillement et industries annexes ; groupelement VIII : industries chimiques ; groupelement IX : industries minières ; groupelement X : grosse métallurgie ; groupelement XI : petite métallurgie ; groupements XII et XIII : constructions mécanique, métallique et électrique ; groupelement XIV : électricité et éclairage public ; groupelement XV : industries maritimes et transports ; groupelement XVI : aéronautique, automobile et cycle ; groupelement XVII : instruments de précision ; groupelement XVIII : industries du livre, du papier et arts graphiques ; groupelement XIX : art et luxe ; groupelement XX : finances et commerce ; groupelement XXI : voyages, tourisme, industrie hôtelière ; groupelement XXII : transports par fer ; groupelement XXIII : Fédération des Associations régionales.

Le Conseil central de la Confédération est constitué par la réunion des présidents des bureaux des 23 groupements.

(2). Exposé des motifs du projet de loi ayant pour objet la réorganisation des cadres de l'administration centrale du ministère du Commerce.

rencontra dans le monde industriel et commercial une très vive opposition. C'est que commerçants et industriels croyaient retrouver dans les directives, que le Ministre du Commerce avait données à la Confédération, le même esprit qui avait présidé à la création des consortiums, l'étatisme.

A la rue de Madrid on regrettait que le Président de la Confédération ne fût pas le Président de l'Union des Industries métallurgiques et minières et on déplorait que les syndicats adhérents à l'Union eussent été affiliés à la Confédération directement au lieu de l'être par l'intermédiaire de l'Union. De là est née une certaine rivalité qui s'est manifestée au début entre l'Union des Industries métallurgiques et minières et la Confédération Générale de la Production Française, rivalité qui s'était d'ailleurs accrue du fait que la Confédération tendait de plus en plus à s'occuper des questions ouvrières, sociales et fiscales.

Mais comme les principaux adhérents de la Confédération sont représentés au Comité intersyndical, une entente devait se produire. Elle s'est produite en effet et elle peut se traduire par ce simple fait : le Secrétaire général de la Confédération Générale de la Production Française est invité à assister aux réunions du Comité intersyndical. Suivant l'expression même d'un des membres de l'Union — expression un peu forcée d'ailleurs — la Confédération Générale de la Production Française, c'est la façade, le Comité intersyndical s'est le bureau d'études (1). Si bien que lorsqu'à la Confédération

(1). Dans une conférence très remarquable faite à la Semaine Sociale de France en 1922, M. l'abbé Danset remarquait que le comité intersyndical constitue l'édifice de la Confédération générale du patronat français « et dans une architecture autrement représentative de la contexture réelle de notre industrie nationale, que la bâtisse

il s'est agi par exemple d'élire un délégué pour représenter le patronat français au Bureau International du Travail, c'est le Président du Comité intersyndical qui a été choisi (1).

L'existence du Comité intersyndical ne prouve pas seulement d'une façon manifeste la puissance d'attraction et de rayonnement de l'Union des Industries métallurgiques et minières et du Comité des Forges, il montre aussi un des buts de la politique du Comité des Forges : grouper toutes les industries autour de l'industrie-mère la métallurgie, et cela pour devenir leur porte-parole et subordonner leur point de vue au sien (2).

L'activité que l'Union des Industries métallurgiques et minières a déployée pour conjurer la crise a porté sur

vide, style caserne; où M. Clémentel avait imaginé de loger sa confédération générale de la production française ». Et le même auteur ajoute : « A l'heure qu'il est, la réunion mensuelle du comité directeur de la Confédération générale de la Production française paraît bien n'avoir plus d'autre raison d'être que de prêter au conseil intersyndical de la rue de Madrid l'organe d'un porte-parole accrédité. C'est encore un résultat, mais, avouons-le, on le pourrait atteindre à moins de frais. »

(1). Le Président du Comité intersyndical est, comme on peut s'en douter, le Vice-Président du Comité des Forges, délégué général de l'Union des Industries métallurgiques et minières.

(2). « Mais ce que je lui (le Comité des Forges) reprocherai et ce qu'on lui reproche, c'est d'identifier l'intérêt de la production française à l'intérêt du Comité des Forges et d'agir de telle manière que les intérêts différents ne puissent se manifester. Le Comité des Forges aurait pu être le Fédérateur de toute la production et lui donner en quelques années une organisation incomparable. Il ne l'a pas fait ; il a subi le mouvement de concentration des activités et des groupements et n'y a pris part que pour limiter les initiatives ou réduire les efforts collectifs à sa propose politique. Quelques groupements généraux ont réussi malgré lui. Loin de s'associer franchement à eux, il les boude, quand il ne les combat pas. Il paraît avoir la phobie de tout ce qui croît ailleurs que sous son aile, sans sa permission. En tout il veut être le maître, le chef incontesté. Eh ! ici aussi, je serais le dernier à lui reprocher de vouloir être le chef, si c'était pour agir, pour coordonner l'action de tout et entraîner tout le monde. Mais il veut régner pour empêcher l'action des autres. » (M. G. Valois dans *L'Action Française*, juillet 1922.)

les points suivants : 1° question des huit heures ; 2° question des accords collectifs ; 3° question des salaires et des allocations familiales ; 4° question des assurances sociales ; 5° question des grèves ; 6° questions fiscales.

2°. *L'Union des Industries métallurgiques et minières et la journée de huit heures.*

L'application de la journée de huit heures étant considérée, à tort semble-t-il, par les conseils d'administration de la plupart des sociétés métallurgiques, comme étant une des causes de la crise de sous-consommation, l'Union des Industries métallurgiques et minières a décidé de demander la révision du règlement d'administration publique édicté en exécution de la loi de huit heures.

Les modifications demandées par l'association patronale sont extrêmement nombreuses.

Voici celles qui sont, d'après le journal syndicaliste *L'Atelier*, les plus importantes :

« 1° Ce n'est plus la journée ou la semaine, mais l'année qui serait prise comme base de détermination du temps de travail. Ainsi l'employeur pourrait, sans autorisations spéciales, appliquer des heures de dérogations à n'importe quelle période de l'année, pour n'importe quelle cause », sa liberté d'action « n'étant limitée que par l'interdiction, en principe, d'imposer un nombre journalier d'heures de travail supérieur à 10 ».

2° Porter de 100 à 150 par an le nombre d'heures supplémentaires pouvant être autorisées pour cause de surcroît extraordinaire de travail ;

3° Ce régime des 150 heures supplémentaires consti-

tuerait le régime normal, mais pendant sept ans les employeurs profiteraient d'un crédit de 300 heures par an ;

4° Pendant les périodes d'application des heures supplémentaires, la durée quotidienne du travail effectif pourrait être portée à douze heures. »

Craignant qu'une enquête soit faite par le Ministère du Travail ou par la Commission parlementaire du travail, l'Union des Industries métallurgiques et minières a adressé confidentiellement à ses adhérents les deux circulaires suivantes que cite l'*Union des Métaux* de mai-juin 1922 :

« 27 février 1922.

« Monsieur,

« Nous sommes informés que Monsieur le Ministre du Travail avait décidé de faire procéder à une enquête sur la journée de huit heures.

« Le problème étant d'ordre général, nous estimons, et vous estimerez certainement avec nous, que rien ne serait plus dangereux que de laisser s'exprimer à son sujet des opinions particulières s'inspirant de cas qui ne peuvent être qu'exceptionnels, et que, si l'on veut donner une idée exacte de ce qui se passe dans nos industries, cela n'est possible que par une réponse d'ensemble tenant compte, à la fois, de tous les cas qui se présentent. Cette réponse est déjà contenue dans notre document du 1^{er} décembre que nous vous avons adressé, sur les conséquences de la journée de huit heures dans nos industries.

« Dans le cas où parallèlement à vos chambres syndicales professionnelles ou régionales, que nous saisissons

d'autre part directement de la question, vous seriez touché à titre individuel par l'enquête poursuivie par M. le Ministre du Travail, nous vous serions donc obligés de vouloir bien répondre que la question a déjà fait l'objet d'une étude par votre organisation centrale, l'Union des Industries métallurgiques et minières, et que vous ne pouvez que vous en remettre à elle du soin de faire connaître votre point de vue tant sur les conséquences de l'application de la loi de huit heures que sur les modifications qu'il y aurait lieu d'y apporter.

« Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de nos sentiments distingués.

« H. SIMÉON. » (1).

« Union des Industries métallurgiques et minières.

« Monsieur,

« Comme suite à notre circulaire du 27 février dernier relative à l'application de la journée de huit heures, nous sommes informés que M. le Ministre du Travail, faisant porter son enquête sur un point précis et déterminé, aurait demandé à MM. les Inspecteurs du travail de se renseigner auprès des industriels sur le nombre total d'heures pendant lesquelles les établissements ont pu fonctionner pendant la période allant du 1^{er} janvier 1919 au 1^{er} juillet 1921.

« Dans le cas où vous seriez touché par cette enquête, nous estimons que, s'agissant de renseignements de pur fait, c'est à vous seul qu'il appartient de répondre. Toutefois, nous attirons votre attention sur les observations suivantes :

(1). M. Siméon est le Directeur du Département des Questions ouvrières à l'Union des Industries métallurgiques et minières.

« Nous pensons tout d'abord qu'il conviendrait de mentionner dans votre réponse les heures supplémentaires que vous auriez pu être amené à faire faire à vos ouvriers pendant la période envisagée (les heures dont nous parlons ici sont celles prévues au 3^e paragraphe de l'article 6 du règlement d'administration publique nous concernant, c'est-à-dire les 100 heures pour surcroît extraordinaire de travail et les 100 heures dites d'intérêt national ; elles ne doivent se confondre ni avec les heures de dérogations permanentes, ni avec les heures de récupération qui, les unes et les autres, doivent être assimilées aux heures normales).

« D'autre part, ayant toujours considéré, en nous fondant sur les textes, que les heures supplémentaires avaient un caractère individuel et non collectif, c'est-à-dire qu'elles pouvaient être demandées dans leur totalité à chacun des ouvriers pris individuellement, nous vous prions, si vous aviez usé de ces heures supplémentaires, de répondre sur ce point dans la forme suivante :

« Dans le cas d'heures supplémentaires effectuées par l'ensemble de vos ouvriers, sans qu'il soit possible de distinguer à cet égard entre chacun d'eux, vous auriez à indiquer « tant d'heures supplémentaires effectuées par tant d'ouvriers ». Dans le cas où les ouvriers n'auraient pas tous fait le même nombre d'heures supplémentaires, vous préciseriez : « 5 ouvriers (par exemple) ont fait 15 heures supplémentaires, 10 en ont fait 30, etc., etc. »

« Par ailleurs, sachant l'enquête à laquelle faisait procéder le Ministre du Travail, nous avons jugé nécessaire, dans une lettre que nous adressions à M. le Président de la Commission du Travail de la Chambre, au

sujet de la question des huit heures, et dont nous avons donné connaissance à M. le Président de notre Chambre syndicale, de bien préciser que si, malheureusement, beaucoup d'industriels s'étaient vus contraints, dans la crise économique actuelle, de renoncer à l'utilisation de toutes les heures supplémentaires et même normales mises à leur disposition, il fallait en chercher la cause principale dans l'élévation excessive du prix de revient, conséquence directe de l'application de la journée de huit heures, et qu'il n'y avait lieu de tirer de ce fait aucun argument en faveur du maintien du régime actuel de la durée du travail.

« Si vous partagez notre point de vue, nous croyons qu'il pourrait y avoir intérêt à insister dans votre réponse sur cette considération.

« Dans le cas où l'activité de votre industrie vous aurait permis d'utiliser toutes les heures autorisées et où vous vous seriez même trouvé en raison de la limitation de la durée journalière du travail dans la nécessité de refuser une partie des commandes que votre organisation technique et vos installations vous auraient permis d'exécuter, nous croyons qu'il y aurait également avantage à le faire connaître dans votre réponse.

« Veuillez agréer, etc.

« Lambert RIBOT. » (1).

Et l'Union des Métaux faisait suivre ces deux lettres du commentaire suivant :

« Deux principes fondamentaux sont à respecter.

1^{er} principe : Ne pas répondre, en considérant que l'en-

(1). M. Lambert-Ribot est le Secrétaire général de l'Union des Industries métallurgiques et minières.

quête a été faite par les patrons eux-mêmes et que leurs conclusions doivent rester incontestées.

2^e principe : Dans les cas de force majeure, répondre d'une façon déterminée, en suivant exactement les instructions de l'Union des Industries métallurgiques et minières, et toujours montrer la journée de huit heures comme l'obstacle à la marche normale de l'industrie. »

3°. *L'Union des Industries métallurgiques et minières et la question des contrats collectifs de travail.*

Hostile au principe des huit heures, l'Union des Industries métallurgiques et minières est également opposée aux conventions collectives de travail. Certes, c'est bien l'Union des Industries métallurgiques et minières qui a signé les accords du 17 avril et du 24 mai ; mais « ce n'était là, me déclare un des membres les plus représentatifs de l'Union, qu'un pur acte politique », les organisations ouvrières étaient très menaçantes, on était obligé de leur donner satisfaction. En lisant le compte rendu de l'assemblée générale de l'Union des Industries métallurgiques et minières du 18 février 1919, on constate qu'elle était à ce moment-là assez favorable à certaines revendications ouvrières.

« La période de transition actuelle, dit le compte rendu, survenant après les modifications profondes causées par la guerre, fait apparaître d'une façon nette la nécessité de certaines réformes dans l'organisation du travail, dans la situation matérielle des ouvriers, dans les rapports entre le capital et le travail. Il convient, semble-t-il, de faire des concessions aux demandes formulées par les ouvriers, dans la mesure compatible avec la productivité de l'industrie et avec son développement ultérieur. »

Depuis cette époque, une scission s'est opérée au sein de la Fédération des Métaux, qui a vu de ce fait son autorité diminuer.

N'ayant plus rien à craindre de la part des organisations ouvrières divisées contre elles-mêmes, l'Union des Industries métallurgiques et minières tend à reprendre ce qu'elle avait donné. Abandonnant le système de collaboration des classes, elle en revient, semble-t-il, au système d'autorité. Par lettre du 29 juillet 1921 (1), le Secrétaire général de l'Union des Industries métallurgiques et minières écrivait à M. le Ministre du Travail pour lui rappeler dans quelles conditions et pour quel objet l'accord du 24 mai 1919 était intervenu et « lui indiquer les raisons pour lesquelles il considérait comme erronée l'interprétation de la cour de cassation » d'après laquelle cet accord était considéré comme convention collective.

L'Union des Industries métallurgiques et minières n'a jamais signé de convention collective. Elle a seulement signé des accords ! Telle est la thèse de ses représentants. Se croit-on, à l'Union, moins tenu par un « accord » que par une « convention collective » ? On est en droit de se le demander.

Dans une lettre adressée à la Commission du Travail, citée par l'Union des Métaux mai-juin 1922, l'Union des Industries métallurgiques et minières précise bien sa pensée : « Il n'est pas besoin au surplus, dit la lettre, de parler d'entente des employeurs avec leurs ouvriers. Cette entente est tout à fait indispensable, mais c'est un fait pur et simple. L'accord est tacite et n'a pas à être constaté dans une convention spéciale ; il fait partie du contrat de travail individuel. »

(1). Voir la *Journée industrielle* du 22 août 1922.

Est-ce donc que l'entente entre groupements ouvriers et groupements patronaux est irréalisable ? Il ne le semble pas. Sans doute c'est chose impossible que de collaborer avec des syndicats ouvriers qui sont inspirés du mythe de la lutte des classes et qui proclament que la révolution est le but suprême qu'ils poursuivent. Sans doute aussi les organisations ouvrières n'ont pas toujours tenu les engagements qu'elles avaient contractés. Mais il existe aussi des syndicats ouvriers désireux d'entretenir avec les organisations patronales des relations pacifiques. Les syndicats affiliés à la Confédération Générale du Travail tendent de plus en plus vers le réformisme, et les syndicats chrétiens (1) proclament qu'une loyale collaboration des classes est nécessaire à l'organisation de la profession. Il semble donc qu'avec ceux-ci l'entente soit possible. Et la meilleure preuve que l'entente est possible, c'est qu'elle a été réalisée par une des chambres syndicales régionales adhérentes à l'Union, le Syndicat patronal des constructions mécaniques et navales de Nantes et de la Loire-Inférieure (2), qui entretient les relations les plus cordiales avec le syndicat cégétiste.

(1). L'attitude du patronat à l'égard des syndicats chrétiens est assez singulière. En 1921, une démarche de plusieurs membres de groupements patronaux touchant de près à l'Union des Intérêts économiques fut faite auprès du nonce apostolique pour qu'il convie à plus de modération les syndicats chrétiens qui sont pourtant beaucoup plus modérés que ceux de la C.G.T. et de la C.G.T.U. Bien des patrons paraissent préférer voir leurs ouvriers adhérer à un syndicat affilié à la C.G.T. ou à la C.G.T.U. qu'à un syndicat chrétien. Est-ce parce qu'il est plus difficile de combattre des revendications justes et raisonnables faites sur un ton de modération que des réclamations exagérées voire même insensées ou intempestives accompagnées de menaces et de violence ? Ou est-ce simplement parce que les dirigeants des syndicats chrétiens ne se laissent pas acheter ?

(2). Je ne saurais trop dire ici l'excellente impression que m'a produite la visite que j'ai faite à ce syndicat patronal.

« Une commission composée d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers, me dit le Secrétaire du syndicat patronal, a donné jusqu'ici les résultats les plus satisfaisants. Aux réunions, qui sont assez fréquentes, la tenue des représentants des ouvriers est irréprochable. Sans doute ils défendent leur point de vue, mais pas un mot n'est dit plus fort que l'autre. Toutes les difficultés qui ont été soumises à la commission ont été résolues à l'amiable. Le règlement d'atelier a été signé par les deux parties, et les primes de vie chère sont arrêtées d'un commun accord. »

Cet exemple de la Chambre syndical de Nantes, qui est peut-être unique parmi les Chambres adhérentes à l'Union, montre cependant que la bonne entente est possible, mais pour cela il faut la vouloir.

4°. *L'Union des Industries métallurgiques et minières et la question des salaires et des allocations familiales.*

« Tout ce qui concerne les salaires a été naturellement l'objet de nos constantes préoccupations », dit le rapporteur du Bureau du Conseil de l'Union à l'assemblée générale du 17 février 1920.

Avant la crise de sous-consommation, les efforts de l'Union ont tendu à freiner la hausse des salaires. Certes, ce n'est pas l'Union qui en fixe le montant ; mais c'est elle qui donne à leur sujet des renseignements, des conseils et des « directives ». C'est ainsi que l'Union transmet les bordereaux de salaires des différentes régions à ses adhérents pour leur faire connaître les tarifs maxima et minima et qu'elle tend à faire prévaloir quelques principes généraux. ~

« Il est nécessaire à l'heure actuelle, dit le même

rapporteur du Bureau du Conseil, d'avoir une politique des salaires. »

Quelle est cette politique des salaires ? Sur ce point, le rapporteur est assez laconique. Il dit seulement « que le coût de la vie ne doit être qu'un des éléments de leur détermination, et qu'accroître la rémunération de l'ouvrier automatiquement, dans la même proportion que la hausse des denrées, ce serait non pas seulement faire œuvre vaine, mais compromettre le relèvement financier du pays. C'est là, affirme-t-il, une vérité essentielle dont il importe que les pouvoirs publics soient pénétrés au moment où ils songent à instituer des commissions spéciales pour constater périodiquement le cours des denrées. »

L'Union a veillé à ce que les commissions régionales du coût de la vie se renferment dans les limites qui leur avaient été assignées et « une commission centrale ayant été créée dans le double but de donner des directives aux commissions régionales et de contrôler leurs travaux », l'Union a obtenu qu'un de ses collaborateurs fût désigné pour en faire partie. D'après le rapporteur du Bureau du Conseil, l'Union a pu ainsi en maintes circonstances faire adopter ses vues.

Depuis la crise de sous-consommation, les efforts de l'Union ont tendu à réduire les salaires. D'après le rapport du secrétaire général de l'Union à l'assemblée générale du 14 février 1922, l'Union a pu donner à ses adhérents « des indications générales sur la conduite à tenir », et grâce à la collaboration constante que ses chambres syndicales lui ont apportée en la tenant au courant de la situation de leur région, elle a pu « réaliser une certaine unité dans la ligne de conduite adoptée ». Dans « cette œuvre délicate de réajustement des

conditions du travail », l'Union n'a d'ailleurs pas manqué de « se tenir en contact étroit avec les autres industries et aussi avec les services publics ».

Au cours de l'année 1922, « le salaire minimum du manœuvre a été abaissé de 12 à 15 0/0 en moyenne, c'est-à-dire dans une proportion nettement inférieure à la diminution du coût de la vie » qui, toujours d'après le rapport du Secrétaire général de l'Union, est évalué de 15 à 18 0/0 en moyenne par rapport aux chiffres maxima constatés à la fin de 1920.

Mais pendant l'année 1922 la crise continuant à se faire sentir, de nouvelles réductions ont été opérées sans qu'il y ait eu une baisse proportionnelle du prix de la vie. Elles ont même été parfois excessives et elles ont mis l'ouvrier dans une situation précaire. C'est ainsi qu'au Havre l'Union des Industries métallurgiques et minières a été assez puissante pour imposer, même à ceux de ses adhérents qui n'en étaient pas partisans, d'effectuer une réduction de salaires qui, d'après M. Le Chevalier (1), ne permet plus à une famille ouvrière de vivre, même économiquement, dans des conditions normales. Après la trop fameuse réduction de 10 0/0 opérée au Havre, le salaire moyen n'y était plus en effet que de 13 francs 50 par jour (2).

La notion du juste salaire, tel que le définit le pape Léon XIII dans l'encyclique *Rerum Novarum*, est absente des préoccupations des stratèges de la rue de Madrid. Les catholiques-sociaux, qui l'acceptent, sont, à leur avis, de purs utopistes.

(1). M. Le Chevalier a écrit deux articles dans la *Chronique Sociale de France* (septembre et décembre 1922) sur les grèves du Havre. Avec beaucoup d'impartialité l'auteur fait un exposé très net du conflit.

(2). Chiffre donné par M. Le Chevalier.

Le prix de la vie « constitue seulement une des données du problème (des salaires) », écrit le Secrétaire général de l'Union. Ce qui prime tout, ce sont les nécessités de l'industrie, nécessités de l'industrie que les patrons se reconnaissent à eux seuls le droit d'apprécier. Or, si sous prétexte des nécessités de l'industrie les concurrents étrangers réduisent aussi la rémunération de l'ouvrier, l'industriel français se croira obligé d'opérer une nouvelle baisse... et ainsi de suite jusqu'à ce que l'ouvrier se mette en grève.

L'Union des Industries métallurgiques et minières a également travaillé à faire adopter par les industriels le système des allocations familiales et a cherché à provoquer la création de caisses de compensation (1). L'attribution d'une allocation familiale à l'ouvrier chargé de famille permet en effet, en période d'activité industrielle, de verser à l'ouvrier célibataire un salaire inférieur à celui que la hausse du coût de la vie aurait nécessité, de même qu'elle rend possible, en temps de crise, une réduction du salaire de l'ouvrier, qui n'a pas charges, plus forte que celle que la baisse du coût de la vie aurait justifiée.

C'est ce que reconnaît avec une très grande impartialité M. Partiot, Secrétaire-Trésorier du Comité d'études des allocations familiales :

« Lorsque l'équilibre économique et monétaire eut été rompu par la guerre et que des hausses successives se produisirent dans le prix de la vie, il apparut aux observateurs, après quelques expériences, qu'une augmentation simultanée du salaire réel de tous les travailleurs était irréalisable.

(1). C'est à l'Union des Industries métallurgiques et minières que siège le Comité d'étude des allocations familiales.

Augmentait-on les salaires de 10 0/0, le prix de revient des denrées, de tous les objets nécessaires à la vie, augmentait très rapidement dans la même proportion ; le prix de vente suivait quelquefois avec une hausse supplémentaire à titre d'assurance contre de nouvelles fluctuations, et la condition de l'ouvrier n'était pas améliorée. De nouveau, il revenait à la charge et disait avec juste raison que son salaire ne suffisait pas à nourrir sa famille. Partout donc le même problème se posait : Comment augmenter le salaire réel et l'amener à suffire aux besoins d'une famille, sans augmenter sensiblement le prix de revient des produits fabriqués ? Et partout la solution a surgi. Au lieu d'augmenter le salaire de tous, au lieu de mettre ceux qui n'ont pas de charges à même de faire des dépenses exagérées, des gaspillages, qui pèsent sur l'ensemble, il faut compléter le gain de l'ouvrier par une allocation proportionnée aux charges de famille et qui, tout en accroissant très notablement les ressources des familles nombreuses, ne grève que d'un pourcentage très faible l'ensemble des salaires. »

Le Comité d'études des allocations familiales qui fonctionne sous l'égide de l'Union des Industries métallurgiques et minières, a eu dans sa propagande un très grand succès tant auprès de l'industrie métallurgique que des autres industries. Au mois de novembre 1922, il pouvait fêter la centième caisse de compensation (1).

(1). Le principe de compensation est le suivant : « 3 employeurs X, Y, Z, ayant des entreprises d'importance inégale pratiquent le système des allocations familiales. X paie par trimestre 180.000 francs de salaire, plus 5.000 francs d'allocation ; Y, 75.000 francs de salaires et 4.000 fr. d'allocation ; Z, 45.000 francs de salaires et 1.000 francs d'allocations, soit à eux trois 300.000 francs de salaires et 10.000 francs d'allocations. Ils décident de répartir entre eux le poids de cette somme supplémentaire au prorata des salaires payés par eux. Une simple règle de trois

En dehors du fait qu'il permet de baisser le coût de production, le système des allocations familiales répond à une préoccupation morale tant de l'individu que de la collectivité, qui se manifeste chez l'employeur.

« Au brutal « à travail égal, salaire égal », la pratique des allocations familiales substitue le fraternel et chrétien « à besoins inégaux, rétributions inégales ». Désormais, à l'ouvrier passant à la caisse, on ne dit plus seulement « Qu'as-tu fait ? » mais aussi « Qui es-tu ? » L'agent humain de la production voit ainsi son rôle économique se grandir de toute la noblesse de son rôle social. » (1).

Les syndicats ouvriers ont accueilli différemment les allocations familiales. Les syndicats de la C.G.T.U. y sont naturellement opposés. Les syndicats de la C.G.T. semblent évoluer en leur faveur. Quant aux syndicats chrétiens, ils en sont nettement partisans, mais ils trouvent avec raison que le montant de l'allocation, qui varie d'ailleurs d'une région à l'autre, est généralement beaucoup trop faible.

5° *L'Union des Industries métallurgiques et minières et les assurances sociales.*

Dès que le projet de loi sur les assurances sociales fut publié, l'Union, nous apprend son rapporteur, constitua une commission spéciale pour l'examiner. C'est le résultat des travaux de cette Commission qui fit l'objet des deux dépositions des délégués de l'Union, le 23 décembre 1921 devant la Commission des Assurances et

montre que X doit 6.000 fr., Y 2.500 fr. et Z 1.500 fr. En conséquence, X et Z verseront à Y respectivement 1.000 fr. et 500 fr. pour compenser l'excédent des débours de celui-ci. » (Dossier de l'Action Française.)

(1). Dossier de l'Action Populaire.

de Prévoyance Sociale de la Chambre, et le 9 janvier 1922 devant le Conseil Supérieur du Travail.

Le texte de cette importante déclaration, publié sous le n° 1273 des Documents de l'Union S.M.M. ne prend pas moins de 30 pages in 4°.

Voici le passage où l'Union des Industries métallurgiques et minières résume les motifs de son opposition au projet de loi :

« En ce qui concerne le projet de loi, nous devons dire sans restriction que nous le jugeons, tel qu'il est, inacceptable. Non seulement il nous paraît inopportun, eu égard à la situation économique et financière du pays, mais encore les principes généraux sur lesquels il repose appellent de notre part des réserves fondamentales.

Nous répétons une fois de plus qu'il convient de sérier les questions et de restreindre la tentative à ce qui, en tenant compte tant des facteurs sociaux que des nécessités économiques, peut être réalisable. La limite de l'effort social, à ce point de vue, est déterminée par la capacité de production d'en supporter toutes les incidences.

Nous espérons qu'on se rendra aisément compte, d'après tous les exemples précités, que cet effort, tant que durera l'état d'instabilité et d'insécurité dans lequel vit le monde, ne peut être qu'extrêmement minime et que vouloir surcharger, comme on a prétendu le faire, le coût de la production, serait condamner la grande majorité des entreprises à des résultats déficitaires.

La loi de huit heures, imposant à la production nationale une charge supplémentaire d'environ quatre milliards, a déjà placé les industries françaises dans une situation nettement défavorable. Il ne faudrait pas

que l'expérience acquise servît seulement à renouveler les mêmes erreurs. La question posée est ici, comme en 1919, une question d'économie politique et non de politique. C'est sous l'angle économique et non sous l'angle politique qu'elle doit être avant tout examinée.

Mais même en faisant abstraction de l'opportunité économique, même, ajouterons-nous, en laissant à ceux qui ont la responsabilité de maintenir la santé morale du pays, le soin de se prononcer sur la valeur de l'obligation par précompte, nous ne pouvons davantage donner notre adhésion aux principes généraux sur lesquels repose l'économie du projet de loi. Pour résumer sur ce point les principales de nos critiques, nous ne pouvons admettre ni l'unification des risques assurés, ni la simultanéité de réalisation des diverses assurances, ni la solidarité nationale des travailleurs assujettis, ni les modes d'organisation des caisses d'assurance, pas plus que nous ne pouvons partager l'optimisme financier dont fait preuve l'exposé des motifs. »

Puis, passant des critiques aux suggestions, le rapporteur de l'Union écrit :

« 1° Nous demandons que les études législatives ultérieures aient égard à l'existence des institutions (déjà fondées) et qu'elles se préoccupent, avant tout, de favoriser leur développement ;

« 2° Nous demandons que les risques qu'il s'agit de garantir soient nettement distingués et fassent l'objet de projets différents ;

« 3° Nous demandons qu'une autonomie aussi complète que possible, administrative et financière, soit conférée aux diverses organismes d'assurance et que les institutions centrales n'aient pas d'autre rôle que celui

dés caisses de réassurance, si la création en est jugée utile ;

« 4° Nous demandons que la corporation soit choisie comme le cadre naturel de toutes les institutions à créer, les organismes d'Etat n'intervenant plus tard que comme organismes de remplacement, là où la corporation aura pu se montrer défaillante ;

« 5° Nous demandons que le système général des assurances sociales ne soit réalisé que par étapes avec tous les paliers que rendra nécessaire l'évolution, imprévisible à l'heure actuelle, de la situation économique ;

« 6° Mais, de toute façon, nous nous refusons à donner au principe de l'obligation par précompte une adhésion dont on puisse faire état. C'est un problème sur lequel il n'appartient pas au patronat de se prononcer. »

Après avoir ainsi démoli le projet de loi et émis quelques suggestions, qui pour la plupart ne peuvent être admises par les syndicats ouvriers, le rapporteur de l'Union déclare : « En dépit des réserves fondamentales que l'Union des Industries Métallurgiques et Minières a cru devoir formuler à propos du texte qui lui a été soumis, elle proclame bien haut sa volonté de contribuer, dans la mesure des possibilités, à tous les efforts qui auront pour objet le mieux-être de la classe ouvrière. »

A l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, on n'est pas avare de bonnes paroles !

5° *L'Union des Industries Métallurgiques et Minières et les grèves :*

Avec, d'une part, une politique aussi peu favorable aux ouvriers qu'est celle de l'Union des Industries Mé-

tallurgiques et Minières et avec, d'autre part, des prétentions aussi peu raisonnables, que celles que proclame une partie de la classe ouvrière, des grèves sont naturellement à craindre. Les stratèges de la « rue de Madrid » sont toujours prêts à organiser la résistance. Pour sortir victorieux d'une grève, il faut d'abord de l'argent.

Ce rôle financier est assuré par les Sociétés d'assurances mutuelles contre les conséquences du chômage forcé dont le siège est rue de Madrid.

D'après l'annuaire de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, « les Sociétés d'assurances ont pour but de soutenir matériellement et moralement les adhérents victimes de conflits et de leur permettre, en leur donnant les moyens de ne pas subir des concessions dangereuses ou injustifiées, de sauvegarder les intérêts présents et futurs, en même temps que l'intérêt plus général de l'industrie qu'ils exercent ».

Ces Sociétés d'assurances, qui sont au nombre de huit, « ont été solidarisées entre elles par la constitution d'une Caisse centrale métallurgique qu'elles alimentent par un même prélèvement sur leurs contributions et qui, à son tour, leur vient en aide, une première fois, avant l'appel de la contribution de garantie de l'adhérent, une deuxième fois après épuisement de la partie disponible de leurs ressources.

Enfin, au faite de cet édifice, et en dehors des sociétés, fonctionne un Comité central, corps spécial, composé de personnes présentant, en raison de leur honorabilité incontestable, de leur compétences et des hautes situations qu'elles ont occupées dans les affaires, toute l'autorité et l'indépendance nécessaires pour remplir leur délicate fonction.

Il a mission, en fin de conflit, de délivrer le « bon d'accord » qui permet l'indemnisation de l'industriel et fonctionne ainsi comme un organe de contrôle et de moralité. Il réserve, d'ailleurs, ses bons offices aux assurés. Outre son appui moral, il leur donne des conseils désintéressés et expérimentés pour conduire et terminer les conflits dont ils sont victimes, de la manière la plus conforme à l'équité et aux intérêts généraux de l'industrie. » (1).

Le montant des indemnités payées aux adhérents, en 1919 et 1920, s'est élevé à 3.400.000 francs. Cela montre la puissance de l'organisation. Mais le rôle financier n'est pas tout : il faut une méthode, une unité de tactique, une direction. Ce sont justement là les attributions de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières. Pour défendre ses principes, l'Union intervient dans presque tous les conflits qui ont lieu en France : « Nous pouvons dire qu'il n'est guère de grèves dans lesquelles nous n'ayons eu, de près ou de loin, à intervenir », déclarait le rapporteur du bureau du Conseil de l'Union à l'assemblée générale du 17 février 1920. L'Union donne à tous les industriels et à tous les syndicats, qui font appel à son secours, la documentation et les conseils qui leur sont nécessaires. Si les circonstances l'exigent, les stratèges de la rue de Madrid n'hésitent pas à se rendre sur place. « Grâce à cette méthode, l'unité de tactique, qui fait la force des ouvriers, commence à s'observer dans le monde patronal... La discipline aussi, sans laquelle tous les efforts sont vains, s'affirme tous les

(1). Passage tiré de l'annuaire de l'Union. Nous faisons toutes réserves sur ces affirmations. Il serait intéressant de savoir combien de fois le « Bon d'accord » n'a pas été délivré. Il est probable qu'il n'a jamais été refusé. Or, qui oserait prétendre que le bon droit a toujours été du côté des patrons ?

jours davantage », déclare le rapporteur de l'Union. Il est naturellement difficile d'indiquer, d'une façon précise, les directives que l'Union donne à ses adhérents pendant une grève, mais on peut cependant en donner un exemple : Pendant les grèves du Havre, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières a demandé à tous ses adhérents de ne pas embaucher les grévistes du Havre.

Ajoutons, enfin, que l'Union agit, en temps de grève, sur les pouvoirs publics et sur la presse.

Après des pouvoirs publics, elle intervient pour leur demander de faire rétablir l'ordre qui a été troublé ou de faire respecter la liberté du travail. Sur la presse, elle use de son influence pour que la cause patronale soit exposée sous un jour favorable ou pour qu'un silence prudent règne sur un conflit, où tous les torts ne sont pas du côté de ses adversaires.

7° L'Union des Industries Métallurgiques et Minières et les organismes d'assurance et de prévoyance :

En dehors des caisses d'assurances mutuelles contre les conséquences du chômage forcé fonctionnent sous le patronage de l'Union :

1° La Caisse syndicale contre les accidents du travail, qui ne se borne pas à gérer les accidents dans des conditions financières les plus favorables, mais se préoccupe aussi, à l'aide d'un service technique, de la prévention des accidents du travail, et, par la création d'hôpitaux et de dispensaires, des soins à donner aux ouvriers ;

2° La Caisse syndicale de retraites, qui non seulement effectue les opérations prévues par la loi du

5 avril 1910, mais encore a institué tout un régime de retraites facultatives de vieillesse et d'invalidité en faveur des ouvriers et employés ;

3° L'Association Métallurgique et Minière contre la tuberculose, qui se propose de rechercher toutes les mesures propres à améliorer l'hygiène des travailleurs et d'enrayer ainsi le développement de la tuberculose dans les centres industriels ;

4° La Caisse Foncière de Crédit, qui, grâce au large concours financier que les banques lui ont assuré, peut mettre tous les capitaux nécessaires pour l'édification des maisons ouvrières à la disposition des industriels et est, en outre, susceptible de fournir à ceux-ci des données techniques sur le mode de construction le plus favorable et même de s'entremettre pour la fourniture des matériaux aux conditions les plus avantageuses (1).

5° Le Comptoir Général des Logements Economiques, qui fonctionne d'une façon analogue à celle des organismes d'achats en commun, a pour objet d'acheter tous matériaux et toutes fournitures destinées à la construction ou à l'aménagement de logements économiques et même entreprendre toutes opérations ayant trait à leur développement : acquérir des immeubles, les gérer, les vendre, etc. ;

6° La Caisse Industrielle d'Assurance Maritime et de Transports, qui a été fondée pendant la guerre pour soustraire les industriels aux exigences des Compagnies d'assurances, sert de « régulateur » à l'assurance maritime.

Ces différentes institutions répondent à deux buts : rendre service aux industriels et faire œuvre sociale. Il

(1) Rapport du Bureau du Conseil de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières. (Assemblée générale du 18 février 1919.)

faut, d'ailleurs, remarquer que le deuxième but est beaucoup plus intéressé que philanthropique. Dans son rapport sur les assurances sociales, le secrétaire de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières écrivait :

« Le patronat, de son côté, n'est pas resté indifférent aux préoccupations qui font l'objet du projet de loi, et il n'a pas attendu d'y être invité par un ordre impératif pour créer dans tous les domaines, et nous ne craignons pas de le dire, dans un esprit plus large et plus souple à la fois que celui du projet de loi, de multiples institutions destinées à garantir l'ouvrier contre les risques de l'existence et de contribuer à l'augmentation de son bien-être.

Certes, les industriels ne dissimulent pas qu'ils ont voulu, en remplissant leur devoir, dans la mesure où ils l'ont pu, s'attacher une main-d'œuvre plus stable et davantage satisfaite de son sort.

Mais, s'ils ont escompté par là le bénéfice moral qu'ils pouvaient tirer des œuvres créées, quel est l'homme soucieux de la paix sociale et du relèvement économique du pays qui pourrait songer à leur en faire grief ? » (1).

8° *L'Union des Industries Métallurgiques et Minières et les questions fiscales :*

L'Union des Industries Métallurgiques et Minières suit les questions fiscales avec l'attention la plus avvertie, au fur et à mesure qu'elles sont posées devant l'opi-

(1) Nous n'insistons pas davantage sur les œuvres sociales de la métallurgie qui ont été déjà traitées par M. Bezard-Falgas dans sa thèse sur « Les Syndicats patronaux de la Métallurgie ». Il est, d'ailleurs, très facile d'être documenté à leur sujet. Autant les secrétaires des groupements patronaux sont discrets sur la politique de leur groupement, autant ils sont diserts sur les œuvres patronales, surtout si l'on proclame à leur égard une grande admiration.

nion publique, et « elle cherche même à devancer ce moment dans toute la mesure possible, de façon à éviter que la préoccupation de satisfaire des sentiments d'égalité ou de justice sociale n'entraîne inconsidérément des esprits de bonne foi dans des voies nuisibles à l'intérêt général et contraires aux nécessités de la production » (1).

Au moment de la création de nouveaux impôts, en 1920, l'étude des questions fiscales a pris dans les travaux de l'Union une place plus grande encore que par le passé.

L'Union devait réagir, en effet, contre la tendance qui se manifestait dans certains milieux de faire supporter par l'industrie et le commerce une part exagérée des charges nouvelles.

« C'est ainsi qu'après un examen approfondi du projet de supertaxe sur les bénéfices de guerre, la commission d'études, constituée à cet effet par l'Union, nommait une délégation, et celle-ci exposait au rapporteur général de la Commission des Finances de la Chambre ses objections contre le principe même de cet impôt, et appelait son attention sur les graves difficultés que l'application de la supertaxe ne pouvait manquer de soulever dans la pratique. » (1). Votée par la Chambre, la supertaxe a été repoussée au Sénat. De même sur la question de l'évaluation des stocks, l'Union a fait exposer son opinion par une délégation de sa Commission d'études devant le rapporteur général de la Commission de la Chambre, puis au ministre des Finances, et a pu obtenir satisfaction.

(1) Assemblée générale de l'Union du 18 février 1919.

(1 et 2) Rapport du bureau du Conseil de l'Union. (Assemblée générale 1921 et 1922).

L'Union a cherché aussi à faire admettre cette idée que dans la période difficile que traverse l'industrie « il est nécessaire de donner des solutions qui ne tiennent pas compte exclusivement des droits du fisc, mais aussi des possibilités des contribuables » (1). Hostile à l'inquisition fiscale, elle préconise l'extension du principe du forfait.

Telle est la politique sociale et fiscale de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, de la Construction Mécanique, Electrique et Métallique et des industries qui s'y rattachent.

Si la politique fiscale de l'Union rencontre une approbation générale auprès des membres de ses syndicats adhérents, il n'en est pas de même de sa politique sociale, et M. Samuel Michaud, secrétaire général de l'Union des Syndicats Professionnels d'Ouvriers Chrétiens de la Région Parisienne, pouvait me dire qu'il avait reçu plusieurs patrons, membres de syndicats adhérents à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, qui avaient exprimé leurs regrets de voir l'Union des Industries Métallurgiques et Minières aussi hostile à toute collaboration avec les syndicats ouvriers et en particulier avec les syndicats chrétiens.

L'exemple du Syndicat patronal des Constructions Mécaniques et Navales de Nantes et de la Loire-Inférieure et des industriels qui suivent les semaines sociales, montrent aussi qu'il y a dans le patronat une élite qui est favorable à une large politique d'apaisement social et qui n'approuve pas toutes les directives de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières. Mais il ne faut pas se dissimuler que cette élite est peu nombreuse et qu'elle n'a que peu d'influence.

CONCLUSION

L'action du Comité des Forges s'est donc étendue sur un grand nombre de questions et si sa politique n'a pas été toujours couronnée de succès, elle a cependant obtenu des résultats, qui, pour n'être pas tous conformes à l'intérêt général, n'en ont pas moins contribué à atténuer les effets de la crise dont souffre la métallurgie. Au cours de l'année 1922, une certaine reprise des affaires s'est d'ailleurs manifestée dans presque toutes les industries et la métallurgie en a bénéficié. Les statistiques se rapportant à 1922 montrent, en effet, que la production de fonte est passée de 3.400.000 tonnes en 1921 à 5.100.000 tonnes en 1922 et que la production d'acier, qui était de 3.102.000 tonnes en 1921, a atteint 4.500.000 tonnes (1) en 1922, soit une augmentation de 50 0/0 environ. Des nouveaux progrès sont-ils possibles ? Il semble que oui. Au mois de décembre 1922, plusieurs commandes de produits métallurgiques n'ont pu être acceptées, faute de coke. Il faut espérer que l'action, que le gouvernement français a entreprise dans la Ruhr, améliorera la situation de la métallurgie à ce point de

(1) Chiffres donnés par *l'Echo des Mines et de la Métallurgie* (10 janvier 1923).

vue. Sans doute, il y aura une période dure à traverser pendant laquelle la suspension des livraisons de l'Allemagne obligera les maîtres de forges à arrêter leurs hauts fourneaux, mais il viendra bien un jour où un accord franco-allemand nous assurera un ravitaillement en coke plus régulier et plus abondant que celui que nous avons eu pendant les derniers mois de l'année 1922, et atténuera la concurrence allemande en frappant les sorties de produits métallurgiques de la Ruhr de droits suffisamment élevés (comme il en avait été question à la Conférence de Londres du mois d'août 1922).

Peut-être aussi, les Compagnies de chemin de fer consentiront-elles des tarifs plus réduits ? Mais il faut le reconnaître : même si ces circonstances favorables se réalisent, toutes les usines métallurgiques ne pourront pas atteindre leur capacité maxima de production ; beaucoup seront encore obligées de fonctionner à allure réduite et auront, par suite, un coût de production élevé. « Il faut revenir à l'équilibre », dit M. Pinot (1). Il faut fermer des usines. Mais alors se pose la question : Faut-il laisser jouer la libre concurrence ? ou faut-il, au contraire, que l'Etat intervienne ? En Italie, où un problème semblable se pose pour les chantiers de constructions navales, qui étaient passées de 10 avec 38 cales avant la guerre à 30, avec 104 cales après la guerre, le ministre de la Marine, M. de Vito (2), a déposé un projet de loi qui décidait la constitution d'un « consortium entre sociétés et particuliers exploitant des chantiers de construction de navires en acier » ayant

(1) *La Revue de France* du 15 mai 1922.

(2) On lira avec intérêt les différentes dispositions de projet de loi de M. de Vito dans la *Journée Industrielle* du 24 août 1922.

pour mission de déterminer quels chantiers devaient être fermés. Mais la nécessité de l'intervention de l'Etat se justifie par des arguments autrement plus importants que celui qu'apporte l'exemple du projet de M. de Vito.

Si on laisse, en effet, jouer la libre concurrence, les usines métallurgiques du Centre et de l'Ouest, qui sont dans des conditions moins favorables que celles du Nord et de l'Est, vont à peu près complètement disparaître ; or, ce sont ces usines du Centre et de l'Ouest qui ont rendu pendant la guerre les plus grands services à la Défense nationale et personne ne peut prévoir si dans l'avenir la sécurité du pays pourrait être maintenue sans elles. Un article de M. Jean Pupier, dans la *Journée Industrielle* du 23 décembre 1922, nous révèle qu'une partie des métallurgistes ne se préoccupe guère de ce point de vue : Une personnalité dirigeante de la Société belge Ougrée-Marihaye, la société-mère de la Chiers (société dont la dissidence a causé la dissolution du Comptoir Sidérurgique), raconte M. Pupier, déclarait sous une forme un peu brutale que les moyens de production de la Chiers lui permettaient de fabriquer à meilleur compte que ses rivaux français et surtout que ceux de ses rivaux géographiquement mal placés. S'adressant aux gros producteurs de rails et de poutrelles de l'Est, cette personnalité leur disait : « Qu'avez-vous besoin de prendre souci des intérêts de certaines usines mal outillées ou mal situées, dont les prix de revient seront toujours déplorables ? Entendons-nous ensemble ! »

Cette manière de voir, que semblent admettre certains puissants producteurs de Lorraine, semble nécessiter une prompte intervention d l'Etat. Mais ce n'est pas tout.

L'action du Comité des Forges, nous l'avons montré, va parfois à l'encontre des intérêts des autres industries et de l'intérêt général. Or, la situation d'une industrie quelconque ne doit pas être regardée en elle-même, mais dans le cadre des intérêts généraux du pays. L'Etat ne doit-il pas, par exemple, intervenir pour concilier les intérêts divergents de la métallurgie et de la mécanique et pour faire prévaloir une politique d'exportation des produits finis ?

La guerre et le retour de la Lorraine ont forcé notre développement industriel et nous ont engagé dans la voie où nous ont précédé l'Angleterre et l'Allemagne. Faut-il continuer dans cette voie ? Faut-il laisser vider nos campagnes pour emplir nos usines ? En agissant ainsi, ne serait-ce pas « fausser le bonheur français », comme disait M. Maurice Barrès. « La France, ajoutait le même auteur, est un pays de culture agricole et de bourgeoisie intellectuelle, de paysans et de savants. D'une longue lignée paysanne sort parfois un rameau de génie : un Pasteur. Voilà notre originalité, notre mission dans le monde. Voilà le secret de notre bel équilibre matériel et moral, qui fait que, parmi tous les peuples d'Europe, nous sommes celui qui souffre le moins de la terrible crise actuelle. » Evidemment, il ne faut pas faire fi de l'usine métallurgique ; « c'est elle qui, pendant la guerre, a défendu le champ », écrivait M. Pierre Hampe, mais il faut cependant choisir entre les deux tendances : industrielle ou agricole. C'est là, on l'avouera, un problème de haute politique qu'il ne faut pas laisser résoudre aux seuls métallurgistes.

Enfin, les maîtres de forges qui, à cause d'une concurrence exagérée, sont obligés de faire marcher leurs usines dans des conditions de rendement déplorables, sont

poussés (sans que cela les excuse entièrement), pour réduire le coût de production, à diminuer les salaires d'une façon excessive et à pratiquer une politique aussi regrettable qu'est celle de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières. Pour ce motif aussi, la réadaptation des conditions de production à la consommation doit être opérée. Et, pour cette œuvre, l'intervention de l'Etat est nécessaire.

Comment s'opérera-t-elle ? C'est ce qu'il y a lieu, maintenant, d'examiner. Dans cette politique d'intervention de l'Etat, tout ne reste pas à faire. Des réunions déjà nombreuses ont eu lieu entre les représentants des différents ministères intéressés et du Parlement d'une part et les représentants de la métallurgie et de la mécanique d'autre part, pour étudier certains points particuliers. Mais dans ces essais, sur lesquels est faite une publicité trop réservée, tout ne se passe pas pour le mieux. Un des membres de ces réunions me disait lui-même que l'intérêt général n'y était nullement défendu. Les parlementaires qui assistent à ces réunions sont tous plus ou moins intéressés dans des affaires privées, dont le sort est justement en jeu.

Quant aux représentants du ministère, où ils sont intéressés aussi, ou ils hésitent entre la pression des industriels et la crainte d'une interpellation. Sans doute, il est très courtois de la part d'un ministre de dire aux industriels qu'ils sont chez eux dans son ministère, mais il ne faudrait tout de même pas laisser les industriels prendre cette formule trop à la lettre.

« L'Etat, pour s'occuper de sa tâche, pour être vraiment le gardien du bien général, se doit de n'être pas à demi prisonnier d'une fraction infime de tyranneaux

économiques pour qui l'Etat c'est l'économique réduite à leur mesure » (1).

M. Robert Pinot, après avoir montré que nos hommes politiques étaient bien peu préparés pour résoudre les problèmes économiques actuels, disait à M. A. de Tarde :

« Oui, la question essentielle, c'est la formation des élites. » Oui, répétons-le, c'est la formation des élites qui est la question essentielle, mais précisons, le mot « élites » doit s'entendre aussi bien au point de vue moral qu'au point de vue intellectuel. Pour résoudre les problèmes économiques et sociaux, il ne faut pas seulement une belle intelligence et une formation intellectuelle éprouvée, il faut aussi un esprit épris de bonne foi et de justice et animé par la charité.

(1) Le directeur de l'*Action Populaire* dans sa conférence à la semaine sociale de Strasbourg.

LIVRES ET BROCHURES

La Sidérurgie Française (1864-1913) ;

Tribot-Laspière : *L'Industrie du Fer en France ;*

Robert Pinot : *Le Comité des Forges de France au Service de la Nation ;*

Robert Pinot : *La Métallurgie et l'Après-Guerre ;*

J. Levainville : *L'Industrie du Fer en France ;*

P. Doumer : *La Métallurgie du Fer ;*

La Métallurgie, son origine et son développement
(édition de la Fédération des Métaux).

F. Maurette : *Les Grands Marchés de Matières Premières ;*

Léon Guillet et Jean Durand : *L'Industrie Française : l'œuvre d'hier, l'effort de demain ;*

Edouard Barthe : *Le Comité des Forges contre la Nation.*

Cavallier : *Après-Guerre ; La Métallurgie Française : des améliorations, évolutions et réformes qui seraient nécessaires dans ses méthodes ;*

Paul de Rousiers : *Les Syndicats industriels de Producteurs en France et à l'étranger ;*

Robert Goujet : *Le Protectionnisme en France depuis la guerre dans les faits et la doctrine ;*

André-François Poncet et Emile Mireaux : *La France et les Huit Heures* ;

Alexis Duchon : *Le Problème des Réparations et les Industries françaises de Construction mécanique et électrique* ;

G. Sciama et A. Duchon : *La Revision du tarif douanier : tableaux et graphiques pour l'étude de la protection douanière de la main-d'œuvres dans la construction électrique* ;

Le Chatelier : *La Métallurgie d'hier et de demain* ;

Pierre Hampe : *Une Victoire mécanicienne* ;

Bezard Falgas : *Les Syndicats patronaux de la Métallurgie* ;

Girault : *Le Comité des Forges* ;

Martin Saint-Léon : *Trust et Cartels* ,

JOURNAUX

La Journée Industrielle ;

L'Action Française du lundi (articles de M. Georges Valois) ;

L'Usine ;

L'Atelier ;

L'Information Sociale ;

L'Humanité ;

Le Réveil Economique ;

L'Union des Métaux ;

L'Opinion.

REVUES

La Revue de France ;
Le Parlement et l'Opinion ;
Les Dossiers de l'Action Populaire ;
La Chronique Sociale de France ;
La Revue Mensuelle des Questions Sociales Ouvrières
et Fiscales ;
Les Assemblées Générales ;
L'Exportateur.

BULLETINS

.. Le Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'In-
formations Economiques et Sociales ;
Le Bulletin Mensuel du Syndicat des Mécaniciens,
Chaudronniers et Fondeurs de France ;
Le Bulletin Mensuel de la Chambre Syndicale des
Constructeurs de Machines Agricoles ;
Les Bulletins du Comité des Forges.

DOCUMENTS DIVERS

L'Annuaire du Comité des Forges ;
L'Anuaire de l'Union des Industries Métallurgiques
et Minières, de la Construction Mécanique, Electrique
et Métallique et des Industries qui s'y rattachent ;
Les Circulaires du Comité des Forges ;
Les Rapports de la Commission de Direction du Co-
mité des Forges aux Assemblées générales ;
Les Rapports du Bureau du Comité de l'Union des In-
dustries Métallurgiques et Minières de la Construction
Mécanique, Electrique et Métallique et des Industries
qui s'y rattachent.

TABLE DES MATIERES

LA CRISE DE LA METALLURGIE (1919-199)

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

DU COMITÉ DES FORGES

NOTIONS PRELIMINAIRES

LA SITUATION DE LA MÉTALLURGIE A LA VEILLE DE LA GUERRE

	<i>Pages</i>
Les Matières Premières.....	1
Le Minerai	3
La houille et le coke.....	7
La main-d'œuvre	17
La Production Métallurgique : sa concentration, sa localisation, son développement.....	19

PREMIERE PARTIE

LA CRISE DE PRODUCTION

CHAPITRE I

LES DIFFICULTÉS DE LA PRODUCTION

1° La crise des transports et la crise des matières premières	34
2° Les difficultés provenant de la main-d'œuvre	38

CHAPITRE II

LA DIMINUTION DE LA PRODUCTION

La capacité de production.....	48
La hausse des prix.....	50
Le développement des affaires, les immobilisations, les participations	54

DEUXIEME PARTIE

LA CRISE DE SOUS-CONSOMMATION

CHAPITRE I

LES FAITS

La suspension des commandes, l'accumulation des stocks, la diminution des prix, l'arrêt dans la production, la situation difficile de certaines sociétés, la situation des industries consommatrices de la métallurgie (exemple de l'industrie automobile).....	63
---	----

CHAPITRE II

LES CAUSES DE LA CRISE DE SOUS-CONSOMMATION

1. *Causes d'ordre économique :*
 - A. Les difficultés de réadaptation de la Métal-

lurgie au régime des fabrications du temps de paix	70
B. Le développement de la capacité de production	71
C. La reconstruction des industries métallurgiques dévastées	75
D. La concurrence étrangère.....	76
E. Les difficultés d'approvisionnement en coke..	80
F. L'augmentation des tarifs de transport.....	81
2. <i>Les causes d'ordre fiscal :</i>	
A. La politique financière de la France pendant et après la guerre, émissions de billets, émissions d'emprunts, impôts.....	86
B. La journée de huit heures.....	91

TROISIEME PARTIE

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU COMITÉ DES FORGES ET LA CRISE DE LA MÉTALLURGIE

CHAPITRE I

LE COMITÉ DES FORGES ET LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES

1° L'Union des efforts.....	97
2° Ce qu'est le Comité des Forges.....	98
3° Le Comité des Forges et le retour de la Lorraine	104
4° Le Comité des Forges et les questions douanières	113
5° Le Comité des Forges et les livraisons en nature	126
6° Le Comité des Forges et la question du combustible	130

7° Le Comité des Forges et les tarifs de chemins de fer	144
8° Le Comité des Forges et la question des débouchés de la Métallurgie.....	147
9° Le Comité des Forges et les Comptoirs.....	155
10° Le Comité des Forges et les ententes internationales de producteurs.....	164

CHAPITRE II

L'UNION DES INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET MINIÈRES ET LES QUESTIONS SOCIALES ET FISCALES

1° Ce qu'est l'Union des Industries Métallurgiques et Minières.....	169
2° L'Union des Industries Métallurgiques et Minières et la question des huit heures.....	178
3° L'Union des Industries Métallurgiques et Minières et la question des accords collectifs de travail	183
4° L'Union des Industries Métallurgiques et Minières et la question des salaires et des allocations familiales	186
5° L'Union des Industries Métallurgiques et Minières et la question des assurances sociales..	191
6° L'Union des Industries Métallurgiques et Minières et la question des grèves.....	194
7° L'Union des Industries Métallurgiques et Minières et les organisations d'assurance et de prévoyance	197
8° L'Union des Industries Métallurgiques et Minières et les questions fiscales.....	199
<i>Conclusion</i>	202

VU :

Le Président,

GERMAIN MARTIN

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

VU :

Le Doyen,

*Le Recteur
de l'Académie de Paris,*

H. BERTHELEMY.

G. APPEL.

